



RAPPORT FINANCIER ANNUEL 08-09



OL GROUPE



OLYMPIQUE
LYONNAIS



OL GROUPE

Le présent document contient l'information réglementée suivante : le rapport financier annuel 2008/2009 de l'OL Groupe (en ce compris les rapports sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration et les procédures de contrôle interne, le tableau relatif aux honoraires des Commissaires aux Comptes et le document d'information annuel) ainsi que le descriptif du nouveau programme de rachat qui sera soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 7 décembre 2009. Cette information réglementée a été portée à la connaissance du public et déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers selon les modalités fixées aux articles 221-4 IV et 221-4 V du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers.

Le présent document contient des données de nature prospective. Les tendances et objectifs indiqués dans le présent document sont fondés sur des données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par le Groupe. Ces données, hypothèses et estimations sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment aux résultats sportifs du Club. En outre, la réalisation de certains facteurs de risque décrits à la page 25 du présent document pourrait avoir un impact sur l'activité, la situation financière, les résultats du Groupe et sa capacité à réaliser ses objectifs. Ces données de nature prospective ne constituent en aucun cas une garantie de performance future et présentent des risques et des incertitudes et les résultats réels sont susceptibles d'être substantiellement différents de ceux figurant dans ces données de nature prospective. Le Groupe ne prend donc pas d'engagement ferme sur la réalisation des objectifs de croissance figurant dans le présent document. OL Groupe et ses affiliés, dirigeants, représentants, employés et conseils respectifs n'acceptent aucune responsabilité de quelque nature que ce soit au titre de ces informations prospectives.



RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2008/2009

SOMMAIRE

Attestation du responsable du rapport financier annuel	3
Rapport de gestion	5
Rapport de gestion de la société OL Groupe et du Groupe	5
Résultats des cinq derniers exercices	47
Projet OL Land	49
Gouvernement d'entreprise	53
Rapport du Président en application de l'article L. 225-37 du Code de Commerce	53
Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président du Conseil d'Administration sur les procédures de contrôle interne	61
Comptes consolidés	63
Compte de résultat	63
Bilan actif	64
Bilan passif	65
Variation des flux de trésorerie	66
Variation des capitaux propres	68
Résultat par action	69
Notes annexes aux états financiers consolidés	70
Tableau des honoraires des Commissaires aux Comptes	102
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	104
Comptes sociaux	107
Compte de résultat	107
Bilan actif	108
Bilan passif	109
Flux de trésorerie	110
Notes annexes aux états financiers sociaux	111
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	123
Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés	125
Document d'information annuel	131
Programme de rachat d'actions	135



ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Jean-Michel Aulas
Président-Directeur Général



RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE

Clos le 30 juin 2009

RAPPORT DE GESTION DE LA SOCIÉTÉ OL GROUPE ET DU GROUPE

Mesdames, Messieurs, Chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale pour vous rendre compte et vous informer de l'activité de l'Olympique Lyonnais Groupe ("OL Groupe" ou la "société") et du Groupe (OL Groupe et ses filiales opérationnelles), au cours de l'exercice clos le 30 juin 2009, et soumettre à votre approbation les comptes sociaux et les comptes consolidés au titre dudit exercice et l'affectation du résultat.

Principaux événements de l'exercice

OL GROUPE : UNE BONNE RÉSISTANCE DES PRODUITS D'ACTIVITÉ DANS UN CONTEXTE DE CRISE ÉCONOMIQUE

L'exercice 2008/2009 a marqué la confirmation, pour l'Olympique Lyonnais, du développement de ses activités. Le Groupe est ainsi l'un des clubs majeurs dans le Championnat de France et compte parmi les plus importants dans le domaine européen avec 192 M€ de produits d'activité.

Votre Groupe confirme ainsi sa position de leader assez loin devant les autres grands Clubs français.

Le niveau d'activité de l'exercice clos le 30 juin 2009 se caractérise par :

- Une nouvelle croissance de l'activité billetterie de 3 % avec des revenus de 22,4 M€. La billetterie bénéficie toujours de la fidélité des supporters et dépasse ainsi le niveau record atteint lors du précédent exercice.
- Une hausse des produits de partenariats et de publicité de 4 %. Ces produits se situent à leur plus haut niveau et s'élèvent à 21,3 M€. La position de troisième du Championnat de France a eu un impact peu significatif sur ces produits.
- Les droits télévisuels (LFP, FFF, UEFA) sont en baisse et s'établissent à 68,1 M€. Cette baisse résulte essentiellement du classement final de l'Olympique Lyonnais à la troisième place du Championnat de France de Ligue 1 et de la participation de trois clubs français à l'UEFA Champions League contre deux au titre de la saison précédente.
- Les produits de la marque ressortent à 27,8 M€ et intègrent un signing fee de 7 M€ avec Sportfive (Groupe Lagardère Sports) identique à celui de l'année dernière.
Au titre du précédent exercice, les produits de la marque comprenaient également un signing fee avec Sodexo de 3,5 M€ et le prix attribué à l'Olympique Lyonnais lors de sa victoire en Peace Cup (1,8 M€).
Des modifications de périmètre (externalisation de la restauration, arrêt de l'activité Brasserie ...) ont eu un impact négatif de 1,3 M€ sur la variation de ce poste. Plus généralement le contexte économique et notamment le ralentissement de la consommation ont eu une répercussion sur les autres produits de la marque à hauteur de 4,1 M€.
- Des produits de cession de joueurs qui s'élèvent à 52,4 M€ et restent à un niveau élevé proche de la moyenne des produits de cession constatés au titre des cinq derniers exercices (49 M€). Au titre de l'exercice 2007/2008, dix joueurs avaient été cédés pour un montant de 55,9 M€.
Ce montant de 52,4 M€ de produits de cession de joueurs a été atteint par le transfert de cinq joueurs (Coupet, Squillaci, Baros, Paillot, Benzema). La plus-value dégagée au titre de l'exercice écoulé est significative puisque deux de ces joueurs (Benzema et Paillot) sont issus du Centre de Formation OL et s'élève à 42,3 M€.

Un palmarès sportif de qualité

L'Olympique Lyonnais, au titre de l'exercice 2008/2009, s'est placé à la troisième place du Championnat de France et figure pour la onzième fois consécutive sur le podium. L'Olympique Lyonnais s'est également qualifié pour le tour préliminaire de l'UEFA Champions League où il a atteint cette saison les huitièmes de finale face au vainqueur, le FC Barcelone.

L'équipe féminine a été sacrée pour la troisième fois consécutive Championne de France et a atteint les demi-finales du Challenge de France et de la coupe UEFA.

L'équipe de CFA a décroché le titre de Champion de France des réserves professionnelles.

Les équipes des 16 et des 18 ans sont toutes les deux demi-finalistes du Championnat de France.

Évolution des partenariats

Contrat de partenariat avec le groupe Accor

Durant le deuxième semestre de l'exercice 2008/2009, OL Groupe a pris acte de la décision du groupe Accor de ne pas renouveler le contrat qui le liait au Club en matière de sponsoring.

Contrat de partenariat avec ISS SERVICES

Aux termes d'un contrat conclu entre ISS Services, Sportfive et la SASP Olympique Lyonnais en date du 1^{er} juin 2006, d'une durée initiale de trois ans et renouvelé jusqu'au 30 juin 2012, différents droits et avantages sont consentis par le Club à ISS Services notamment (i) l'autorisation d'utiliser sur tous supports de communication interne et/ou externe promotionnelle certains signes distinctifs tels que la dénomination, les sigles et logos du Club et de l'équipe professionnelle première, l'appellation de Partenaire Officiel de l'Olympique Lyonnais, (ii) une présence de la marque ISS sur le terrain et dans les zones mixtes (iii) des opérations de relations publiques et l'octroi de places pour certains matches, (iv) l'insertion du logo ISS au sein de l'ensemble des supports de communication.

Ces droits et avantages sont consentis à ISS Services pour la promotion des seules marques "ISS" et pour le seul secteur des prestations de services aux entreprises et aux collectivités : propreté, espaces verts, génie climatique, propreté urbaine et sécurité événementielle.

En contrepartie de ces droits et avantages, ISS Services s'engage à verser une somme forfaitaire annuelle.

Contrat de partenariat avec APICIL PRÉVOYANCE

La SASP Olympique Lyonnais bénéficie d'un autre contrat de même nature avec la société Apicil Prévoyance, conclu le 16 décembre 2005, pour une durée de trois saisons sportives puis prolongé en février 2008 pour une durée de 2 saisons (échéance 30 juin 2010) plus une optionnelle.

Aux termes du contrat, différents droits et avantages sont consentis par le Club à Apicil, notamment : (i) l'utilisation de la dénomination et sigles du Club, de l'appellation "Partenaire Officiel de l'Olympique Lyonnais" ; (ii) l'apposition du sigle "Apicil" sur les maillots pour les matches de Ligue 1 ; (iii) la présence de la marque Apicil sur différents supports ; (iv) des opérations de relations publiques et l'octroi de places pour les rencontres à domicile et à l'extérieur ; (v) l'utilisation des bases de données du Club dans le respect de la législation applicable aux données personnelles ; et (vi) l'insertion du logo Apicil au sein de l'ensemble des supports de communication du Club.

Ces droits et avantages sont consentis à Apicil à titre exclusif pour la promotion de la seule marque "Apicil" et pour le seul secteur de l'assurance complémentaire santé, épargne, prévoyance et retraite.

En contrepartie de ces droits et avantages, Apicil s'engage à verser une somme forfaitaire annuelle. Une prime liée aux résultats du Club en Ligue 1 s'il est champion, est également prévue au contrat.

Contrats avec Orange

La SASP Olympique Lyonnais a conclu avec Orange France un accord de principe "marketing" relatif à la promotion (i) du service de téléphonie (fixe ou mobile), (ii) du service d'accès Internet, (iii) des services de

télévision ADSL et (iv) des services d'annuaires téléphoniques.

OL Images a conclu avec Orange France un accord de principe "contenu" relatif à l'exploitation mobile sur Orange.fr et sur Orange TV sur ADSL notamment des matches de l'Olympique Lyonnais en UEFA Champions League et en Ligue 1.

Ces contrats couvrent les saisons 2008/2009 à 2011/2012.

Contrat de partenariat entre SASP Olympique Lyonnais et GE Money Bank

En novembre 2008, les sociétés SASP Olympique Lyonnais et GE Money Bank ont signé un contrat de GE Money Bank à utiliser en exclusivité pour le secteur bancaire et des assurances et/ou assistance liés aux moyens de paiement, le titre de "Partenaire Officiel" de l'Olympique Lyonnais, pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 30 juin 2013, avec une clause de sortie en juin 2010. Ce contrat prévoit un dispositif de visibilité sur différents supports, des opérations de relations publiques et l'octroi de places pour les rencontres à domicile et à l'extérieur, ainsi que la commercialisation d'une carte bancaire co-brandée permettant d'associer les services d'une carte de crédit, d'une carte de fidélité et d'une carte de membre.

Contrat Noel Soccer – Umbro International

Nous vous rappelons que la filiale SASP Olympique Lyonnais avait renouvelé en avril 2007 un partenariat avec Sportfive et Noel Soccer en sa qualité de licencié exclusif de la société Umbro International pour le territoire français.

Aux termes de cet accord, la SASP Olympique Lyonnais a autorisé Noel Soccer et la marque Umbro à utiliser en exclusivité pour les secteurs des équipements et du sportswear le titre de « Fournisseur officiel et exclusif d'équipement sportif de l'Olympique Lyonnais » ainsi que les noms, emblèmes, sigles ou symboles désignant le Club ou l'équipe.

L'Olympique lyonnais s'est également engagé à mettre à la disposition de Noel Soccer des joueurs de l'équipe dans le cadre d'opérations promotionnelles de la marque Umbro.

En contrepartie des engagements contractuels, Noel Soccer est tenu de créer, fabriquer et renouveler périodiquement, en concertation avec l'Olympique Lyonnais, les tenues portées par les joueurs professionnels et plus généralement, les équipements des joueurs.

Le contrat Umbro prendra fin le 30 juin 2010, date à laquelle entrera en vigueur le partenariat avec adidas selon les termes d'un protocole d'accord conclu le 7 août 2009 et dont les grandes lignes figurent dans le paragraphe "Evénements intervenus depuis la clôture de l'exercice".

Avancement du projet OL Land

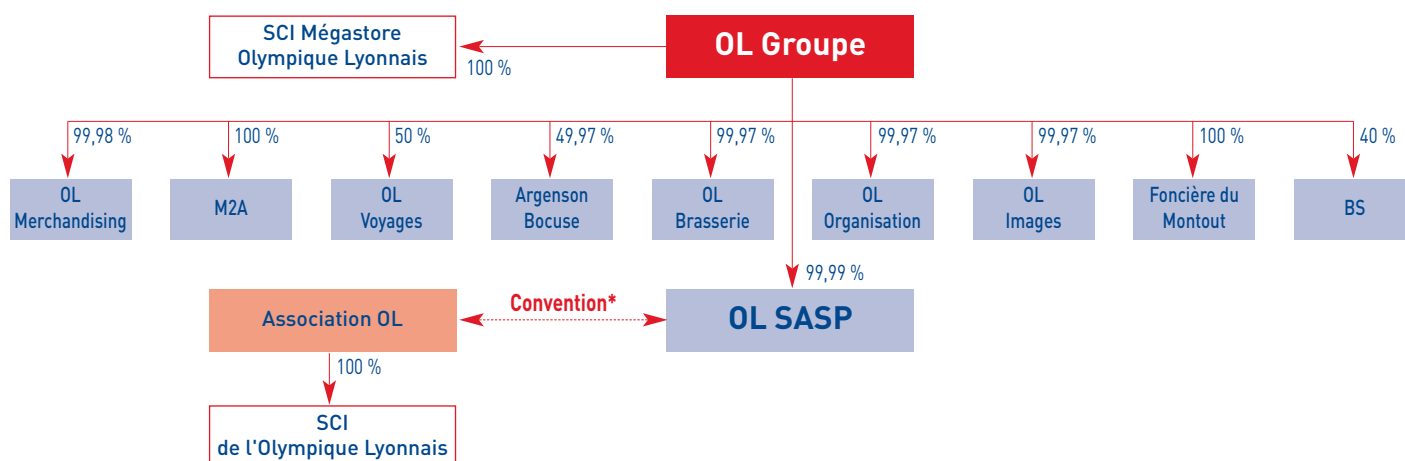
L'exercice 2008/2009 a été marqué par l'avancement du projet OL Land qui a franchi plusieurs étapes et notamment :

- 13 octobre 2008 : vote d'un protocole d'engagement des partenaires qui s'engagent à conduire l'ensemble de leurs actions respectives avec comme objectif une date cible de livraison des infrastructures mai 2013. Chacun des partenaires s'engage à mettre en oeuvre les moyens et les cadres de conventionnement adaptés pour aboutir à cet objectif.
- Novembre 2008 : présentation du rapport d'Eric Besson "Accroître la compétitivité des clubs de football professionnel français" et du rapport de la Commission Grandes Stades Euro 2016 présidée par Philippe Seguin qui préconisent notamment la reconnaissance du caractère d'intérêt général des enceintes sportives et de leurs équipements connexes qu'ils soient d'initiative publique ou privée.
- Décembre 2008 : signature d'un partenariat avec l'ADEME qui s'inscrit dans une démarche de développement durable pour construire un stade à la fois moderne et écologique.
- Mars 2009 : officialisation de la candidature de la France pour l'Euro, candidature fondée sur la capacité représenter neuf stades de plus de 30 000 places pour 2014.

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS : UN RÉSULTAT NET BÉNÉFICIAIRE DANS UN CONTEXTE DE CRISE ÉCONOMIQUE

Le Groupe est aujourd'hui constitué d'une société holding (OL Groupe) et de 10 filiales (la société OL Restauration a fait l'objet d'une dissolution par confusion de patrimoine au profit de la société Olympique Lyonnais Groupe à la date du 3 avril 2009) opérationnelles regroupant les activités de spectacle sportif, de médias et de divertissement sportif, ainsi que des métiers complémentaires générateurs de revenus supplémentaires. OL Groupe contrôle notamment la SASP Olympique Lyonnais, Société Anonyme Sportive Professionnelle gérant le club de football Olympique Lyonnais.

Organigramme du Groupe au 30 juin 2009



Le Groupe bénéficie de cinq principaux pôles de revenus :

- les droits télévisuels,
- la billetterie,
- les partenariats et la publicité,
- les produits de la marque (produits dérivés, les images,...),
- le trading de joueurs.

Les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 30 juin 2009 ont été établis, conformément au Règlement (CE) n°1606/2002, selon les normes comptables IFRS et les interprétations publiées par l'IASB et l'IFRIC et adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2009.

* Une nouvelle convention a été conclue le 25 juin 2009 entre le SASP Olympique Lyonnais et l'Association Olympique Lyonnais. Cette convention a fait l'objet d'une approbation dans le cadre d'un Arrêté Préfectoral n°2009-5663.

Compte de résultat consolidé

Compte de résultat consolidé simplifié (du 1^{er} juillet au 30 juin)

en M€	2008/09	2007/08
Produits des activités	192,0	211,6
Excédent brut d'exploitation	45,8	59,8
Résultat opérationnel courant	7,5	27,1
Résultat financier	0,6	3,6
Résultat avant impôt	8,4	30,7
Résultat net	5,4	20,1
Résultat net (part du Groupe)	5,1	19,9

Produits des activités

Les produits des activités s'élèvent à 192 M€ au 30 juin 2009. Entre le 30 juin 2005 et le 30 juin 2009, OL Groupe enregistre une croissance moyenne de 16 % de ses produits des activités.

en M€	30/06/09	30/06/08	30/06/07	30/06/06	30/06/05
Produits des activités hors contrats joueurs	139,6	155,7	140,6	127,7	91,8
Produits de cessions des contrats joueurs	52,4	55,9	73,5	38,4	24,8
Total des produits d'activités	192,0	211,6	214,1	166,1	116,6

Produits des activités hors contrats joueurs en retrait de 16,1 M€

Record des revenus de billetterie

Les revenus de billetterie s'élèvent à 22,4 M€ au titre de l'exercice 2008/2009, ce qui correspond à leur niveau record, contre 21,8 M€ au titre de l'exercice précédent.

Croissance des revenus de partenariats et de publicité

Les revenus de partenariats et de publicité ont progressé (+ 0,8 M€ soit + 4 %) pour atteindre 21,3 M€ au titre de l'exercice clos le 30 juin 2009, ce qui correspond à un chiffre d'affaires brut de 35,8 M€. Ils s'élevaient à 20,4 M€ au titre de l'exercice précédent (soit 33,9 M€ de chiffre d'affaires brut). Un nouveau contrat de partenariat a été conclu avec GE Money Bank pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 30 juin 2013.

Diminution des droits télévisuels

Les revenus issus des droits télévisuels se sont élevés à 68,1 M€ au titre de l'exercice clos le 30 juin 2009, en baisse de 6,9 M€. Ils s'établissaient à 75,0 M€ au 30 juin 2008. Les droits télévisuels sont en retrait par rapport à l'exercice précédent du fait du classement du club en Championnat de France (3^{ème} place en 2008/2009, 1^{ère} place en 2007/2008) ainsi que de la participation de 3 clubs français en UEFA Champions League contre 2 durant l'exercice précédent.

A périmètre constant, les produits de la marque ont été impactés par la morosité de la consommation

Les produits de la marque à 27,8 M€ intègrent un signing fee de 7 M€ avec Sportfive (Groupe Lagardère Sports), identique à celui de l'année dernière. Lors de l'exercice précédent, ils intégraient également un signing fee de Sodexo de 3,5 M€ et la victoire de l'OL en Peace Cup qui était dotée d'un prix de 1,8 M€. Des modifications de périmètre (externalisation de la restauration, arrêt de l'activité Brasserie, ...) ont un impact négatif de 1,3 M€ sur la variation de ce poste et la morosité de la consommation pèse sur les autres produits de la marque pour 4,1 M€.

Changement de périmètre et externalisation d'activités

- La société a procédé au rachat de 101 actions de la société SASP Olympique Lyonnais et a souscrit à l'augmentation de capital de la SASP Olympique Lyonnais à concurrence d'un montant de 55 M€. La société détient désormais la totalité des actions de la société SASP Olympique Lyonnais à l'exception de celles détenues par les administrateurs.
- La société a procédé à la dissolution par confusion de patrimoine de la société OL Restauration, dont elle détenait 100 %, du capital le 3 avril 2009.
- Les locaux de la brasserie OL, située place des Terreaux ont été totalement détruits lors d'un incendie qui s'est produit le 26 novembre 2008, rendant impossible la poursuite de l'activité. L'impact sur les produits des activités ainsi que sur le résultat n'est pas significatif.

Activité sur contrats-joueurs

Les produits des cessions de joueurs et incentives qui s'élèvent à 52,4 M€ ont été atteints avec les transferts de seulement cinq joueurs : Coupet, Squillaci, Baros, Paillot et Benzema. La plus-value dégagée sur l'exercice est significative puisque 2 d'entre eux (Benzema 35,3 M€ et Paillot 1 M€) sont issus du Centre de Formation OL. En 2007/2008, dix joueurs avaient été cédés pour un montant de 55,9 M€.

Sur 5 ans, les produits de cessions de contrats joueurs ont représenté 245,1 M€ et 181,8 M€ sur 3 ans. La moyenne des cessions de joueurs sur les cinq derniers exercices représente 49 M€/an.

Évolution du résultat opérationnel courant (hors contrats joueurs)

Le résultat opérationnel courant (hors contrats joueurs) s'élève à -0,4 M€, en retrait de 7,8 M€ par rapport à l'exercice précédent, conséquence directe de la baisse des produits d'activité hors joueurs.

Évolution de la masse salariale

Les frais de personnel à 95,1 M€, sont en retrait de 4,9 M€ par rapport à l'exercice précédent, du fait principalement des résultats sportifs différents. L'équipe professionnelle a terminé 3^{ème} du Championnat de France (1^{er} en 2007/2008). La baisse du total des produits d'activités explique l'augmentation du ratio charges de personnel / produits d'activités qui représente 49,6 % pour 47,3 % l'exercice précédent.

Une rentabilité opérationnelle courante élevée

L'excédent brut d'exploitation s'établit à 45,8 M€ en retrait de 14 M€ en ligne avec la baisse des produits d'activité. Il représente 23,9 % du total des produits des activités.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 7,5 M€ sur l'exercice, contre 27,1 M€ sur l'exercice précédent et fait ressortir une rentabilité opérationnelle courante de 3,9 %.

L'activité sur "contrats joueurs" a permis de dégager des plus-values très significatives, soit 42,3 M€ en 2008/2009 et 45,6 M€ en 2007/2008. La plus-value annuelle moyenne dégagée sur 3 ans s'élève à 44,2 M€.

Résultat financier

Le résultat financier est constitué des intérêts financiers supportés au titre des financements bancaires à moyen terme du Groupe, des charges et produits financiers calculés sur les contrats joueurs et les plus-values de cession des placements.

Le résultat financier s'élève à 0,6 M€ pour l'exercice clos le 30 juin 2009 par rapport à 3,6 M€ pour l'exercice 2007/2008. Les importants investissements sur contrats joueurs de l'exercice 2008/2009, expliquent la diminution du résultat financier.

Résultat net

Après prise en compte d'un impôt de 3,1 M€, et d'intérêts minoritaires de 0,22 M€, le résultat net part du Groupe de l'exercice s'élève à 5,1 M€, en retrait de 14,8 M€ par rapport à l'exercice précédent où il s'établissait à 19,9 M€, suite à la baisse des produits d'activités.

Bilan consolidé au 30 juin 2009

OL Groupe dispose de fonds propres solides

Pour mémoire, OL Groupe a rejoint Euronext Paris le 8 février 2007. Lors de son Introduction en Bourse, le Groupe a procédé à une levée de fonds de 94,3 M€ brut. Le Groupe a constaté une augmentation de capital nette des frais d'émission, après exercice partiel de l'option de surallocation de 90,6 M€.

Au 30 juin 2009, les capitaux propres (avant répartition) s'élèvent à 167,8 M€ (y compris la part des minoritaires pour un montant de 3,1 M€), par rapport à 164,8 M€ au 30 juin 2008.

Capital

Le capital social d'OL Groupe est fixé à 20 126 756,24 € divisé en 13 241 287 actions de 1,52 € de valeur nominale.

Il est précisé qu'au 30 juin 2009 il n'existait pas de titres susceptibles de donner accès au capital d'OL Groupe.

Flux de trésorerie consolidés au 30 juin 2009

La trésorerie au 30 juin 2009 s'élève à 102,3 M€ (148,4 M€ au 30 juin 2008). La variation s'explique par une diminution du besoin en fonds de roulement de 18,2 M€. Des investissements corporels à hauteur de 3,9 M€ ainsi que des remboursements d'emprunts pour 8 M€ ont également contribué à cette variation. Les acquisitions de contrats de joueurs ont contribué pour 51,6 M€ à cette variation et les cessions de contrats de joueurs pour 33,9 M€.

La trésorerie nette de l'endettement financier s'établit à 62,3 M€ au 30 juin 2009, contre 100,5 M€ au 30 juin 2008.

Les dividendes versés en novembre 2008 au titre de l'exercice 2007/2008 s'élèvent à 1,8 M€ soit 0,14 €/action, montant identique à celui versé au titre de l'exercice 2006/2007.

L'endettement financier brut s'élève à 40,0 M€ contre 47,9 M€ en 2007/2008 du fait de l'amortissement de lignes de crédit.

L'actif net incorporel concernant les "contrats joueurs" s'élève à 71,8 M€ au 30 juin 2009. Il était de 93,9 M€ au 30 juin 2008. Cette baisse sensible s'explique par l'amortissement des contrats joueurs malgré le renforcement de l'effectif professionnel. La valeur "marché" de l'effectif joueurs calculée d'après les informations mises à disposition par le site "transfermarkt.de" s'élève à 148,8 M€ au 30 juin 2009, et permet d'identifier d'importantes plus-values potentielles latentes sur les cessions de contrats joueurs.

Sur l'exercice 2008/2009, les investissements incorporels se sont élevés à 30,9 M€, avec l'arrivée de Makoun (Lille), Mensah (Rennes), Piquionne (Monaco) et Kolodziejczak (Lens).

SOCIÉTÉ OLYMPIQUE LYONNAIS GROUPE

Activité et résultats d'OL Groupe

Créée le 1^{er} février 1999, OL Groupe est une société holding qui intervient dans les activités de spectacle sportif, de médias et de divertissement ainsi que dans des métiers complémentaires et dérivés générateurs de revenus supplémentaires.

OL Groupe a réalisé, au 30 juin 2009, un chiffre d'affaires de 8 013,4 K€. Ce chiffre d'affaires correspond notamment aux redevances de gestion perçues pour la période du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009.

Le résultat d'exploitation s'élève à 460,7 K€.

Après enregistrement de dividendes d'un montant de 3 848 K€ et de produits financiers, le résultat financier s'établit à 4 441 K€ pour la période.

Le résultat exceptionnel de -761,2 K€ intègre les moins-values réalisées sur la période sur les rachats de titres OL Groupe effectuées via le contrat de liquidité.

Le résultat net de la période est de 4 060,8 K€.

Au 30 juin 2009, les capitaux propres s'élèvent à 159 752,3 K€ et la trésorerie brute à 104 969,4 K€.

Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 233 du Code Général des Impôts, nous vous informons que les comptes de l'exercice écoulé d'OL Groupe comprennent des dépenses non déductibles du résultat fiscal, d'un montant de 55 328 € au sens des dispositions de l'article 39.4 du même Code.

ÉVOLUTION DES FILIALES

Principales filiales opérationnelles d'OL Groupe

SASP Olympique Lyonnais

La SASP Olympique Lyonnais a été immatriculée en avril 1992. Le chiffre d'affaires réalisé au cours de l'exercice clos le 30 juin 2009 s'élève à 88 878,8 K€ contre 91 291,4 K€ au titre de l'exercice précédent.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 182 813,0 K€ par rapport à 183 317,4 K€ pour le précédent exercice.

Les charges d'exploitation sont de 182 285,4 K€ par rapport à 180 510,1 K€ au 30 juin 2008.

Le résultat d'exploitation s'établit à 527,6 K€ par rapport à 2 807,4 K€ au 30 juin 2008.

Le résultat financier s'établit à - 1 588,2 K€ par rapport à 729,4 K€ au 30 juin 2008.

Le résultat courant avant impôts est de - 1 060,5 K€ par rapport à 3 536,8 K€ au 30 juin 2008.

Le résultat net de l'exercice se traduit par un bénéfice de 1 851,5 K€ contre 13 349,0 K€ au titre du précédent exercice.

Au cours de l'exercice la SASP Olympique Lyonnais a réalisé une augmentation de capital d'un montant de 55 M€, en numéraire par compensation de créances, souscrite par la société Olympique Lyonnais Groupe. Le capital social a été porté de 2 052 128 € à 3 079 744 € par création de 64 226 actions nouvelles de 16 € de valeur nominale assorties d'une prime de 840,35 € par action.

Suite au rachat de 101 actions SASP Olympique Lyonnais par la société Olympique Lyonnais Groupe, intervenu préalablement à l'augmentation de capital, cette dernière détient désormais la totalité du capital social de la SASP Olympique Lyonnais, à l'exception des actions détenues par les administrateurs.

OL Merchandising

La société OL Merchandising a été immatriculée en juillet 2002. OL Groupe détient, depuis la constitution de la société OL Merchandising, 99,98 % de son capital.

Cette société a pour principale activité la distribution, la commercialisation, la diffusion de tous articles, et notamment les articles de sport, les vêtements, les accessoires en rapport avec l'activité du club de l'Olympique Lyonnais.

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2009, le chiffre d'affaires a atteint 7 659,9 K€ par rapport à 9 286,6 K€ au 30 juin 2008.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 8 934,9 K€ et les charges d'exploitation à 7 886,1 K€.

Le résultat d'exploitation suit les tendances de l'activité et s'inscrit à 1 048,7 K€ par rapport à 1 561,5 K€ au 30 juin 2008.

Le résultat financier s'établit à 1,3 K€ (22,2 K€ au titre de l'exercice clos le 30 juin 2008).

Le résultat courant avant impôts ressort à 1 050,0 K€ (1 583,8 K€ au titre de l'exercice clos le 30 juin 2008).

Le résultat net de l'exercice se traduit par un bénéfice de 667,0 K€ (1 129,7 K€ au titre du précédent exercice).

OL Voyages

OL Voyages a été constituée en juin 2000. Depuis le 3 septembre 2007, elle est détenue à hauteur de 50 % par la société OL Groupe, de 25 % par Afat Entreprise et de 25 % par la société Grayff (société holding des cars Faure).

Le chiffre d'affaires réalisé au cours de l'exercice clos le 30 juin 2009 par OL Voyages s'élève à 6 145,7 K€ (7 677,4 K€ au titre de l'exercice clos le 30 juin 2008).

Les produits d'exploitation s'élèvent à 6 397,9 K€ (7 722,7 K€ au 30 juin 2008).

Les charges d'exploitation sont de 6 083 K€ (7 285,0 K€ au 30 juin 2008).

Le résultat d'exploitation s'établit à 314,9 K€ (437,8 K€ au 30 juin 2008).

Le résultat financier s'établit à - 16 K€ (- 30,2 K€ au 30 juin 2008).

Le résultat courant avant impôts est de 298,9 K€ (407,6 K€ au 30 juin 2008).

Le résultat net de l'exercice se traduit par un bénéfice de 197,4 K€ (254,9 K€ au titre du précédent exercice).

M2A

Acquise le 1^{er} septembre 2004, cette société de sourcing et de négoce propose des produits textiles et promotionnels à une clientèle principalement composée de sociétés partenaires du sport en général, mais aussi à divers clubs sportifs.

Le chiffre d'affaires réalisé par la société M2A au cours de l'exercice clos le 30 juin 2009 s'élève à 4 751,7 K€ par rapport à 4 640,0 K€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation est de 727,4 K€ par rapport à 857,7 K€ au titre de l'exercice clos le 30 juin 2008.

Le résultat net se traduit par un bénéfice de 471,3 K€ (573,3 K€ en 2007/2008).

OL Images

La société OL Images a été immatriculée en octobre 2004. Elle a pour activité :

- la production de programmes pour la télévision,
- la production de films institutionnels, publicitaires, événementiels ainsi que la production de documentaires.

Cette société a créé en juillet 2005 une chaîne de télévision OL TV qui diffuse, 24 heures sur 24, les programmes conçus et élaborés par OL Images avec deux heures de programmes nouveaux par jour.

Le chiffre d'affaires réalisé par OL Images, au cours de l'exercice clos le 30 juin 2009, s'élève à 4 940,5 K€ par rapport à 5 738,8 K€ au titre du précédent exercice.

Le résultat d'exploitation est de 487,2 K€ (1 069,1 K€ au titre de l'exercice précédent).

Le résultat financier s'élève à - 54,6 K€ (- 64,5 K€ au titre de l'exercice précédent).

Le résultat net se traduit par un bénéfice de 190,5 K€ (603,6 K€ au titre de l'exercice précédent).

OL Organisation

Depuis sa création en juin 2004, la société OL Organisation a pour activité :

- la réalisation de prestations relatives à la mise en place et à l'organisation d'un dispositif d'accueil et de sécurité, lors de différentes manifestations et notamment celles en relation avec les activités de l'Olympique Lyonnais,
- l'organisation d'événements liés à l'activité de l'Olympique Lyonnais.

L'activité événementielle a été transférée à Sportfive en novembre 2007.

Le chiffre d'affaires réalisé par OL Organisation, au cours de l'exercice clos le 30 juin 2009, s'élève à 4 703,6 K€ par rapport à 5 330,4 K€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation est de 32,0 K€ par rapport à 81,7 K€ pour l'exercice précédent.

Le résultat financier s'établit à 4,5 K€ par rapport à 2,1 K€ pour l'exercice clos le 30 juin 2008.

Le résultat net se traduit par un bénéfice de 9,7 K€ par rapport à un bénéfice de 36,0 K€ au titre de l'exercice précédent.

OL Brasserie

La société OL Brasserie a été constituée et immatriculée le 24 mai 2006. OL Groupe détient 99,97 % de son capital.

Cette société a pour activité l'acquisition, la gestion, l'exploitation de fonds de commerce de débit de boissons, brasserie, café, restaurant glacier, pub, titulaires, notamment, d'une licence IV. Elle a acquis, le 20 juillet 2006, un fonds de commerce de brasserie, restaurant, glacier, traiteur, café, pub, situé 6 place des Terreaux (Lyon 1^{er}).

Après une période de travaux, l'établissement a été ouvert le 21 mars 2007.

Les locaux de la brasserie OL, située place des Terreaux ont été totalement détruits lors d'un incendie qui s'est produit le 26 novembre 2008, rendant impossible la poursuite de l'activité. En conséquence, les chiffres ci-après correspondent à une période d'activité de cinq mois et ne sont pas comparables à ceux de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires réalisé par la société au cours de l'exercice clos le 30 juin 2009 s'élève à 203,7 K€ par rapport à 560,7 K€ au titre de l'exercice précédent. Il est envisagé de procéder à la dissolution anticipée de la société au cours des prochains mois.

Le résultat d'exploitation est de - 316,7 K€ par rapport à - 448,6 K€ lors du précédent exercice.

Le résultat financier s'élève à - 19 K€ par rapport à - 72,2 K€ lors du précédent exercice.

Le résultat exceptionnel s'élève à 260 K€.

Le résultat net se traduit par un déficit de - 75,7 K€ par rapport à un bénéfice de 5,4 K€ au titre de l'exercice précédent.

Autres filiales mises en équivalence

Argenson

La société Argenson a été immatriculée en décembre 1994. Elle a pour objet la gestion du restaurant Argenson situé à Gerland.

La participation de la société OL Groupe dans cette société représente 49,97 % du capital, le solde (soit 50,03 %) est détenu par trois sociétés du Groupe Bocese.

Les comptes de la société au 30 juin 2009 font apparaître un montant de chiffre d'affaires de 2 994,2 K€ par rapport à 3 624,2 K€ au titre de l'exercice clos le 30 juin 2008.

Le résultat d'exploitation est de 107,8 K€ par rapport à 252,2 K€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat financier ressort à - 4,4 K€ par rapport à -9,9 K€ au 30 juin 2008.

Le résultat courant avant impôts s'établit à 103,4 K€ par rapport à 242,3 K€ au 30 juin 2008.

Le résultat net de l'exercice se traduit par un bénéfice de 57,7 K€ contre un bénéfice de 160,6 K€ au titre du précédent exercice.

BS Sarl (OL Coiffure)

Cette filiale a été créée le 24 octobre 2005. OL Groupe détient 40 % du capital de BS Sarl. Elle a notamment pour activité l'exploitation de tout fonds de commerce de coiffure, esthétique.

Le chiffre d'affaires réalisé par la société au cours de l'exercice clos au 30 juin 2009 s'élève à 194 M€ par rapport à 217,6 K€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation s'élève à - 32,6 K€ contre - 20 K€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat financier ressort à - 3,4 contre - 4,1 K€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat courant avant impôts est de - 36 K€ contre - 24,1 K€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat net de l'exercice s'établit à - 35,5 K€ contre une perte de - 19,1 K€ au titre de l'exercice précédent.

La société BS a procédé au cours de l'exercice à une reconstitution de ses capitaux propres par augmentation de capital suivie d'une réduction.

Autres entités intégrées dans le périmètre de consolidation

OL Association

OL Association comprend le Centre de Formation de l'Olympique Lyonnais, ainsi que les sections amateurs masculine et féminine. Les produits d'exploitation s'élèvent à 9 773,6 K€ pour l'exercice 2008/2009 et sont constitués essentiellement de la "redevance d'équilibre" versée par la SASP, selon la convention qui lie les deux entités. Le résultat d'exploitation s'élève à 187,7 K€ et le résultat net s'élève à 0 K€.

SCI OL et SCI Mégastore

OL Groupe consolide également deux SCI dans ses comptes.

Foncière du Montout

La société Foncière du Montout a été créée le 26 juin 2007. Elle a pour objet l'acquisition foncière, le remembrement, l'aménagement, la gestion et la revente d'unités foncières.

La Foncière du Montout n'a pas réalisé de chiffre d'affaires au cours de l'exercice clos le 30 juin 2009.

Le résultat d'exploitation est de - 33,9 K€ (-45,4 K€ au titre du précédent exercice).

Le résultat financier s'établit à - 161,5 K€ (-61,5 K€ au titre du précédent exercice).

Le résultat net se traduit par une perte de - 195,4 K€ contre un bénéfice de 6,6 K€ au titre de l'exercice clos le 30 juin 2008.

La société Foncière du Montout a procédé à une augmentation de capital, à concurrence d'un montant de 1 000 000 € par incorporation d'une partie du compte courant de la société OL Groupe.

Autres entités en relation avec le Groupe

Fondation Olympique Lyonnais

La Fondation d'entreprise Olympique Lyonnais a été constituée auprès de la Préfecture du Rhône le 5 août 2007.

L'OL Fondation, a été créée par les sociétés partenaires du club : Accor, Cegid Group, Pathé et Providis Logistique, ainsi qu'OL Groupe, SASP OL, OL Merchandising, M2A, OL Voyages, OL Images et OL Organisation.

L'OL Fondation a pour objet d'œuvrer, au niveau local, national et international dans les domaines de l'insertion par le sport, l'éducation, l'aide aux personnes malades ou hospitalisées et le soutien au sport amateur.

L'OL Fondation soutient des organismes d'intérêt général parrainés par des joueurs de l'Olympique Lyonnais.

L'OL Fondation a mis en place un programme d'actions pluriannuel de 845 000 € sur 5 ans. Les membres fondateurs se réservent la possibilité d'effectuer des apports complémentaires au programme d'actions pluriannuel (produits, prestations de services ou mécénat de compétences).

Le Président de la Fondation est Monsieur Sonny Anderson. La Fondation Olympique Lyonnais ne fait pas l'objet d'une intégration dans le cadre de la consolidation.

ACTIVITÉ EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

En raison de son activité de holding de gestion de participations, OL Groupe n'est pas concernée par la recherche et développement.

De même, les filiales d'OL Groupe n'intègrent pas d'activité en matière de recherche et de développement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET RESSOURCES HUMAINES

Évolution des effectifs du Groupe

Les effectifs moyens et en fin d'exercice social au sein des différentes sociétés incluses dans le périmètre de consolidation du Groupe, se répartissent de la manière suivante :

Effectifs moyens au 30/06	2009	2008	2007
OL Groupe	40	38	38
OL SASP	45	40	42
OL Association	54	64	68
OL Merchandising	24	26	44
OL Voyages	9	9	9
OL Images	20	20	18
M2A	8	8	8
OL Organisation	18	19	24
OL Brasserie	10	10	11
Foncière du Montout	1	1	0
Total	229	235	262

Effectifs au 30/06	2009	2008	2007
OL Groupe	41	41	42
OL Sasp	47	44	42
OL Association	84	69	69
OL Merchandising	22	27	36
OL Voyages	9	9	10
OL Images	20	20	20
M2A	7	8	8
OL Organisation	21	22	29
OL Brasserie	0	14	12
Foncière du Montout	1	2	0
Total	252	256	268

Concernant OL Brasserie, il a été procédé à des licenciements économiques en début d'année 2009, qui sont justifiés par la fermeture de l'établissement consécutive à un sinistre ayant détruit l'ensemble des installations et ayant entraîné dans un premier temps une mise au chômage partielle.

Le Groupe a procédé à 68 embauches, dont 11 en CDI et 57 en CDD, avec les particularités suivantes :

- Concernant la société OL SASP et la structure OL Association, les embauches se font majoritairement en contrat de travail à durée déterminée d'usage, qui constitue l'un des cas de recours légaux, compte tenu du secteur d'activité dans lequel sont conclus ces contrats de travail à savoir le sport professionnel,
- Concernant la filiale OL Images, les embauches se font également majoritairement en CDD d'usage pour ce qui est du recrutement des techniciens du spectacle, relevant du statut des intermittents du spectacle.

Il y a eu 72 départs au cours de la saison 2008/2009.

La plupart des départs restant liés soit à des fins de CDD soit à des démissions.

Enfin, l'intérim a représenté environ 3 577 jours travaillés (ce recours à l'intérim étant justifié par la nature même de l'activité lors de l'organisation des manifestations sportives).

A noter, une diminution de près de 23 % des coûts d'intérim : cette diminution étant justifiée par la fermeture de la Brasserie, l'embauche en CDI de collaborateurs en intérim, l'optimisation des coûts d'encadrement des manifestations sportives et un nombre moins important d'événements organisés dans l'enceinte du stade.

La structure des effectifs, par nature de contrats, est la suivante :

	Au 30/06/09	Au 30/06/08	Au 30/06/07
CDI (contrat à Durée Indéterminée)	126	140	134
CDD (contrat à Durée Déterminée)	126	116	134
Total	252	256	268

Analyse des effectifs par ancienneté et par âge

L'ancienneté moyenne est de 3,73 années au 30 juin 2009.

La moyenne d'âge des collaborateurs est de 36 ans.

Développement des ressources humaines

Statut social commun

De nouveaux contrats d'intéressement ont été conclus pour trois ans au cours de la saison 2008/2009 sur l'ensemble des filiales.

Représentants du personnel

Dans le prolongement de l'élaboration d'un statut commun, il a été procédé dans le cadre des élections professionnelles, à la mise en place d'institutions de représentation communes, notamment au travers d'un Comité Inter-Entreprise, en début d'année 2006.

Formation

Sur 2008/2009, la formation continue représente un coût de 942 K€.

Cette année, le Groupe a développé de nombreuses formations en matière d'hygiène et de sécurité.

Le Groupe a également développé :

- des formations permettant aux collaborateurs de se tenir informés des évolutions concernant la réglementation juridique,
- des formations permettant de développer les performances de chacun dans son poste de travail.

De plus, par l'intermédiaire de la structure OL Association et de son Centre de Formation, le Groupe participe également activement à la formation des futurs joueurs professionnels, ce qui représente pour l'exercice 2008/2009 un coût de 5,5 M€ comprenant les charges liées à la mise en service du nouveau Centre de Formation.

Personnel handicapé

Le Groupe emploie 2 collaborateurs handicapés, reconnus comme tels par la COTOREP.

La cotisation globale du Groupe reversée aux AGEFIPH est de 28 K€.

Égalité professionnelle entre les hommes et les femmes

L'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes est respectée au niveau des embauches, des statuts des collaborateurs et de la promotion interne.

Les écarts constatés, notamment dans certains métiers (assistanat de Direction par exemple) sont dus majoritairement à la structure des candidatures lors du recrutement.

Par ailleurs, concernant la SASP, le statut de joueur professionnel n'étant à l'heure d'aujourd'hui reconnu qu'aux hommes, cela entraîne inévitablement un écart dans l'égalité professionnelle homme-femme.

Il convient de noter la reconnaissance au 1^{er} juillet 2009 d'un statut de joueuse fédérale, homologué par la Fédération Française de Football. A compter de la saison 2009/2010, le Club sera donc en mesure de professionnaliser l'équipe féminine.

Œuvres sociales

Sont regroupées au titre des œuvres sociales les dépenses :

- en matière de restauration (titres restaurant = TR),
- de régime de prévoyance,
- et de dotation aux instances représentatives du personnel.

Les montants distribués au titre de la saison 2008/2009 représentent 843 K€ (pour infos : TR = 285 K€, prévoyance = 233 K€, cotisation CIE : 325 en K€).

Conditions d'hygiène et de sécurité

Deux CHSCT ont été mis en place au sein de la société SASP Olympique Lyonnais et de la structure OL Association. Sur la saison 2008/2009, l'accent a été mis sur les conditions d'hygiène et de sécurité au sein du Groupe.

Plus de soixante collaborateurs ont été formés à la gestion du risque incendie. Des formations sauveteurs secouristes du Travail ont également été dispensées.

Un état des lieux de l'ensemble des installations en matière de sécurité a été effectué.

Enfin, une réunion hebdomadaire est réalisée pour recenser tous les dysfonctionnements constatés en matière d'hygiène et de sécurité. A l'issue de chaque réunion, un plan d'action est élaboré pour traiter chaque point soulevé et assurer le suivi.

Sous-traitance

Le recours à la sous-traitance pour les travaux d'entretien des bâtiments ont représenté un coût de 732 k€. Cette saison, le Groupe a mis l'accent sur le développement de la qualité de ses installations sportives (installation par exemple de pelouses chauffées).

Les frais de gardiennage et de sécurité dans l'enceinte du stade de Gerland et sur les autres sites représentent un coût global de 1 860 K€.

Partenariats-Mécénat

L'OL Fondation

Cette saison, lors du Conseil d'Administration, le programme d'actions pluriannuel d'OL Fondation a été porté à 965 K€ pour la période avec l'arrivée d'un nouveau membre fondateur : Noël Soccer.

La stratégie d'OL Fondation consiste à mettre en place des partenariats avec des associations ciblées et soutenir des projets dans le temps afin d'avoir un véritable impact social. OL Fondation capitalise sur l'engagement des joueurs professionnels de l'Olympique Lyonnais pour jouer sur sa capacité à mettre en lumière les projets soutenus et mettre en réseau les porteurs de projets afin de leur apporter une aide financière et extra financière pour la conduite de leurs projets.

Conformément à cette stratégie, OL Fondation a renouvelé ses engagements auprès des associations :

- Sport dans la Ville pour soutenir le projet Elle dans la Ville qui vise à fédérer la population féminine des quartiers dans lesquels intervient l'association sur les enjeux de l'insertion sociale et professionnelle.
- Handicap International pour soutenir l'ONG dans son projet de développement de la pratique sportive et plus particulièrement de football auprès des personnes handicapées en Tunisie en vue de leur insertion sociale.
- Asup Brésil pour l'agrandissement du centre nutritionnel de la favela de Varzea à Recife afin de porter sa capacité d'accueil de 60 à 150 enfants et poursuivre sa mission d'éducation auprès des enfants.
- Terr'Active pour la mise en place d'un programme de soutien scolaire dans la favela de Morro do Fuba à Rio de Janeiro et le développement de l'équipe pédagogique qui encadre les enfants.
- Docteur Clown pour le financement de 60 interventions des clowns de l'association dans le nouvel hôpital Femme Mère Enfant (69) qui regroupe une bonne partie des services de pédiatrie du Grand Lyon.

OL Fondation a également développé 4 nouveaux partenariats et apporté un soutien exceptionnel face à une situation d'urgence :

- apfEE et le dispositif Coup de Pouce CLE qui consiste au développement de l'ingénierie mis en place par l'association. Ce dispositif de grande envergure (près de 60 000 enfants suivis) consiste en l'accompagnement scolaire des enfants identifiés par leur professeur comme pouvant être en difficultés au cours préparatoire. Ces enfants sont suivis à raison de 4 séances par semaine à travers la mise en place d'une méthodologie ludique.

- La Fondation IDEE qui a pour objectif de créer, dans l'enceinte des hôpitaux à Bron (69) l'institut IDEE qui deviendra l'institut de référence en Europe sur le traitement de l'épilepsie de l'enfant et l'adolescent.
- Huntington Avenir via le financement d'une étude de recensement sur les structures capables d'accueillir des malades Huntington (maladie génétique rare et létale) pour des séjours de moyenne ou longue durée.
- La Croix Rouge française en coproduisant avec la fondation du football un DVD de sensibilisation aux gestes qui sauvent distribué gratuitement à tous les clubs de la Ligue Rhône-Alpes de football (3 000 DVD distribués).
- Soutien exceptionnel apporté au FC Pays de l'Arbresle dont les infrastructures ont été ravagées par des inondations. Ce soutien s'est manifesté par la prise en charge des déplacements de leurs équipes vers les complexes sportifs avoisinants.

OL Fondation a par ailleurs organisé un événement de sensibilisation sur la diversité à destination de deux lycées de la banlieue Est de Lyon. Cette action a consisté à faire réfléchir des groupes d'élèves sur des sujets en lien avec leur programme scolaire tout en y associant des personnalités lors d'un événement de restitution.

Pour l'exercice 2008/2009, OL Fondation a consenti 113,8 K€ d'apports en numéraire sur les projets décrits ci-dessus, 14 K€ de dons et 152,7 K€ d'apports complémentaires en produits dérivés et prestations de services.

Actions hors fondation :

Comme les années précédentes, l'Olympique Lyonnais a également soutenu différents événements en parallèle à l'action de la fondation parmi lesquels :

- La 3^{ème} édition de Jobs&Cité Stadium qui consiste à organiser un forum emploi entre des entreprises en problématique de recrutement et des personnes en recherche d'emploi avec un sourcing particulier auprès des jeunes vivants dans les quartiers populaires de l'agglomération lyonnaise.
- La première édition du match de Gala organisé au profit de l'Unicef en région parisienne pour le développement des programmes de l'association.

Pour la saison 2008/2009, l'OL Groupe et ses filiales ont effectué 80,8 K€ de dons en numéraire à des organismes d'intérêt général.

Environnement

Dans le cadre du projet du nouveau stade de l'Olympique Lyonnais, le partenariat avec l'ADEME (Agence pour le Développement et la Maîtrise des Energies) a été finalisé en décembre 2008.

Les études acoustiques (bruit), aérauliques (vent), énergies renouvelables (photovoltaïque et pompes à chaleur) gestion des eaux et des déchets, recensement des espèces protégées (faune et flore) se sont poursuivies sur toute l'année 2008.

En interne, le Groupe a procédé à l'installation de fontaines à eaux raccordées sur le réseau d'eau de ville. Un processus de tri sélectif a été mis en place.

Organisation du temps de travail

La réduction du temps de travail s'organise sur la base des dispositions réglementaires et conventionnelles existantes au travers, notamment, de déclaratifs horaires, de contre partie aux temps de déplacement, de jours RTT ou d'horaires collectifs, à l'exception des cadres dirigeants.

Temps partiel

57 collaborateurs sont à temps partiel choisis. Bien que ce mode d'organisation du travail ne soit pas à l'initiative du Groupe, il demeure un mode d'organisation souhaité par les collaborateurs, aussi bien durant une période déterminée (congrés parentaux), qu'indéterminée. Cette saison est marquée par l'embauche des éducateurs de la préformation des équipes masculines et féminines du Centre de Formation. L'activité des éducateurs étant en général une activité accessoire à leur activité principale, ces derniers ont été embauchés dans le cadre de temps partiel.

Les filiales qui connaissent une importante variation de leur activité (boutiques sur OL Merchandising ou billetterie sur OL Organisation), ont moins recouru à de l'intérim au cours de la saison 2008/2009. En revanche, sur demande des collaborateurs afin de bénéficier des nouvelles modalités concernant le règlement des heures supplémentaires (défiscalisation), le Groupe a favorisé l'accomplissement d'heures supplémentaires pour un total de 1 788 heures. Enfin, compte tenu de son périmètre, la société M2A a maintenu un horaire collectif à 38,5 heures de travail effectif par semaine.

Le taux d'absentéisme est non significatif au sein de la population administrative. Concernant les joueurs, on relève un nombre de jours d'arrêts de travail lié aux accidents du travail de 3 328 jours.

Rémunérations

La politique de rémunération du Groupe est marquée par les deux aspects suivants :

- Pour les collaborateurs administratifs, hors domaine sportif, elle est largement fondée sur la performance individuelle, associant une partie fixe et une partie variable, cette dernière comprenant des primes d'objectifs qualitatifs et des primes d'objectifs quantitatifs. La structure de salaire est déterminée selon la réalisation d'objectifs propres à chaque métier.

Les principes de rémunération variable constituent, particulièrement pour les populations commerciales, un outil favorisant le développement du Groupe.

- Pour les collaborateurs du domaine sportif, la politique de rémunération repose sur une négociation entre le club et le joueur à laquelle vient s'ajouter une partie variable fondée sur la performance collective. Depuis le mois de février 2005, la rémunération des joueurs professionnels peut faire l'objet d'un abattement de 30 % sur le brut pour le calcul des charges sociales, en application de la législation liée au droit à l'image collective.

Cette politique de rémunération est complétée par une politique d'accompagnement et de motivation collective, basée en partie sur la performance de l'entreprise (PEE, Intéressement).

La masse salariale brute consolidée est la suivante (en K€) :

(en K€)	2008/09	2007/08	2006/07
Masse salariale brute consolidée	56 439	60 654	57 485

La mise en œuvre des différents dispositifs légaux ou conventionnels dans les différentes sociétés du Groupe se caractérise par des accords d'intéressement, des Plans d'Épargne Entreprise.

En ce qui concerne la prime d'intéressement, elle représente pour l'exercice 2008/2009, un montant de 140 K€.

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA FIN DE L'EXERCICE

Depuis la clôture de l'exercice 2008/2009, les principaux événements concernent principalement la filiale SASP Olympique Lyonnais et relèvent d'une part du plan sportif et d'autre part du développement et de la conclusion de nouveaux contrats de partenariats. Des acquisitions et cessions de joueurs sont également intervenues entre le 1^{er} juillet et le 31 août 2009.

Événements sportifs

- L'OL occupe la 3ème place du Championnat de la Ligue 1 après la 10^{ème} journée.
- En UEFA Champions League, après 3 victoires en autant de matchs, L'OL est leader du groupe E avec 9 points.
- L'Equipe C.F.A est en tête du groupe B du Championnat.
- L'Equipe féminine occupe la 1^{ère} place du Championnat devant le Paris Saint-Germain et s'est qualifiée pour les 8èmes de finales en Women's Champions League.

Structuration du secteur sportif

L'équipe professionnelle compte désormais 28 joueurs (30 pour la saison précédente) dont 26 internationaux. Elle laisse une large place aux jeunes avec 9 joueurs promotionnels contre 6 la saison dernière, conformément à la stratégie décidée par le Conseil d'Administration à l'arrivée de Claude Puel avec la création d'un groupe "Pro2". Cette stratégie porte notamment sur une intégration d'une part de plus en plus importante et progressive, en fonction de leur maturation, de jeunes du Centre de Formation au sein de l'équipe professionnelle.

Cessions et acquisitions de joueurs

Depuis la clôture de l'exercice, les acquisitions suivantes sont intervenues (normes comptables françaises) :

- Lisandro Lopez (24 M€ + 4 M€ maximum d'incentives HT). Durée du contrat 5 ans (Porto).
- Michel Bastos (18 M€ HT). Durée du contrat 4 ans (Lille).
- Aly Cissokho (15 M€ HT). Dans l'hypothèse où le joueur serait cédé par l'Olympique Lyonnais, le FC Porto bénéficierait d'un intéressement fixé à 20 % de la plus value réalisée. Durée du contrat 5 ans (Porto).
- Bafétimbi Gomis (13 M€ + 2 M€ maximum d'incentives HT). Durée du contrat 5 ans (Saint-Etienne).

Par ailleurs, deux jeunes du Centre de Formation Maxime Gonalons et Loïc Abenzoar viennent de signer leur premier contrat pro avec l'OL.

Depuis la clôture de l'exercice, les cessions suivantes sont intervenues (normes comptables françaises) :

- Abdul Kader Keita (8,5 M€ + 0,5 M€ HT d'incentives) (Galatasaray).
- Fabio Grosso (2 M€ HT + 1 M€ HT d'incentives) (Juventus).
- Anthony Mounier (2,5 M€ HT + intéressement à hauteur de 15 % sur la plus-value d'un éventuel transfert du joueur) (Nice).

Depuis la clôture de l'exercice les prêts suivants sont intervenus :

- Mensah à Sunderland avec option d'achat.
- Piquionne à Portsmouth avec option d'achat.

L'équipe professionnelle compte ainsi 28 joueurs dont 26 internationaux et 9 joueurs promotionnels.

Partenariats

Adidas

La SASP Olympique Lyonnais et Sportfive ont conclu, le 7 août 2009, un protocole d'accord avec adidas aux termes duquel ce dernier deviendra le fournisseur exclusif d'équipements sportifs de l'Olympique Lyonnais à compter de la saison 2010/2011. Ce protocole d'accord fixe les grandes lignes du futur partenariat qui donnera lieu à la conclusion d'un contrat spécifique. Ce contrat, qui sera signé sur la base du protocole d'accord intervenu le 7 août dernier, sera conclu pour une durée de dix saisons sportives soit du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2020.

Le protocole d'accord prévoit notamment que la société Adidas versera, à la SASP Olympique Lyonnais, à l'occasion de chaque saison sportive durant laquelle la SASP Olympique Lyonnais évoluera en Championnat de France de Ligue 1, un montant forfaitaire de base assorti du versement de redevances portant sur les ventes de produits comportant les marques Olympique Lyonnais et Adidas. Le montant minimum de redevances versé par Adidas à la SASP Olympique Lyonnais sera susceptible de faire l'objet d'ajustements en fonction, d'une part, des ventes réalisées et, d'autre part, des résultats de l'Olympique Lyonnais dans les compétitions françaises et/ou européennes dans lesquelles il est engagé. Ce contrat pourrait représenter des revenus bruts pour le Groupe, compris entre 80 M€ et 100 M€ selon les résultats sportifs du club.

Marque BetClic - Volantis

La société Olympique Lyonnais a conclu deux contrats avec la société Volantis, l'un dans le cadre d'un partenariat concernant le "maillot Europe" et l'autre dans le cadre d'un partenariat concernant le "maillot domicile championnat".

La marque BetClic sera apposée sur les maillots "Europe" des joueurs de l'Olympique Lyonnais lors des matchs extérieurs de l'OL et sur les maillots des joueurs de l'Olympique Lyonnais pour les matchs en France dès que la législation le permettra.

Dans le cadre du contrat "domicile championnat" la société Volantis bénéficiera de prestations marketing et pourra bénéficier de la marque BetClic sur les maillots "domicile championnat" en fonction de l'évolution de la réglementation française en matière de paris et jeux d'argent en ligne.

En contrepartie la société Olympique Lyonnais percevra une rémunération forfaitaire susceptible d'une majoration pour le contrat domicile championnat qui variera en fonction de la date à laquelle le marquage des maillots interviendra et d'une rémunération variable en fonction des résultats sportifs. Pour le maillot Europe l'Olympique Lyonnais percevra une rémunération forfaitaire ainsi qu'une part variable en fonction des résultats sportifs.

Projet OL Land

Votre société a pris acte, de la promulgation, le 20 juillet 2009, de la Loi de développement et de modernisation des services touristiques et notamment de son article 28 Chapitre VI.

Cet article permet de déclarer d'intérêt général les grandes enceintes sportives favorisant ainsi, notamment, la construction de grands stades dans le cadre de la candidature de la France à l'Euro 2016.

Il est également précisé que, par un vote favorable en date du 6 juillet 2009 au sein du Conseil Communautaire, il a été approuvé l'arrêté de Projet de Plan Local d'Urbanisme n°1. L'adoption de cet arrêté de projet de révision du PLU constitue une étape importante dans la mise en œuvre du projet du Grand Stade.

Dans ce contexte favorable, votre Groupe va poursuivre la mise en œuvre du projet OL Land à Décines (informations, concertation, avant-projet, financement). L'objectif est d'en finaliser la construction pour le deuxième semestre 2013, en collaboration avec l'ensemble de ses partenaires (État, Grand Lyon, Département du Rhône, Sytral et ville de Décines-Charpieu), cosignataires d'un protocole rappelant l'ensemble de leurs actions respectives et les moyens permettant d'aboutir à cet objectif.

ÉVOLUTION PRÉVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Lors de l'exercice précédent le Conseil d'administration avait décidé, pour se rapprocher des grands clubs européens, d'investir en joueurs expérimentés. Afin de poursuivre sa stratégie pour l'exercice 2009/2010, le Club a accéléré, dans un contexte de crise économique mondiale propice à une réduction des écarts avec les meilleurs, ses investissements en joueurs expérimentés, et a pu dans le même temps bénéficier du travail réalisé par l'Entraîneur Général, en intégrant dans le groupe "Pro2" des jeunes joueurs issus du Centre de Formation.

Ainsi le club a acquis depuis le 1^{er} juillet 2008 de nouveaux joueurs pour un montant de 76,5 M€ (normes IFRS) et bénéficie de 9 contrats de joueurs promotionnels, contre 6 lors de l'exercice précédent.

L'objectif du Groupe, du fait de la réduction du nombre de contrats de joueurs professionnels et de l'équilibre entre joueurs expérimentés et joueurs promotionnels, est de maintenir un niveau de masse salariale cohérent avec les objectifs de réussite sportive.

Les investissements importants de l'exercice, en joueurs confirmés, conduisent à une hausse significative des amortissements sur contrats joueurs, mais parallèlement à une diminution de la masse salariale grâce à la réduction du nombre de contrats joueurs et à l'intégration de jeunes joueurs.

Pour l'exercice 2009/2010, dans le contexte actuel de difficultés économiques et l'arrêt du contrat du partenaire majeur Accor, l'objectif du Groupe est de conclure de nouveaux partenariats plus diversifiés de manière à minimiser le risque de repli des revenus sur cette ligne de produits, et de rechercher à l'instar des clubs anglais (Manchester, Liverpool) un partenaire majeur international.

Ainsi, un contrat important pouvant générer de 5 à 7 M€ annuels a été signé avec la société de jeux en ligne Betclik.

Une partie des revenus de ce contrat est néanmoins conditionnée à la promulgation de la loi de régulation et d'ouverture afférente aux jeux et paris en ligne.

Objectifs à moyen terme

Afin de favoriser et de poursuivre l'intégration des jeunes joueurs avec les joueurs expérimentés, et de réussir dans les compétitions européennes, l'Olympique Lyonnais se donne pour objectif de donner une permanence plus importante, à l'effectif professionnel, que par le passé.

Par ailleurs, à moyen terme, les revenus de partenariat devraient connaître une hausse sensible avec la signature du nouveau contrat d'équipementier avec adidas, qui sera mis en œuvre à compter de la saison 2010/2011 pour une durée de 10 ans. Ce contrat pourrait représenter des revenus bruts pour le Groupe, compris entre 80 M€ et 100 M€ selon les résultats sportifs du Club.

La conclusion de ce contrat avec adidas devrait également permettre aux ventes merchandising de progresser à moyen terme en France mais surtout à l'international grâce à la puissance de distribution de ce groupe, leader mondial d'articles de sport, qui possède de nombreux magasins en propre à travers le monde.

Le Groupe dispose d'atouts forts et d'une structure financière solide avec une trésorerie excédentaire malgré les investissements en joueurs importants réalisés ces dernières années, une récurrence de revenus en matière de billetterie et de droits TV, une attractivité de la marque OL et une activité de trading régulée lui permettant d'envisager les exercices à venir dans une optique de progression.

Avancement du projet OL Land

Le projet OL Land, dont plusieurs étapes ont été franchies au cours de l'exercice 2008/2009, poursuivra son développement au cours de l'exercice 2009/2010.

Le projet a évolué de façon à accentuer notamment les aspects environnementaux et de développement durable, ce qui pourrait avoir pour conséquence, parallèlement à l'évolution du prix des matières premières, une révision, actuellement en cours de chiffrage, par rapport à l'opération initialement prévue.

A la date d'établissement du présent rapport de gestion, le Groupe, bien que n'ayant pas arrêté sa décision, envisage toutes les hypothèses relatives au montage juridique et financier du projet.

Dans un premier temps, le Groupe étudie la possibilité, au moyen de l'une de ses entités juridiques, de se porter acquéreur de l'intégralité des terrains nécessaires à la construction d'OL Land. Cette acquisition pourrait intervenir à la fin de l'année civile 2010. Dans cette hypothèse les travaux de construction débuteraient mi-2011 pour un objectif de mise en service du stade à la fin du deuxième semestre 2013.

Tout en conservant la propriété du terrain et du stade, le Groupe pourrait ensuite étudier différents types de partenariat avec des investisseurs pour la construction de centre de loisirs et d'autres composantes d'OL LAND (hors stade).

Avec ses 160 M€ de fonds propres, l'Olympique Lyonnais dispose d'une capacité d'endettement identique pour prolonger le financement du dossier.

Les objectifs d'OL Groupe

La société OL Groupe va poursuivre son rôle de holding et favoriser le développement des projets des différentes entités du Groupe.

FACTEURS DE RISQUES

La réglementation impose de décrire les risques éventuels auxquels OL Groupe pourrait être soumis dans son activité.

La survenance de l'un des risques décrits serait susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur la stratégie, l'activité, les perspectives, la situation financière et les résultats du Groupe. La contrepartie de ces risques est constituée par l'opportunité que génère ce secteur d'activité dans lequel on trouve des réussites probantes tant en Angleterre, qu'en Espagne ou en Allemagne.

Risques liés au secteur d'activité de la société

Risques liés aux activités sportives

Risques liés à l'impact des résultats sportifs sur le Groupe

Une part importante des revenus (notamment droits télévisuels, billetterie) du Groupe dépend, directement ou indirectement, des résultats sportifs de l'Olympique Lyonnais. Le Groupe a réduit au cours des dernières années sa dépendance vis-à-vis des résultats sportifs du Club par le développement de nouvelles activités générant des revenus réguliers moins soumis à l'aléa sportif et entend poursuivre à l'avenir cet axe stratégique. Néanmoins, le succès économique du Groupe demeure lié au succès du Club. Bien que le Club ait réussi à maintenir sur les dernières années un excellent niveau de résultats sportifs, le Groupe n'est pas en mesure de garantir, pour les années à venir, la constance des performances sportives, aléatoires par nature et dépendantes de nombreux facteurs sur lesquels il ne peut avoir qu'une maîtrise limitée comme, par exemple, l'indisponibilité de joueurs en raison de blessures, les disqualifications ou suspensions, des contre-performances répétées, une non-qualification en UEFA Champions League ou une relégation en Ligue 2.

Gestion des risques liés à l'impact des résultats sportifs sur le Groupe

Pour limiter les risques liés à l'impact des résultats sportifs, par nature aléatoires, la direction du Groupe s'efforce de générer des ressources régulières et moins directement dépendantes des résultats sportifs. Cet effort s'est d'abord traduit par la mise en œuvre d'une politique de diversification aux travers de différentes filiales.

Par ailleurs, la direction cherche à réduire l'aléa sportif en appliquant une politique de recrutement réfléchie fondée à la fois sur les qualités sportives intrinsèques des joueurs recrutés, mais également sur leur capacité à s'intégrer au Club.

En outre, l'effectif comprend 28 joueurs, nombre que le Club considère comme suffisant afin d'appréhender les risques liés à l'indisponibilité d'un ou plusieurs joueurs. Par ailleurs, le Club estime que les effectifs de son Centre de Formation lui permettront de faire face, le cas échéant, aux risques de blessures, d'insuffisance des conditions physiques ou de convocation en matchs internationaux des joueurs.

Un important accord est intervenu entre l'UEFA et la FIFA pour indemniser les clubs des participations des joueurs internationaux dans le cadre de l'Euro 2008 et 2012 et de la Coupe du Monde 2010 et 2014.

De plus, la sélection des joueurs pour les matchs amicaux internationaux donne aujourd'hui lieu à une indemnisation pour les clubs.

Risques de dépendance vis-à-vis des revenus issus des droits télévisuels et incertitudes liées à leur évolution

Les droits télévisuels constituent l'une des principales sources de revenus du Groupe. Ils ont ainsi généré, au titre de l'exercice clos le 30 juin 2009, des produits de 68,1 M€ dont 44,4 M€ versés par la Ligue de Football Professionnel (LFP) et la Fédération Française de Football (FFF) et 23,7 M€ versés par l'UEFA (Union of European Football Association). Ces 68,1 M€ ont représenté 35,5 % du total des produits des activités, au titre de l'exercice clos le 30 juin 2009 (75 M€, soit 35,4 % au titre de l'exercice clos le 30 juin 2008). Une part substantielle des revenus est générée par la vente centralisée des droits télévisuels qui sont notamment redistribués aux clubs de Ligue 1 (Championnat de France de première division) selon les clés de répartition décrites ci-après. S'agissant des droits télévisuels versés par la LFP, ils comprennent une part fixe et une part variable. La part fixe représente 50 % de l'enveloppe globale des droits télévisuels et est répartie équitablement entre tous les clubs participant à la Ligue 1. La part variable est distribuée aux clubs selon les critères de performances et de notoriété. S'agissant des droits télévisuels versés par l'UEFA, ils comprennent (i) une part fixe composée d'une prime de participation à la compétition, de primes de match, de primes de performance et de primes versées en fonction de la progression du club dans la compétition et (ii) une part variable déterminée en fonction de la part de marché des droits du pays considéré sur le total des droits européens. La moitié de cette part variable est reversée aux clubs français participants, selon leur classement en Ligue 1 de la saison précédente et le nombre d'équipes françaises participant à la compétition. L'autre moitié est répartie au prorata du nombre de matchs joués par les clubs français pendant la compétition. La redistribution des recettes générées par la vente centralisée des droits télévisuels dépend ainsi de nombreux facteurs sur lesquels le Groupe ne peut avoir qu'une maîtrise limitée.

Gestion des risques de dépendance aux revenus issus des droits télévisuels et incertitudes liées à leur évolution

Les résultats de l'appel d'offres ayant pour objet les droits télévisuels organisés par la Ligue Professionnelle de Football sécurisent pour quatre ans (2008/09 – 2011/12) les revenus distribuables aux clubs pour un montant de l'ordre de 668 M€ annuels. Canal Plus, diffuseur historique du Championnat de France qui était seul détenteur des droits, a vu un challengeur intervenir pour diffuser les rencontres de Championnat de France. Le Groupe Orange partage désormais avec Canal Plus les droits de diffusion.

Afin de limiter la dépendance du Groupe vis-à-vis de la vente des droits télévisuels, et étant donné que les droits du différé sont commercialisables directement par les clubs selon le décret du 15 juillet 2004, la direction a créé une filiale spécialisée en 2004, OL Images, chargée d'exploiter directement les droits télévisuels du Club. OL Images a ainsi lancé sa propre chaîne de télévision (OL TV) qui produit et réalise des programmes, des DVD, des films publicitaires et de la VOD.

Par ailleurs, la direction du Groupe a diversifié les sources de diffusion en concluant des partenariats avec d'autres diffuseurs que les groupes de télévision, tels qu'Orange, afin de pouvoir exploiter les droits télévisuels sur de nouveaux médias (notamment Internet et téléphonie mobile de troisième génération).

Un nouveau contrat relatif aux droits télévisuels liés à l'UEFA Champions League et à l'Europa League a été conclu pour une durée de trois ans, qui couvre la période 2009 à 2012.

Ce nouveau contrat porte sur un montant de 1,1 milliard d'euros par an et représente une augmentation de plus de 34 % par rapport au contrat précédent.

Risques liés à la perte de licence d'un joueur clé

La valeur des joueurs de l'Olympique Lyonnais représente une part significative des actifs du Groupe. Au 30 juin 2009, la valeur nette comptable des joueurs s'élevait à 71,8 M€. Un joueur est susceptible de perdre sa licence, notamment en cas de blessure grave ou de sanction disciplinaire. Outre les difficultés sur le plan sportif qu'une telle situation pourrait engendrer pour le Club, cette perte de licence pourrait d'une part, conduire à une diminution importante de la valeur des actifs du Groupe et, d'autre part, entraîner dans un contexte marqué par une croissance de la valeur et des prix de transfert des joueurs de renom, des coûts importants de remplacement du joueur inapte.

Gestion des risques liés à la perte de licence d'un joueur clé

Les risques liés à la perte de licence des principaux joueurs sont couverts par une police d'assurance.

Cette police d'assurance indemnise la SASP Olympique Lyonnais en cas de décès ou de perte de licence de certains joueurs quelle qu'en soit la cause.

OL Groupe a souhaité par appel d'offres, couvrir la totalité du Groupe professionnel en cas de crash collectif. Cette police d'assurance conclue en avril 2008, vient en complément de la police perte de licence. Le montant des capitaux garantis par les 2 polices, à échéance du 30 juin 2009, s'élève à 219,5 M€.

Risques liés à la défaillance de partenaires ou de contreparties

Les sommes perçues par le Club au titre des indemnités de transferts représentent une part significative des revenus du Groupe. Les produits de cessions de contrats joueurs ont représenté 52,4 M€, soit 27,3 % du total des produits des activités au titre de l'exercice clos le 30 juin 2009 (55,9 M€, soit 26,4 % du total des produits des activités au titre de l'exercice clos le 30 juin 2008). Dans l'hypothèse d'un transfert réalisé sans garantie et avec un paiement échelonné, la défaillance du club cessionnaire et le non-paiement de l'indemnité de transfert due au Club ou, plus généralement, une défaillance financière des principaux clubs de football européens pourraient avoir un effet défavorable significatif sur la stratégie, l'activité, les perspectives, la situation financière et les résultats du Groupe.

Gestion des risques liés à la défaillance de contreparties

Pour faire face à un éventuel risque de défaillance du paiement différé du solde des indemnités de transfert de joueurs, le Groupe cherche à en sécuriser le paiement par le biais de garanties bancaires.

Risques de sensibilité des résultats à la politique de cession de joueurs

La politique de cession de joueurs fait partie intégrante de l'activité du Groupe. Cependant, le résultat opérationnel courant du Groupe pourrait être affecté par des variations éventuelles des produits de cession dont la régularité entre 2 exercices ne peut être garantie.

Gestion des risques de sensibilité des résultats à la politique de cession de joueurs

L'intérêt manifesté par des investisseurs dans le football et en particulier dans l'acquisition de clubs permet d'envisager des cessions de joueurs d'envergure avec des clients au pouvoir d'achat élevé. Ce phénomène est particulièrement sensible en Angleterre et se conjugue avec la très forte évolution des droits télévisuels. Cependant une crise économique grave serait de nature à priver l'Olympique Lyonnais d'acheteurs importants traditionnels (Chelsea, Madrid, Barcelone.....).

Risques liés au dopage

Pour améliorer leurs performances, des joueurs pourraient être tentés d'avoir recours à des produits dont l'utilisation est prohibée. Bien que des contrôles soient fréquemment réalisés par les instances nationales et internationales, le Groupe n'est pas en mesure d'assurer que chaque membre de son personnel sportif et de son encadrement respecte la réglementation en vigueur en la matière. Si un joueur ou un membre du personnel d'encadrement devait être impliqué dans une affaire de dopage, l'image et la popularité de l'Olympique Lyonnais pourraient être ternies, ce qui pourrait entraîner une baisse d'attractivité du Club et un risque de résiliation de contrats importants.

Gestion des risques liés au dopage

Afin de lutter contre les risques de dopage, la SASP Olympique Lyonnais a mis en place un suivi médical personnalisé pour chaque joueur de l'effectif professionnel et réalise des contrôles biologiques au début et au milieu de chaque saison sportive.

Risques en matière d'accident dans l'enceinte du stade et risques liés au hooliganisme ou à un acte terroriste lors d'un rassemblement sportif

L'Olympique Lyonnais organise, tout au long de la saison, des rencontres accueillant de très nombreux spectateurs. A ce titre, le Club est sujet au risque de survenance d'un accident, d'un acte de racisme, d'un acte de hooliganisme ou d'un acte de terrorisme dans l'enceinte du stade. Si l'un de ces risques venait à se réaliser, l'activité de la SASP Olympique Lyonnais pourrait s'en trouver fortement affectée, certains événements pouvant par exemple entraîner l'indisponibilité d'une partie du stade pour une période indéterminée, provoquer une crainte chez les spectateurs conduisant à une diminution de la fréquentation du stade et donner lieu à des sanctions disciplinaires (matches à huis clos, amendes, exclusion de la compétition). Les actes de hooliganisme, ou de racisme en particulier, pourraient également nuire à l'image du Club, et ce en dépit des mesures mises en œuvre par le Club pour prévenir de telles dérives. En outre, les victimes d'accident, d'actes de hooliganisme, de racisme ou de terrorisme pourraient chercher à obtenir réparation auprès de la SASP Olympique Lyonnais. Par ailleurs, les mesures de sécurité pourraient être renforcées à la suite d'actes de terrorisme ou de hooliganisme, accroissant les dépenses liées à la sécurité des spectateurs et aux coûts d'assurances du Groupe. Des événements équivalents survenant dans d'autres stades en France ou en Europe pourraient également engendrer une diminution de la fréquentation du stade utilisé par le Club ou des coûts additionnels pour le Groupe liés aux mesures de sécurité et aux assurances.

Gestion des risques en matière d'accident dans l'enceinte du stade et risques liés au hooliganisme ou à un acte terroriste lors d'un rassemblement sportif

Afin de prévenir les accidents dans l'enceinte du stade, ainsi que les actes de hooliganisme ou de terrorisme lors d'un match, la direction du Groupe s'appuie sur une équipe d'organisation expérimentée et a élaboré un dispositif de sécurité plus strict que les impératifs du plan de sécurité intérieur imposés par les autorités publiques. La SASP Olympique Lyonnais a ainsi mis en place un système de contrôle d'accès au stade de Gerland et les équipes d'organisation procèdent à des fouilles systématiques.

Par ailleurs, des zones de sécurité sont aménagées entre les tribunes de façon à éviter tous contacts entre les supporters des deux équipes. L'Olympique Lyonnais emploie également une équipe de stadiers diplômés dont le rôle est d'anticiper et, le cas échéant, de contrôler les débordements de supporters. L'Olympique Lyonnais est d'ailleurs à l'origine du diplôme de stadier.

Enfin, la direction de la SASP Olympique Lyonnais a le souci permanent de dialoguer avec les clubs de supporters afin de garantir la sécurité dans l'enceinte du stade. Un système incitatif de remises sur le prix des abonnements a également été mis en place pour récompenser les associations de supporters dont l'attitude est jugée exemplaire pendant les matches.

Risques liés à l'environnement juridique

Risques liés aux contraintes législatives et réglementaires applicables à l'activité du football

Risques liés à la perte du numéro d'affiliation

Afin de pouvoir participer aux compétitions, le Club doit avoir été autorisé par l'Association à faire usage du numéro d'affiliation délivré par la FFF à cette dernière. Cette mise à disposition est prévue dans la convention conclue entre la SASP Olympique Lyonnais et l'Association.

En France, la résiliation de la convention entre l'Association et la SASP Olympique Lyonnais entraînerait la perte de l'usage par le Club du numéro d'affiliation et par conséquent l'impossibilité de participer aux compé-

titions. Une telle situation affecterait de manière significative la stratégie, l'activité, les perspectives, la situation financière et les résultats du Groupe, ce qui n'est plus le cas à l'étranger. La société estime que ce risque peut être amené à évoluer favorablement dans le futur.

Risques liés aux changements de réglementation applicable

L'activité professionnelle du football est régie par une législation nationale et internationale rigoureuse, spécifique et complexe, notamment concernant les règles de participation aux compétitions et les modalités de commercialisation des droits télévisuels. Cette législation a fait l'objet d'évolutions importantes au cours des dernières années. Des évolutions dans la nature, l'application ou l'interprétation des législations et réglementations en vigueur pourraient, en raison des conditions nouvelles d'exercice des activités du Groupe, affecter la gestion du Groupe ou constituer un frein à son développement.

Bien que le Groupe fasse ses meilleurs efforts pour anticiper ces changements, une telle situation, si elle se produisait, pourrait entraîner une augmentation des coûts et des dépenses d'investissement liés à la gestion de l'équipe professionnelle et/ou une réduction de ses revenus et serait susceptible d'affecter de manière significative la stratégie, l'activité, les perspectives, la situation financière ou les résultats du Groupe.

Gestion des risques liés aux contraintes législatives et réglementaires applicables à l'activité du football

Le Groupe est représenté dans les principales instances décisionnelles du football. Jean-Michel Aulas est Vice-Président de la LFP depuis 2000. Il est membre du bureau et Président de la commission "finances" de l'UCPF, et membre du « Board » de l'ECA, qui est la structure représentative des clubs engagés dans les compétitions de l'UEFA. Il est également membre de la Commission des Clubs de la FIFA.

Cette présence au sein des instances, tant nationales qu'européennes, permet d'être informé, d'envisager des actions et d'anticiper les changements de réglementation.

Risques liés au contrôle de la Direction Nationale de Contrôle de Gestion (DNCG)

La SASP Olympique Lyonnais est soumise au contrôle annuel de la DNCG. Bien que le Club n'ait jamais fait l'objet de sanction, une décision de la DNCG qui sanctionnerait la SASP Olympique Lyonnais en raison de sa situation juridique et financière pourrait affecter la stratégie, l'activité, les perspectives, la situation financière et les résultats du Groupe.

De plus, il existe à ce jour des difficultés quant à l'application cumulative des règles boursières et des règles de la Direction Nationale de Contrôle de Gestion et de la Ligue de Football Professionnelle aux sociétés du Groupe, compte tenu de l'absence de mesures de coordination entre ces règles et en particulier de l'absence de prise en compte par la réglementation de la situation particulière d'un club sportif, filiale de société cotée.

Risques liés aux règles relatives aux transferts de joueurs et à leur modification

Une part significative des revenus du Groupe provient de la cession de contrats joueurs. La réglementation actuelle autorise les clubs à recevoir des indemnités de transfert importantes dans l'hypothèse où le joueur change de club avant le terme de son contrat de travail. Une modification de cette réglementation pourrait remettre en cause la possibilité pour les clubs de recevoir des indemnités de transfert.

Risques liés au régime des charges sociales applicables aux rémunérations des joueurs

L'adoption de la législation relative à la rémunération du droit à l'image collective des joueurs d'un club sportif professionnel a permis aux clubs de football français de bénéficier d'une exonération de charges sociales sur une partie de la rémunération versée aux joueurs. Une remise en cause de cette législation pourrait affecter la faculté de la SASP Olympique Lyonnais de maintenir les niveaux de salaires aujourd'hui pratiqués par le Club.

Risques liés à une multiplication des mesures disciplinaires

La législation prévoit que les sociétés anonymes sportives professionnelles peuvent voir leur responsabilité engagée au niveau disciplinaire pour les actes commis par leurs membres et par les supporters dans l'enceinte

ou dans les zones adjacentes du stade où se déroule le match. La multiplication ou le développement de sanctions disciplinaires susceptibles d'être prises à l'encontre de la SASP Olympique Lyonnais, dans le cadre de la mise en jeu de sa responsabilité, pourrait affecter l'image, la stratégie, l'activité, les perspectives, la situation financière et les résultats du Groupe.

Risques liés à certains régimes fiscaux

Les recettes des manifestations sportives sont assujetties à la taxe sur les spectacles. Une modification de la législation, et notamment la suppression de la taxe sur les spectacles et l'assujettissement de ces recettes à la taxe sur la valeur ajoutée ou à toute autre taxe, pourrait avoir des conséquences sur les tarifs des billets et donc un effet défavorable significatif sur la situation financière et les résultats du Groupe.

Autres risques propres au Groupe

Risques liés aux atteintes à la marque OL

L'exploitation de la marque OL génère une part importante des revenus du Groupe. En dépit des mesures de protection existantes, la marque OL pourrait être l'objet de contrefaçon et des produits revêtus de la marque OL pourraient être distribués via des réseaux parallèles. Cette contrefaçon et cette distribution parallèle pourraient entraîner un manque à gagner important, et pourraient, à terme, nuire à l'image de la marque OL.

Gestion des risques liés aux atteintes à la marque OL

Afin de protéger sa marque et de lutter contre tout acte de contrefaçon, le Groupe a formellement sollicité l'intervention, depuis octobre 2005, des autorités douanières et s'est adjoint les services d'un cabinet d'avocats spécialisés afin de diligenter toutes les actions judiciaires nécessaires à une protection efficace de la marque OL.

Risques liés aux conditions d'utilisation et à l'indisponibilité partielle ou totale du stade Gerland

La SASP Olympique Lyonnais a conclu avec la Ville de Lyon une convention valant autorisation d'occupation temporaire du domaine public aux termes de laquelle le Club peut notamment utiliser le stade Gerland pour y disputer l'intégralité de ses matchs, en championnat et en coupes nationales ou en coupes européennes. Le non renouvellement ou la résiliation anticipée de cette convention pourrait conduire le Club à devoir trouver un stade de remplacement pour l'organisation et le déroulement de ses matchs. Par ailleurs, le stade pourrait être rendu partiellement ou totalement indisponible, notamment du fait de sanctions sportives, de catastrophes naturelles, d'accidents ou d'incendies. Le Groupe ne peut garantir que, dans ces situations, il serait en mesure de retrouver rapidement un stade présentant des caractéristiques équivalentes à celles du stade de Gerland et ce dans des conditions similaires.

En outre, toute modification significative des termes de la convention d'occupation temporaire du domaine public liant la Ville de Lyon et la SASP Olympique Lyonnais qui entraînerait un changement substantiel des conditions d'utilisation du stade ou des conditions financières, pourrait avoir un effet significatif défavorable sur la stratégie, l'activité, les perspectives, la situation financière et les résultats du Groupe.

Risques liés au projet de développement du nouveau stade, ainsi qu'à son financement

Le Groupe met en œuvre son projet de construction d'un nouveau stade à Décines. Le développement de ce projet immobilier est un processus long et complexe faisant intervenir de nombreux paramètres. Cette opération suppose notamment l'obtention d'autorisations administratives (en particulier le permis de construire).

Le délai nécessaire à l'obtention de ces autorisations et les éventuels recours contentieux contre des décisions administratives pourraient retarder le processus de développement. De même, le calendrier de construction de ce projet pourrait subir un décalage en raison de la survenance d'événements imprévus, tels que la découverte de sites archéologiques sur l'emplacement du nouveau stade, de contraintes architecturales et techniques liées à un ouvrage complexe, de difficultés ou litiges éventuels avec les entreprises de construction ou encore de défaillances de prestataires. Le Groupe pourrait aussi être confronté à des difficultés pour obtenir le financement nécessaire pour la réalisation du stade. Ces différents événements sont donc susceptibles d'entraîner des retards et des coûts supplémentaires importants, voire, dans des situations extrêmes (telles que l'impos-

sibilité d'obtenir les financements nécessaires) un risque de non réalisation, qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur la stratégie, l'activité, la situation financière et les résultats du Groupe.

Un retard important ou la non réalisation de ce projet sont également de nature à affecter de manière significative les perspectives à moyen terme du Groupe.

Gestion des risques liés au projet de développement du nouveau stade

Le projet de développement du nouveau stade est un processus long et complexe faisant intervenir de nombreux paramètres, dont certains sont indépendants du Groupe. Dans le cadre de ce projet, le Conseil d'Administration de la société a mis en place un comité d'investissement du stade et a décidé de constituer la société Foncière du Montout, une filiale détenue à 100 % par OL Groupe, dont l'objet est notamment l'acquisition foncière, le remembrement, l'aménagement, la gestion et la revente d'unités foncières et l'exploitation d'infrastructures sportives.

Afin de favoriser le dialogue avec les acteurs concernés et le grand public, le Groupe a mis en place un dispositif de concertation.

Risques de dépendance vis-à-vis des hommes clés

Le succès du Groupe dépend largement du travail et de l'expertise de son Président, de ses cadres dirigeants et de son personnel sportif et technique. En cas de départ de l'un ou plusieurs de ses dirigeants disposant d'une grande expérience des marchés sur lesquels le Groupe exerce son activité, ou si l'un ou plusieurs d'entre eux décidaient de réduire ou mettre fin à leur implication, le Groupe pourrait rencontrer des difficultés pour les remplacer et, en conséquence, ses activités pourraient s'en trouver ralenties et sa capacité à réaliser ses objectifs en être affectée.

L'effectif professionnel du Club voyage toujours de manière collective lors des déplacements pour les matchs à l'extérieur.

Risques liés à l'insuffisance des couvertures d'assurances au sein du stade

L'évolution de la réglementation ou l'augmentation de la sinistralité, en particulier en cas d'accident dans le stade du Club, pourrait avoir un effet significatif défavorable sur la situation financière et les résultats du Groupe.

Risques de marché

Se référer au chapitre 4.7 des notes annexes des comptes consolidés.

Risques de taux

Le risque de taux d'intérêt du Groupe est essentiellement lié aux emprunts et dettes financières portant intérêt à taux variable.

Au titre de l'exercice clos le 30 juin 2009, le montant total de l'endettement brut du Groupe portant intérêt à taux variable (généralement Euribor majoré d'une marge fixe) s'élevait à 38,4 M€ en application de divers contrats de crédit conclus par les sociétés OL Groupe et SASP Olympique Lyonnais et d'un contrat de prêt conclu au bénéfice de l'Association Olympique Lyonnais, la SCI de l'Olympique Lyonnais. Ces contrats ont été conclus auprès notamment des banques du Groupe CIC, BNP Paribas, Le Crédit Lyonnais, Natixis et HSBC.

A ce jour, le Groupe n'a pas mis en place d'instruments de couverture de taux.

Echéancier des actifs et passifs financiers hors créances clients et dettes fournisseurs du Groupe au 30 juin 2009.

(en K€)	Montant
Total à + 1 an au plus	103 107
Dont passifs financiers à un an au plus	34 513
Dont dettes bancaires à taux fixe	124
Dont dettes sur contrats joueurs à taux fixe	28 401
Dont dettes bancaires à taux variable	5 988
Dont actifs financiers à un an au plus	137 620
Dont placements à taux variable	103 480
Dont disponibilités à taux variable	874
Dont créances sur contrats joueurs à taux fixe	33 266
Total à + d'1 an et - de 5 ans	-12 012
Dont dettes à + d'1 an et - de 5 ans	41 152
Dont dettes bancaires à taux fixe	558
Dont dettes sur contrats joueurs à taux fixe	7 407
Dont dettes bancaires à taux variable	33 187
Dont créances à + d'1 an et - de 5 ans	29 140
Dont créances sur contrats joueurs à taux fixe	29 140
Dont dettes à + de 5 ans	-2 194
Dont dettes à + de 5 ans	2 194
Dont dettes bancaires à taux fixe	699
Dont dettes bancaires à taux variable	1 495
Total	88 901

(en K€)	à 1 an au plus	+ d'1 an et - de 5 ans	à + de 5 ans
Passifs financiers	34 513	41 152	2 194
Actifs financiers	137 620	29 140	-
Position nette avant gestion	103 107	-12 012	-2 194
Hors bilan			
Position nette après gestion	103 107	-12 012	-2 194

(dont position nette après gestion à taux variable : 63 684 K€)

Sur la base de la trésorerie nette positive du Groupe au 30 juin 2009, le Groupe estime qu'une baisse de 1 point des taux d'intérêt (en ce qui concerne sa trésorerie nette à taux variable) aurait un impact négatif sur son résultat financier équivalent à 0,6 M€.

Risques de change

A ce jour, le Groupe n'est pas exposé de manière significative au risque de change.

Risques sur actions

En dehors des participations dans des sociétés intégrées dans le périmètre de consolidation, le Groupe ne possède pas de participation d'un montant significatif. OL Groupe dispose d'actions auto-détenues dans le cadre du programme de rachat en vue notamment du service d'options d'achat d'actions ou de l'animation du marché au travers du contrat de liquidité. Au 30 juin 2009, 194 640 actions étaient affectées à l'objectif du service d'un plan d'options d'achat d'actions ce qui représentait un montant de 1 557 120 euros sur la base du cours de clôture et 118 166 actions étaient auto-détenues en application du contrat de liquidité ce qui représentait un montant de 945 328 € sur la base du cours de clôture au 30 juin 2009.

Risques de liquidité

Au 30 juin 2009, le Groupe dispose d'un montant de 47,7 M€ de lignes de crédit afin de faire face aux besoins de financement de ses activités courantes dont 35,5 M€ ont été tirés sous forme de billets financiers et 12,2 M€ sous forme de cautions bancaires. Les contrats de crédit conclus par le Groupe prévoient des clauses de remboursement anticipé (cf note 4.7.2 Annexe des comptes consolidés).

AUTRES RISQUES

Risques de dépendance vis-à-vis des contrats de partenariat sportif et risques de résiliation ou de non/renouvellement

La SASP Olympique Lyonnais a conclu des contrats de partenariat sportif avec un nombre limité de grandes entreprises telles qu'Accor, Umbro, Renault Trucks, Orange, Apicil ... Les produits des activités générés par les activités de partenariat et de publicité représentent une part importante du total des produits des activités (21,3 M€ au 30/06/09, soit 11,1% du total des produits des activités ; 20,4 M€ au 30 juin 2008, soit environ 9,6 % du total des produits des activités ; 18,1 M€ au 30 juin 2007, soit environ 8,5 % du total des produits des activités). Les contrats de partenariat sportif sont conclus pour une période déterminée et sont donc soumis à l'aléa du non-renouvellement ou de renégociation à l'échéance. Certains contrats prévoient également des clauses de résiliation anticipée. En outre, une part importante des revenus générés par certains contrats dépend des performances sportives du Club, par nature aléatoires, et peut donc être susceptible de variation.

Gestion des risques de dépendance, de résiliation, de non-renouvellement des contrats de partenariat

Afin de limiter les risques d'une éventuelle dépendance aux contrats de partenariat, le Groupe privilégie la conclusion de partenariats diversifiés et de longue durée (Orange 30/06/12, Apicil 30/06/10, GE Money Bank 30/06/10, ISS 30/06/12).

Le contrat Umbro prendra fin le 30 juin 2010 (cf page 7).

Risques liés à l'augmentation des salaires des joueurs

Une inflation des salaires des joueurs pourrait entraîner une augmentation conséquente de la masse salariale et avoir un effet significatif sur la situation financière du Groupe.

Gestion des risques liés à l'augmentation des salaires des joueurs et au marché des transferts

Le Groupe porte une attention toute particulière au Centre de Formation de l'Olympique Lyonnais afin de révéler de jeunes talents et les intégrer à terme au sein de l'effectif professionnel.

Par ailleurs, pour faire face à une éventuelle inflation des salaires et de la valeur des joueurs, le Groupe a mis en place au niveau de la SASP Olympique Lyonnais, une politique de recrutement équilibrée visant à favoriser

l'acquisition de jeunes joueurs dotés d'un certain potentiel sportif, plutôt que l'acquisition de joueurs de renom pour lesquels les coûts d'acquisition et salariaux peuvent être significativement plus élevés. Cette politique passe par des dispositifs de repérage et de recrutement efficaces et par une politique volontariste d'intégration des joueurs au Club et au projet du Groupe (suivi notamment linguistique des recrues étrangères).

Risques liés à la baisse de popularité du football et des compétitions nationales ou européennes ou du Club

Une part importante des revenus du Groupe et donc de ses résultats financiers est liée, directement ou indirectement, à la popularité du football en général, et de l'Olympique Lyonnais en particulier. La baisse d'attractivité du football en raison d'un manque d'intérêt pour les compétitions nationales et européennes pourrait avoir un effet défavorable sur le Groupe.

Risques liés aux pratiques antisportives et illégales

Les revenus des clubs de football professionnels dépendent principalement de leurs résultats sportifs qui sont aléatoires par nature. Afin de réduire cet aléa et assurer à leur équipe des succès sportifs, des dirigeants de clubs pourraient être tentés de recourir à des pratiques antisportives et illégales qui pourraient nuire à l'image et à la popularité du football.

Risques liés à l'influence des actionnaires principaux sur l'activité et la stratégie du Groupe

A la date du 31 août 2009, Jean-Michel Aulas, au travers de la société ICMI, et la société Pathé détiennent respectivement 34,17 % et 22,78 % du capital représentant 42,15 % et 28,10 % des droits de vote de la Société et bénéficient de droits de vote double. En droit français, les actionnaires majoritaires contrôlent la plupart des décisions devant être adoptées en Assemblée Générale, notamment celles relatives à la nomination des administrateurs, à la distribution de dividendes et, dans la mesure où ils détiennent les 2/3 des droits de vote aux assemblées, aux modifications des statuts. Des désaccords pourraient aboutir à un blocage dans le fonctionnement du Conseil d'Administration de la société, ce qui pourrait retarder ou empêcher la prise de décisions stratégiques.

Risques liés à la diversification éventuelle dans d'autres secteurs et à l'absence de réussite de la stratégie de diversification

Le Groupe a mené une politique active de diversification des ses activités (au travers notamment de prises de participation et de partenariats) afin de trouver de nouvelles sources de revenus régulières et moins soumises à l'aléa sportif. Aucune garantie ne peut être donnée sur la réussite de ces développements.

ASSURANCES ET COUVERTURE DES RISQUES

Les polices d'assurance souscrites par la société pour son compte propre et celui de ses filiales sont conclues pour une durée d'un an et sont renouvelables par tacite reconduction, sauf pour les polices joueurs qui ont une durée ferme de un an.

Les principales polices d'assurance du Groupe sont les suivantes :

- Des polices d'assurances multirisques industriels et pertes d'exploitation, responsabilité civile club de football professionnel, responsabilité civile des entreprises, marchandises transportées, flotte automobile.
- La police d'assurance indemnisant la SASP OL en cas de décès ou de perte de licence de certains joueurs quelle qu'en soit la cause, conclue à partir du 1^{er} juillet 2006, a fait l'objet d'un complément à compter du 17 avril 2008. Le Groupe bénéficie désormais d'une couverture pour l'ensemble de l'effectif en cas d'accident collectif, entraînant la disparition de la totalité de l'effectif. En effet, la couverture individuelle a été actualisée et une couverture collective a été mise en place (décès et incapacité permanente totale). Les capitaux garantis s'élèvent ainsi au global à plus de 200 M€. Cette police a été conclue jusqu'au 30 juin 2009.

Le montant total des primes versées par le Groupe pour l'ensemble des couvertures dont il bénéficie s'élève à un peu plus de 1 M€ pour l'exercice clos le 30 juin 2009.

LITIGES ET FAITS EXCEPTIONNELS

A la connaissance de la société, il n'existe à ce jour aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'affecter de manière substantielle l'activité, le patrimoine, la situation financière ou les résultats du Groupe.

Les contentieux ont donné lieu, après analyse, aux provisions destinées à couvrir le risque estimé.

MARCHÉ BOURSIER

L'action OL Groupe (code ISIN FR0010428771) est cotée sur Eurolist d'Euronext Paris (compartiment C).

Le cours, au 30 juin 2009, s'est établi à 8,00 €.

PLAN D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION ET/OU D'ACHAT D'ACTIONS

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 6 novembre 2006 a autorisé le Conseil à octroyer des options ouvrant droit à des actions de la société, au bénéfice des mandataires sociaux définis par la loi et/ou des salariés de la société, ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L 225-180 du Code de Commerce.

Votre Conseil d'Administration lors de la réunion du 20 novembre 2007 a mis en place un plan d'options d'achat au profit de 13 personnes salariées et/ou mandataires sociaux de la société Olympique Lyonnais Groupe et/ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L 225-180 du Code du Commerce.

Le nombre d'options d'achat maximum serait de 194 640, donnant droit à 194 640 actions Olympique Lyonnais Groupe. Le nombre de bénéficiaires concerné est de 13 personnes. L'exercice des options pourrait intervenir à compter du 1^{er} janvier 2012 et jusqu'au 20 novembre 2015.

ÉVOLUTION DU CAPITAL D'OL GROUPE ET DES PARTICIPATIONS

Capital

Le capital social d'OL Groupe est fixé à 20 126 756,24 € divisé en 13 241 287 actions de 1,52 € de valeur nominale.

Il est précisé qu'au 30 juin 2009, il n'existe pas de titres susceptibles de donner accès au capital d'OL Groupe.

Évolution des participations

Le détail des participations détenues dans les différentes filiales du Groupe et leur pourcentage sont indiqués dans l'annexe consolidée et le tableau des filiales et participations.

ACHAT ET/OU VENTE PAR LA SOCIÉTÉ DE SES ACTIONS

Achat et/ou vente d'actions dans le cadre de l'autorisation de l'Assemblée Générale du 28 novembre 2008

Dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 28 novembre 2008 et du descriptif du programme de rachat d'actions propres, la société OL Groupe, au cours de la période allant jusqu'au 30 juin 2009, a procédé à des cessions ainsi qu'à des acquisitions.

Afin d'assurer la liquidité du titre, OL Groupe avait également conclu, le 6 mars 2007, un contrat de liquidité avec le Crédit Agricole Cheuvreux. Depuis le 18 février 2008, OL Groupe a confié à Exane BNP Paribas la mise en œuvre de son contrat de liquidité.

Dans le cadre du contrat de liquidité il a été acquis, depuis le 28 novembre 2008, date de l'Assemblée Générale ayant autorisé un programme d'achat et du Conseil d'Administration ayant décidé sa mise en œuvre, et jusqu'au 30 juin 2009, 58 462 actions OL Groupe, au cours moyen de 7,32 €. Sur la même période, il a été vendu 49 354 actions au cours moyen de 7,50 €. Le montant des frais de négociations est inclus dans la commission forfaitaire annuelle qui s'élève à 30 300 € HT.

Au 30 juin 2009, la quote-part d'actions OL Groupe détenue par OL Groupe était de 115 755 actions, représentant 0,9 % du capital social. La valeur de ces 115 755 actions évaluée au cours d'achat s'élevait à 1 347 995,99 €.

La quote-part d'actions OL Groupe auto-détenues à la date du 30 septembre 2009, au titre du contrat de liquidité, était de 113 136 actions.

Ce contrat fera l'objet d'un bilan semestriel publié sur le site de l'Autorité des marchés financiers et sur le site de la société.

Les informations financières relatives à ce contrat sont mentionnées dans l'annexe des comptes sociaux.

En outre, dans le cadre du programme de rachat d'actions, la société a procédé via Exane à des rachats d'actions Olympique Lyonnais Groupe en vue des finalités prévues par la résolution approuvée lors de l'Assemblée Générale du 28 novembre 2008 et plus particulièrement dans la perspective d'un plan d'options d'achat d'actions. Dans le cadre de cet objectif, votre société a procédé, via Exane, du 29 novembre 2008 au 30 juin 2009, à l'acquisition de 9 828 actions Olympique Lyonnais Groupe au cours moyen de 8,35 €. Le montant des frais de négociations sur la période s'est élevé à 196,08 €.

Au 30 septembre 2009, la société autodétenait 194 640 actions affectées au plan de stock-options d'achat d'actions.

Au 30 juin 2009, la société Olympique Lyonnais Groupe détenait, en propre hors contrat de liquidité, 194 640 actions évaluées au cours d'achat à 3 614 564,29 € et représentant 1,5 % du nombre d'actions composant le capital de la société OL Groupe.

En conséquence, votre société détenait au total au 30 juin 2009, 310 395 actions (dans le cadre du contrat de liquidité et hors contrat de liquidité) représentant à cette date 2,3 % de son capital.

Il est rappelé que la valeur nominale de l'action s'élève à 1,52 €.

Autorisation à donner au Conseil d'Administration afin d'acquérir des titres dans le cadre des dispositions des articles L.225-209 à L.225-212 du Code de Commerce

Nous vous proposons, lors de l'Assemblée Générale, d'autoriser le Conseil d'Administration à acquérir des titres dans le cadre des dispositions des articles L.225-209 à L.225-212 du Code de Commerce et du règlement n° 2273/2003 de la Commission Européenne du 22 décembre 2003 et des dispositions des articles 241-1 à 241-8 du Règlement Général de l'AMF complétés des instructions AMF 2005-06 et 07 du 22 février 2005.

Le prix d'achat maximum ne devra pas excéder 40 € par action. Le montant maximum théorique du programme sera donc de 40 654 080 € compte tenu des 307 776 actions auto-détenues le 30 septembre 2009.

ÉTAT DE LA PARTICIPATION DES SALARIÉS DANS LE CAPITAL D'OL GROUPE

Au 30 juin 2009, à la connaissance de la société, les salariés détenaient sous forme nominative, 0,17 % du capital de la société OL Groupe.

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL AU 30 JUIN 2009

À notre connaissance, les principaux actionnaires d'OL Groupe sont les suivants :

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	% en droits de vote
ICMI ⁽¹⁾	4 524 008	34,17	42,15
Pathé	3 016 683	22,78	28,10
Amiral Gestion ⁽²⁾	1 322 128	9,98	6,16
Auto-détention	310 395	2,35	na
Dirigeants ⁽³⁾	735 524	5,55	4,75
Public	3 332 549	25,17	18,84
Total	13 241 287	100	100

⁽¹⁾ Au 30/06/2009, Monsieur Jean-Michel Aulas détenait 98,73 % de la société ICMI représentant 99,20 % des droits de vote.

⁽²⁾ Sur la base de la déclaration de franchissement de seuils statutaires effectuée en juin 2009.

⁽³⁾ Il s'agit des administrateurs autres que la société ICMI mentionnée ci-dessus.

AFFECTATION DU RÉSULTAT

Les comptes au 30 juin 2009 qui vous ont été présentés font ressortir un bénéfice d'un montant de 4 060 828,59 € augmenté d'un compte à nouveau de 30 555 832,97 €, soit un montant distribuable de 34 616 661,56 €.

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle, il vous sera proposé d'affecter le résultat comme suit :

- Affectation à la réserve légale 36 395,00 €
- Distribution d'un dividende de 0,14 € par action,
Soit, pour 13 241 287 actions 1 853 780,18 €
- Report à nouveau 32 726 486,38 €
- Total 34 616 661,56 €**

L'Assemblée Générale déciderait que, dans le cas où lors de la mise en paiement du dividende, la société détient certaines de ses propres actions, le bénéfice correspondant aux dividendes non versés en raison de ces actions serait affecté au compte « Report à nouveau ».

Le dividende serait mis en paiement le 14 décembre 2009. Il serait proposé à l'Assemblée Générale de prendre acte que la somme répartie à titre de dividende entre les actionnaires personnes physiques est intégralement éligible à la réfaction de 40 % prévue à l'article 158 du Code Général des Impôts modifié par la loi de finances pour 2006 du 30 décembre 2005.

Conformément aux dispositions de l'article R 225-102 du Code du Commerce, vous trouverez ci-après le tableau des distributions de dividendes intervenues au titre des trois précédents exercices.

DIVIDENDES VERSÉS AU TITRE DES TROIS PRÉCÉDENTS EXERCICES

Exercice	2007/08	2006/07	2005/06
Nombre d'actions	13 241 287	13 241 287	931 270
Dividende net par action (€)	0,14	0,14	1,00
Avoir fiscal par action à 50 % (€)	-	-	
Total par action (€)	0,14	0,14	1,00
Total dividende net (€)	1 853 780,18	1 853 780,18	931 270

Il est précisé que la valeur nominale de l'action est de 1,52 € par action.

JETONS DE PRÉSENCE

Il sera proposé, lors de l'Assemblée Générale du 7 décembre 2009, d'autoriser le versement de jetons de présence au titre de l'exercice 2008/2009, dans la limite d'un montant de 120 000 €.

RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

Il est préalablement rappelé que la société a indiqué dans un communiqué en date du 29 décembre 2008, que le Conseil d'Administration considérerait que les recommandations AFEP/MEDEF s'inscrivent dans la démarche de gouvernement d'entreprise de la société.

Hormis le remboursement de frais professionnels sur présentation de justificatifs et des jetons de présence alloués par l'Assemblée Générale des actionnaires, les administrateurs ne perçoivent aucune rémunération ni avantage en nature de la part de la société ou de ses filiales. De la même manière, hormis le remboursement de frais professionnels sur présentation de justificatifs et le versement de jetons de présence alloués par l'Assemblée Générale des actionnaires, Jean-Michel Aulas ne perçoit directement aucune rémunération, ni avantage en nature, au titre de ses fonctions de Président-Directeur Général de la société.

Conformément à l'article L 225-102-1 al 2 du Code de Commerce, il est précisé que Jean-Michel Aulas perçoit une rémunération au titre de ses activités professionnelles au sein de la société ICMI, holding d'animation et d'investissement, dont les deux principales participations sont Cegid Group et OL Groupe qui représentent un chiffre d'affaires combiné pro forma de 453 M€ avec un effectif cumulé de 2 250 personnes. Le montant des rémunérations et des avantages de toute nature, attribués par ICMI, à Jean-Michel Aulas, pour l'ensemble de ses activités au sein de la société ICMI, de votre société et de ses filiales, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008, s'est élevé à 586 K€ pour la partie fixe ⁽¹⁾ et à 703 K€ pour la partie variable. Cette partie variable est déterminée sur la base des résultats consolidés du Groupe Cegid et sur la base des résultats consolidés du Groupe.

⁽¹⁾ La partie fixe comprend le salaire fixe brut annuel, les avantages en nature, les jetons de présence et les avantages postérieurs à l'emploi.

Compte tenu de cette précision, les rémunérations qui figurent dans les tableaux 1 et 2 ci-dessous sont données à la date du 31 décembre 2008 et du 31 décembre 2007, dates de clôture des exercices sociaux de la société ICMI et non pas au 30 juin, date de clôture de l'exercice social de la société Olympique Lyonnais Groupe et de ses filiales.

Tableau 1 - Synthèse des rémunérations des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social

(En K€)	2008	2007
Jean-Michel Aulas, Président		
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	1 289	1 402
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	NA	NA
Valorisation des actions attribuées gratuitement	NA	NA
Total	1 289	1 402

NA : non applicable

Tableau 2 - Récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social

(En K€)	2008		2007	
	Montants dus ⁽¹⁾ en K€	Montants versés au titre de l'année 1	Montants dus ⁽¹⁾ en K€	Montants versés au titre de l'année 1
Jean-Michel Aulas, Président				
- Rémunération fixe	556	543	476	463
Dont jetons de présence	13		13	
- Rémunération variable ⁽²⁾	703	418	897	384
- Intéressement et plan d'épargne entreprise	17	16	16	16
- Avantages en nature	13	13	13	13
- Avantages postérieurs à l'emploi : régime de retraite supplémentaire de type article 83	NA	NA	NA	NA
Total	1289	990	1 402	876

⁽¹⁾ Correspond à la rémunération annuelle brute avant impôts.

⁽²⁾ La rémunération variable est déterminée principalement sur la base des résultats consolidés du Groupe Olympique Lyonnais et du Groupe Cegid Group.

Tableau 3 - Jetons de présence perçus par les mandataires sociaux non dirigeants de Olympique Lyonnais Groupe

(En K€)	Montants versés en 2008 au titre de 2007/2008 (montants bruts en €)	Montants versés en 2007 au titre de 2006/2007 (montants bruts en €)
Jérôme Seydoux	13 000	13 000
Michel Crepon	8 790	8 000
Eric Peyre	8 790	8 000
Gilbert Giorgi	8 190	8 000
Patrick Bertrand	8 190	6 250
Jacques Matagrín	8 790	6 250
Christophe Comparat	8 790	6 250
Olivier Ginon	8 190	6 250
Serge Manoukian	8 790	6 250
Jean-Pierre Michaux	7 190	6 250
François-Régis Ory	9 795	6 250
Jean-Paul Revillon	5 200	6 250
Gilbert Saada	3 295	NA
Total	107 000	87 000

Jetons de présence perçus par les dirigeants mandataires sociaux

(En K€)	Montants versés en 2008 au titre de 2007/2008 (montants bruts en €) ⁽¹⁾	Montants versés en 2007 au titre de 2006/2007 (montants bruts en €) ⁽¹⁾
Jean-Michel Aulas, Président	13 000	13 000
Total	13 000	13 000

(1) Concerne l'ensemble des jetons de présence versés par Olympique Lyonnais Groupe et ses filiales

Tableau 4 - Options et/ou actions gratuites attribuées au dirigeant mandataire social

Aucune option ou action n'a été consentie ou attribuée gratuitement au dirigeant mandataire social au cours de l'exercice 2008/2009 et de l'exercice 2007/2008 par la société Olympique Lyonnais Groupe et ses filiales.

Tableau 5 - Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions

Dirigeant Mandataire social	Contrat de travail	Régime de retraite supplémentaire	Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions	Indemnités relatives à une clause
Jean-Michel Aulas	Non	Non	Non	Non
Président-Directeur Général	-	-	-	-
Date début Mandat 1 ^{ère} nomination 21/12/1998	-	-	-	-
Date fin Mandat AGO comptes 30/06/2013	-	-	-	-

Rémunération des autres membres de la Direction Générale d'OL Groupe non mandataires sociaux

Au titre de l'exercice clos le 30 juin 2009, le montant annuel global de la rémunération allouée aux dirigeants d'OL Groupe non mandataires sociaux (4 personnes) est égal à 615,6 K€ (752,3 K€ au 30 juin 2008) dont 77,3 K€ (236,5 K€ au 30 juin 2008) de part variable et 36,7 K€ (34,5 K€ au 30 juin 2008) correspondant à des avantages en nature (mise à disposition de véhicules). Les membres de la direction ne bénéficient pas d'autre avantage en nature.

OPÉRATIONS RÉALISÉES PAR LES DIRIGEANTS ET MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions des articles 621-18-2, du Code Monétaire et Financier et 223-26 du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers, nous vous informons que les opérations suivantes intervenues, au cours de l'exercice 2008/2009, sur les titres de votre société ont été portées à la connaissance de cette dernière :

- Monsieur Christophe Comparat a cédé 7 580 actions Olympique Groupe pour un montant de 153 799,95 €.
- Monsieur Jean-Michel Aulas a acquis 1 027 actions Olympique Lyonnais Groupe pour un montant de 8 256,27 €.
- La société OJEJ, personne morale liée à Monsieur Jérôme Seydoux, a acquis 48 000 actions Olympique Lyonnais Groupe pour un montant de 361 920 €.

En outre, depuis le début de l'exercice 2009/2010 il est précisé que :

- La société OJEJ, personne morale liée à Monsieur Jérôme Seydoux, a acquis 100 000 actions Olympique Lyonnais Groupe pour un montant de 840 000 €.
- La société GL Events a acquis 200 212 actions Olympique Lyonnais Groupe pour un montant de 1 952 067 €.

LISTE DES FONCTIONS EXERCÉES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX DANS D'AUTRES SOCIÉTÉS DURANT L'EXERCICE 2008/2009

Nom et prénom ou dénomination sociale du mandataire social	Date première nomination	Date échéance du mandat	Fonction principale exercée dans la société	Fonction principale exercée en dehors de la société	Autres mandats et fonctions exercés dans toute société en 2008/09
Jean-Michel Aulas	21/12/1998	AGO approbation comptes 30/06/2013	Président-Directeur Général	Président du Conseil d'Administration Cegid Group	Président du Conseil d'Administration Cegid Group, Président ICMI, Président Cegid Services, Président-Directeur Général SASP Olympique Lyonnais, Président-Directeur Général Cegid, Administrateur OL Voyages, Administrateur Association Olympique Lyonnais, Président du Conseil d'Administration Quadratus ⁽⁷⁾ , Président du comité d'investissement du stade de la société Olympique Lyonnais Groupe.
Jérôme Seydoux	2/10/2006 Cooptation	AGO approbation comptes 30/06/2011	Administrateur (Vice-Président)	Président Pathé SAS	Président Pathé SAS, Président Pathé Distribution SAS, Président Pathé Production SAS, Directeur Général de Pricel SAS, Membre du comité d'investissement du stade de la société Olympique Lyonnais Groupe, Administrateur Accor SA, Vice-Président Directeur Général Délégué et Administrateur de Chargeurs SA, Administrateur Compagnie du Mont-Blanc, Représentant Permanent de Soparic Participations au Conseil d'Administration de la SASP Olympique Lyonnais, Gérant de OJER SC, Gérant de SOJER SC, Gérant de EDJER EURL.
GL Events (représentée par Olivier Ginon)	13/12/2004	AGO approbation comptes 30/06/2010	Administrateur indépendant		Olivier Ginon Administrateur de Polygone SA, Administrateur de GL Events et certaines de ses filiales, Administrateur de Tocqueville Finances SA ⁽¹⁾ , Administrateur de la Lyonnaise de Banque, Membre du comité d'investissement du stade de la société Olympique Lyonnais Groupe.
Jean-Pierre Michaux	13/12/2004	AGO approbation comptes 30/06/2010	Administrateur indépendant		Président du Conseil de Surveillance de la société Scientific Brain Training, Gérant SCI Tolstoï, Gérant SCI Le Chardon Bleu, Gérant SCI La Gavannière, Président de l'Institut d'Art Contemporain de Villeurbanne.
Eric Peyre	13/12/2004	AGO approbation comptes 30/06/2010	Administrateur	Président du Conseil de Surveillance de Jet Multimédia	Président Ol Images, Membre du Conseil de Surveillance de Groupe Jet Multimédia, Membre du Conseil de Surveillance Avantis ⁽²⁾ , Membre du Conseil de Surveillance EMISJA ⁽³⁾ , Administrateur de Médiafusion International ⁽⁴⁾ , Administrateur de Médiafusion Télécom ⁽⁴⁾ , Administrateur de Lagtoo, Administrateur de Lyon Poche Presse, Administrateur de PAM, Administrateur de la SASP Olympique Lyonnais, Membre du comité d'investissement du stade de la société Olympique Lyonnais Groupe, Président du Conseil d'Administration de Jet Multimédia Argentina, Administrateur de Délicom ⁽⁴⁾ , Administrateur de Jet Multimedia Algérie, Administrateur de Jet Multimédia España ⁽⁴⁾ , Membre du comité stratégique de Jet Multimédia, Gérant SCI Too Vaillant, Gérant SCI Immo Too.

Nom et prénom ou dénomination sociale du mandataire social	Date première nomination	Date échéance du mandat	Fonction principale exercée dans la société	Fonction principale exercée en dehors de la société	Autres mandats et fonctions exercés dans toute société en 2008/09
Jean-Paul Revillon	5/12/2005	AGO approbation comptes 30/06/2011	Administrateur indépendant		Administrateur de la SASP Olympique Lyonnais, Membre du comité d'audit de la société Olympique Lyonnais Groupe, Gérant SARL du Tourvéon, Gérant SARL Sotrabeau.
Serge Manoukian	5/12/2005	AGO approbation comptes 30/06/2013	Administrateur indépendant		Président du Conseil de Surveillance ASFI, Président du Conseil de Surveillance JAFI, Président du Conseil d'Administration MAFI, Administrateur de la SASP Olympique Lyonnais, Membre du comité d'audit de la société Olympique Lyonnais Groupe, Gérant SCI La Fantasque II, Gérant SCI Molinel 75, Gérant SCI Corneille 53, Gérant SCI Steca, Gérant SCI Kari, Gérant SCI du Champ, Gérant SCI Manouk, Gérant SCI SJT, Gérant SCI SM, Co-Gérant SCI Soman.
Gilbert Giorgi	5/12/2005	AGO approbation comptes 30/06/2011	Administrateur	Président Directeur Général de Filying	Directeur Général Filying, Administrateur de la SASP Olympique Lyonnais, Président de la Foncière du Montout, Membre du comité d'investissement du stade de la société Olympique Lyonnais Groupe, Président SAS Argenson, Co-Gérant Espace Para, Co-Gérant Espace Vitton, Co-Gérant Filying Gestion, Co-Gérant Stalingrad Investissement, Co-Gérant Solycogym, Co-Gérant SCI FCG, Co-Gérant SCI Topaze, Co-Gérant SCI Francheville, Co-Gérant SCI Créqui Tête d'Or, Gérant SARL Décolletage Raynaud et Cie, Gérant SCI Mégastore Olympique Lyonnais, Co-Gérant SCI Foncière des Emeraudes, Gérant SARL Tara, Gérant SCI Vaudelubi.
Christophe Comparat	5/12/2005	AGO approbation comptes 30/06/2011	Administrateur		Administrateur de la SASP Olympique Lyonnais, Membre du comité d'investissement du stade de la société Olympique Lyonnais Groupe, Président OL Merchandising, Président-Directeur Général Figesco, Membre de l'Association Olympique Lyonnais, Administrateur de LOU SASP.
Jacques Matagrín	21/12/1998	AGO approbation comptes 30/06/2013	Administrateur	Gérant de Noirclerc Fenêtrier Informatique	Président du Tout Lyon, Administrateur Eurazis, Président Association Olympique Lyonnais, Membre du Comité d'investissement du stade de la société Olympique Lyonnais Groupe, Administrateur OL Voyages, Président SAS OL Restauration ⁽⁵⁾ , Gérant Noirclerc Fenêtrier Informatique, Gérant JM Investissement, Gérant SCI Duvalent, Administrateur Bemore (Suisse)
Michel Crepon	2/10/2006	AGO approbation comptes 30/06/2011	Administrateur		Membre du Conseil de Direction Pathé SAS, Membre du Conseil de Direction de Gaumont Pathé Archives SAS, Représentant Permanent de Pathé au Conseil d'Administration de la SASP Olympique Lyonnais, Membre du comité d'audit de la société Olympique Lyonnais Groupe, Directeur Pathé Distribution Ltd, Directeur Pathé Entertainment Ltd, Directeur Pathé Fund Ltd, Directeur Pathé Pictures Ltd.

Nom et prénom ou dénomination sociale du mandataire social	Date première nomination	Date échéance du mandat	Fonction principale exercée dans la société	Fonction principale exercée en dehors de la société	Autres mandats et fonctions exercés dans toute société en 2008/09
ICMI (représentée par Patrick Bertrand)	6/11/2006	AGO approbation comptes 30/06/2012	Administrateur	Directeur Général de Cegid Group	Patrick Bertrand Directeur Général de Cegid Group, Directeur Général Délégué de Cegid, Président du Conseil d'Administration Quadratus ⁽⁶⁾ , Directeur Général Quadratus ⁽⁷⁾ , Administrateur Servant Soft, Administrateur Expert & Finance, Administrateur et vice-Président Figesco, Membre du Conseil de Surveillance Alta Profits, Membre du comité d'audit de la société Olympique Lyonnais Groupe, Administrateur Civitas.
François-Régis Ory	6/11/2006	AGO approbation comptes 30/06/2012	Administrateur indépendant		Membre du comité d'audit de la société Olympique Lyonnais Groupe, Administrateur de Medicea, Administrateur et Président-Directeur Général de Floréane Medical Implants, Président de la Florentiane, Président de l'Améliane, Gérant SCI l'Amaury, Gérant SCI l'Amelais, Gérant SCI de Chanas, Gérant SC Florine.
Gilbert Saada	8/04/2008	AGO approbation comptes 30/06/2013	Administrateur	Membre du Directoire Eurazeo	Représentant Permanent d'Eurazeo au Conseil d'Administration de Cegid Group ⁽⁸⁾ , Membre du Directoire Eurazeo, Président du Conseil d'Administration Europcar Groupe, Président du Conseil d'Administration d'Holdelis, Représentant Permanent d'Eurazeo au Conseil d'Administration de LT Participations, Gérant de Clay Tiles Participations SARL, Gérant de Eurazeo Entertainment Lux, Administrateur Bluebirds Participations SA, Président du Conseil d'Administration de Satbirds Président du Conseil d'Administration de Legendre Holding 7, 16, 17, 19, 20, Gérant de Broletto 3 srl (Italie) et de Lauro 2007 srl (Italie), Chairman of the Board of Directors of Broletto 2 srl (Italie), Chief Executive Officer et Gérant Euraléo (Italie), Gérant Eurazéo Italia, Représentant Permanent d'Eurazeo au Conseil de Surveillance de Rexel, Directeur Général et Administrateur de Legendre Holding 18, Administrateur IPSOS, Member of the Board of Directors of SIIT (Italie), Member of the Board of Directors of VIIT (Italie), Président Catroux SAS.

⁽¹⁾ jusqu'au 26 février 2009

⁽²⁾ Nomination en date du 25 février 2009

⁽³⁾ Nomination en date du 23 février 2009

⁽⁴⁾ jusqu'au 1^{er} juillet 2008, date de sa démission de ses fonctions

⁽⁵⁾ jusqu'au 3 avril 2009

⁽⁶⁾ jusqu'au 27 avril 2009

⁽⁷⁾ à compter du 27 avril 2009

⁽⁸⁾ jusqu'au 26 novembre 2008

RÉCAPITULATIF DES DÉLÉGATIONS DE COMPÉTENCES ET DE POUVOIRS ACCORDÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION ART. L. 225-129-1 ET L. 225-129-2 DU CODE DE COMMERCE - UTILISATION AU COURS DE L'EXERCICE 2008/2009

Autorisation	Utilisée	Non utilisée
1. Délégation de compétence au Conseil d'Administration en vue d'émettre des actions ordinaires et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, avec maintien du droit préférentiel de souscription (AGE 6 novembre 2006)		X
2. Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social, avec suppression du droit préférentiel de souscription et appel public à l'épargne (AGE 6 novembre 2006)		X
3. Autorisation au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'émission de titres de capital et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital social en fixant le prix d'émission et ce dans la limite de 10 % du capital social (AGE 6 novembre 2006)		X
4. Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des titres de capital et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital social, en vue de rémunérer des apports de titres en cas d'offre publique initiée par la société (AGE 6 novembre 2006)		X
5. Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des titres de capital et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital social, en vue de rémunérer des apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital social (dix-septième résolution) (AGE 6 novembre 2006)		X
6. Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social de la société par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, de fusion ou d'apport ou de toutes autres sommes dont la capitalisation serait admise (AGE 6 novembre 2006)		X
7. Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à une augmentation du nombre de titres à émettre en cas d'augmentation du capital social de la société avec ou sans droit préférentiel de souscription (AGE 6 novembre 2006)		X
8. Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social de la société, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions réservées aux salariés (AGE 6 novembre 2006)		X
9. Autorisation à donner au Conseil d'Administration de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions (AGE 6 novembre 2006)		X
10. Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre (AGE 6 novembre 2006)		X

Les délégations consenties par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 6 novembre 2006 ont été remplacées par celles décidées lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 novembre 2008.

Autorisation	Utilisée	Non utilisée
11. Autorisation consentie au Conseil d'Administration d'émettre des valeurs mobilières avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires (AGE 28 novembre 2008)		x
12. Autorisation consentie au Conseil d'Administration d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes (AGE 28 novembre 2008)		x
13. Autorisation consentie au Conseil d'Administration d'émettre des valeurs mobilières avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (AGE 28 novembre 2008)		x
14. Autorisation consentie au Conseil d'Administration d'augmenter le montant des émissions en cas de demandes excédentaires (AGE 28 novembre 2008)		x
15. Autorisation consentie au Conseil d'Administration de fixer librement le prix, dans la limite du plafond autorisé et de 10 % du capital par an (AGE 28 novembre 2008)		x
16. Autorisation consentie au Conseil d'Administration de procéder à une augmentation de capital limitée à 10 % du capital visant à rémunérer des apports en naturel (AGE 28 novembre 2008)		x
17. Autorisation consentie au Conseil d'Administration de décider de l'émission de bons de souscription à titre gratuit aux actionnaires de la société (AGE 28 novembre 2008)		x
18. Autorisation donnée au Conseil d'Administration de consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions en faveur des membres du personnel et/ou des mandataires sociaux des sociétés du Groupe (AGE 28 novembre 2008)		x
19. Autorisation consentie au Conseil d'Administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre (AGE 28 novembre 2008)		x

RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Date d'arrêt Durée de l'exercice	30/06/09 12 mois	30/06/08 12 mois	30/06/07 12 mois	30/06/06 12 mois	30/06/05 12 mois
Capital en fin d'exercice					
Capital social	20 126 756	20 126 756	20 126 756	14 155 304	14 155 304
Nombre d'actions ordinaires	13 241 287	13 241 287	13 241 287	931 270	931 270
Nombre maximum d'actions à créer					
Opérations et résultats					
Chiffre d'affaires hors taxes	8 013 358	8 622 298	7 150 206	4 010 447	941 000
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	6 895 988	24 199 434	13 419 856	1 567 516	592 355
Impôts sur les bénéfices	79 766	1 445 243	774 031	194 613	68 651
Participation des salariés		86 862	82 557	73 279	
Dot. amortissements et provisions	2 755 394	212 363	180 851	31 279	4 360
Résultat net	4 060 829	22 454 966	12 382 417	1 268 345	519 344
Résultat distribué	1 853 780 *	1 853 780	1 853 780	931 270	372 508
Résultat par action					
Résultat après impôt, participation, avant dot. amortissements, provisions	1	2	1	1	1
Résultat après impôt, participation, dot. amortissements et provisions	0	2	1	1	1
Dividende attribué	0,14 *	0,14	0,14	1	0,40
Personnel					
Effectif moyen des salariés	40	38	38	22	6
Masse salariale	2 362 988	2 342 673	2 049 949	1 318 289	367 865
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	1 053 533	1 004 658	924 454	592 090	164 000

* Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale du 7 décembre 2009

Le Conseil d'Administration



PROJET OL LAND

OL Land : Une ambition économique forte, une démarche éco-responsable exigeante

- Le projet de construction d'un Grand Stade sur le site de Décines est un projet unique pour l'agglomération lyonnaise et pour l'Olympique Lyonnais.

Le nouveau stade, implanté à Décines sur le site de Montout sur un terrain de 50 hectares, offrirait une capacité d'environ 60 000 places (dont plus de 6 000 places Club Affaires).

Le Club devrait y installer son siège social, ainsi qu'une boutique. OL Land devrait comprendre notamment un centre d'entraînement, une salle des trophées, un musée, un centre de loisirs sportif, deux hôtels, un parking.

Il participe tout à la fois de la politique d'aménagement du territoire et de développement économique de la région et d'une ambition de l'OL de devenir un acteur majeur du sport et du divertissement sportif en France et en Europe.

- Ce projet de Grand Stade s'inscrit aussi dans le cadre de la nécessité, pour le sport français, de se doter d'enceintes sportives modernes et répondant aux exigences du public en termes d'accessibilité et de qualité d'accueil.

Les Parlementaires ont adopté le 22 juillet 2008 la reconnaissance du caractère d'intérêt général des enceintes sportives afin de faciliter les investissements connexes notamment les accès, et permettre à notre pays de pouvoir prétendre candidater à l'organisation d'événements de premier plan tel que l'Euro 2016.

- Enfin, élément essentiel, l'Olympique Lyonnais a souhaité que le développement durable soit pris en compte dès la conception de ce projet. Celui-ci répondra donc de manière ambitieuse aux exigences qu'imposent le respect de l'écosystème environnant, les économies d'énergie, la gestion de l'eau et des déchets, le traitement des nuisances et l'insertion professionnelle de publics en difficulté.

- Ainsi, le projet OL Land est un projet éco-responsable qui intègre de nombreux impératifs :

- **la nécessité d'assurer la continuité écologique du territoire** sur lequel il sera implanté, en créant des espaces refuges pour certaines espèces animales et certains milieux écologiques spécifiques (zones humides, prairies de fauche, zones de boisement) et en prenant en compte la diversité des espèces présentes (taille spécifique des arbres, maintien d'arbres abattus comme lieux d'habitat de certaines espèces, gestion des périodes de fauche, etc...) afin de maintenir la diversité écologique de la zone ;
- **le respect au plus près des cycles et du cheminement naturel des eaux** pour garantir leur infiltration dans les meilleures conditions grâce à des sols perméables, en évitant tout mélange des eaux pluviales dans les réseaux d'assainissement et en les réutilisant au maximum, notamment dans les circuits sanitaires et pour les besoins liés à l'animation et à l'arrosage sur le site ;
- **la bonne gestion des déchets et celle de l'énergie**, avec la mise en place sur le site d'un système de tri des déchets (en particulier des points d'apport volontaire), et d'une stratégie énergétique visant non seulement à limiter la consommation d'énergie grâce à l'utilisation de technologies à fort rendement, mais aussi à utiliser les énergies renouvelables telle que l'énergie solaire avec l'installation de plus de 13 000 m² de panneaux photovoltaïques sur le toit du stade ;
- **la promotion des modes de transport doux** en privilégiant les transports en commun et en limitant les accès en voiture sur le site même d'OL Land, tant pour des raisons de sécurité que de nuisances ;

- la mise en place d'une « stratégie antibruit » avec l'ADEME visant à appréhender les effets des différents événements sur l'acoustique et à s'assurer que le stade est conçu de manière à ce que la plus grande partie du bruit reste à l'intérieur de l'enceinte.

Durant l'exercice le projet OL Land s'est poursuivi et plusieurs étapes ont été franchies :

- Le 13 octobre 2008 : **Vote d'un Protocole d'engagement des Partenaires** qui devront conduire l'ensemble de leurs actions respectives avec comme objectif une date cible de livraison des infrastructures mai 2013. Chacun des partenaires s'oblige à mettre en œuvre les moyens et les cadres de conventionnement adaptés pour aboutir à cet objectif.

Les partenaires sont :

- l'Etat représenté par le Préfet J. Gerault ;
 - le Grand Lyon représenté par son Président G. Collomb ;
 - le Conseil Général représenté par son Président M. Mercier ;
 - le SYTRAL représenté par son Président B. Rivalta ;
 - la Mairie de Décines représentée par son Maire P. Credo et l'Olympique Lyonnais représenté par son Président JM Aulas).
- Novembre 2008 : **Présentation du rapport d'Eric Besson "Accroître la compétitivité des clubs de football professionnel français" et du rapport de la Commission Grands Stades Euro 2016** présidée par Philippe Seguin qui préconisent notamment la reconnaissance du Caractère d'Intérêt Général des enceintes sportives et de leurs équipements connexes qu'ils soient d'initiative publique ou privée.
 - Le 12 décembre 2008 : **Signature d'un partenariat avec l'ADEME** (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) qui s'inscrit dans une démarche de développement durable pour construire un stade à la fois moderne et écologique.
 - Le 5 mars 2009 : **Officialisation de la Candidature de la France pour l'Euro 2016**, candidature fondée sur la capacité à présenter 9 stades de plus de 30 000 places (plus 3 en réserve, dont notamment le nouveau stade de l'Olympique Lyonnais).
 - Le 10 juin 2009 : **Visite à Lyon de JP Escalettes et F. Thiriez dans le cadre de la tournée des villes candidates à l'organisation de l'Euro 2016**, avec notamment présentation du projet OL Land. Ces derniers ont qualifié le projet d'« exemplaire », « magnifique », « pouvant être pilote pour de nombreux aspects et particulièrement pour le développement durable, qui sera au cœur de la décision de l'UEFA ».
 - Le 6 juillet 2009 : **Vote favorable intervenu au sein du Conseil Communautaire du Grand Lyon concernant l'arrêt de Projet du Plan Local d'Urbanisme n°1**, l'adoption de cet arrêt de projet de révision du PLU constituant une étape importante dans la mise en œuvre du projet de Grand Stade.
 - Le 22 juillet 2009 : **Promulgation de la loi reconnaissant le caractère d'Intérêt Général des enceintes sportives et de leurs équipements connexes qu'ils soient d'initiative publique ou privée**, dans le cadre de la loi de développement et de modernisation des services touristiques.

Pendant cette période, l'Olympique Lyonnais a finalisé l'avant projet du stade (AVP) en collaboration avec les cabinets d'urbanisme (Buffi & Associés), d'architecture (Populous ex HOK) et les bureaux d'études.

De même durant l'exercice, sous l'égide de la Préfecture, les 4 groupes de travail (Accessibilité, Sécurité, Environnement, Urbanisme) constitués des différents partenaires (Etat, Conseil Général, Grand Lyon, collectivités locales, Sytral) se sont réunis à de nombreuses occasions.

Dans ce contexte favorable, OL Groupe poursuit la mise en œuvre de son projet OL Land à Décines et rappelle son objectif d'en finaliser la construction pour le deuxième semestre 2013.



GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE

Rapport du Président du Conseil d'Administration relatif aux conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil, aux éventuelles limitations apportées aux pouvoirs du Directeur Général et aux procédures de contrôle interne mises en place par le groupe Olympique Lyonnais Groupe.

En application des dispositions figurant dans l'article L.225-37 alinéa 6 du Code de Commerce, il vous est rendu compte ci-après des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration, du fonctionnement de la Direction Générale, ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par le groupe OL.

Nous vous précisons que la société se réfère au Code de gouvernement d'entreprise AFEP/MEDEF (ce code peut être consulté sur le site Internet du MEDEF : www.medef.fr) ainsi qu'au guide d'élaboration du document de Référence à destination des VaMPS, pour les dispositions de ces documents qui lui sont transposables.

Conformément aux dispositions de l'alinéa 8 de l'article L.225-37 du Code de Commerce, le présent rapport précise le cas échéant, lesquelles des dispositions des recommandations AFEP-MEDEF qui auraient été écartées et les raisons pour lesquelles elles l'ont été.

I - CONDITIONS DE PRÉPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

1. Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration de votre société comprend quatorze administrateurs, dont douze personnes physiques et deux personnes morales.

Le Conseil d'Administration est composé comme suit :

- Monsieur Jean-Michel Aulas, Président-Directeur Général,
- Monsieur Jérôme Seydoux, Administrateur, Vice-Président,
- Monsieur Michel Crepon, Administrateur,
- Société ICMI, représentée par Monsieur Patrick Bertrand, Administrateur,
- Société GL Events représentée par Monsieur Olivier Ginon, Administrateur,
- Monsieur Christophe Comparat, Administrateur,
- Monsieur Gilbert Giorgi, Administrateur,
- Monsieur Jacques Matagrín, Administrateur,
- Monsieur Jean-Pierre Michaux, Administrateur,
- Monsieur Serge Manoukian, Administrateur,
- Monsieur François-Régis Ory, Administrateur,
- Monsieur Eric Peyre, Administrateur,
- Monsieur Jean-Paul Revillon, Administrateur,
- Monsieur Gilbert Saada, Administrateur.

Le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois au cours de l'exercice 2008/2009 ; il a été constaté la présence de la majorité des administrateurs lors de ces réunions. Les Commissaires aux Comptes sont convoqués à l'ensemble des réunions du Conseil. La convocation est faite par le Président et intervient par courrier et télécopie. Les délais moyens de convocation du Conseil sont de quinze jours environ, un calendrier prévisionnel étant établi en début d'exercice. Les réunions ont lieu au siège social, soit physiquement soit par visioconférence ou téléconférence. Lors des réunions des dossiers confidentiels sont remis aux administrateurs afin notamment de leur présenter les projets sur lesquels ils sont amenés à se prononcer.

Il est précisé que les fonctions de Direction Générale sont assumées par le Président du Conseil d'Administration conformément à la décision du Conseil d'Administration en date du 16 décembre 2002 qui s'est prononcé en faveur d'un cumul des fonctions.

Les principaux travaux du Conseil d'Administration durant l'exercice 2008/2009 ont concerné :

- L'évolution et la négociation des accords commerciaux et de partenariats du Groupe,
- Le suivi du dossier du grand stade dans le cadre du dossier OL Land et plus particulièrement le suivi et l'accompagnement du projet tant auprès des collectivités locales que des instances législatives.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 alinéa 7, il est porté à votre connaissance les règles et principes arrêtés par le Conseil d'Administration pour déterminer les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux.

A ce titre, il est rappelé que le versement de jetons de présence constitue la seule rémunération perçue par les mandataires sociaux au sein de la société Olympique Lyonnais Groupe. Les critères de répartition des jetons de présence entre les administrateurs sont les suivants :

- La présence aux réunions ;
- L'application d'un coefficient de pondération pour le Président et le vice-Président ;
- La prise en compte des missions particulières accomplies par les administrateurs au cours de l'exercice.

Critères d'indépendance des membres du Conseil d'Administration

Le règlement intérieur du Conseil d'Administration définit les conditions d'indépendance des membres.

Conformément aux rapports de l'AFEP et du MEDEF sont notamment considérés comme indépendants les membres du Conseil d'Administration qui n'exercent pas de fonction de Direction dans la société ou le Groupe auquel elle appartient et qui n'entretiennent, directement ou indirectement, aucune relation de quelque nature que ce soit avec la société Olympique Lyonnais Groupe, le Groupe ou leur direction, qui puisse compromettre l'exercice de leur liberté de jugement. En particulier, les membres du Conseil d'Administration répondant aux critères suivants seront présumés indépendants :

- ne pas être salarié ou mandataire social de la société Olympique Lyonnais Groupe ou d'une société du Groupe et ne pas l'avoir été au cours des cinq dernières années ;
- ne pas être mandataire social d'une société dans laquelle la société Olympique Lyonnais Groupe détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un mandataire social de la société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat d'administrateur ;
- ne pas être client, fournisseur, banquier d'affaires, banquier de financement significatif de la société, d'une société du Groupe ou pour lequel la société Olympique Lyonnais Groupe représente une part significative de l'activité ;
- ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social ;
- ne pas avoir été auditeur légal ou contractuel de la société Olympique Lyonnais Groupe au cours des cinq dernières années ;

- et ne pas avoir été membre du Conseil d'Administration de la société Olympique Lyonnais Groupe depuis plus de douze ans à la date à laquelle son mandat en cours lui a été conféré.

Il est précisé que l'expression « mandataire social » désigne toute personne assumant dans la société Olympique Lyonnais Groupe ou l'une des sociétés du Groupe, des fonctions de directeur à savoir tout président, président du Conseil d'Administration, directeur général ou directeur général délégué de la société Olympique Lyonnais Groupe ou d'une société du Groupe, à l'exception des membres du Conseil d'Administration, sous réserve que ceux-ci ne perçoivent, en dehors des jetons de présence versés par la société Olympique Lyonnais Groupe, aucune autre forme de rémunération de la part de la société ou des sociétés du Groupe.

Le Conseil d'Administration a examiné la situation de chacun des administrateurs et a constaté que Monsieur Jean-Paul Revillon, Monsieur Serge Manoukian, Monsieur Jean-Pierre Michaux, Monsieur Olivier Ginon et Monsieur François-Régis Ory peuvent être considérés comme administrateurs indépendants au sens où ils n'entretiennent aucune relation directe ou indirecte significative avec la société ou le Groupe, ses actionnaires ou ses dirigeants, qui puisse influencer sur l'exercice de leur liberté de jugement.

Charte de l'administrateur

Le règlement intérieur couvre en particulier les compétences du Conseil d'Administration, des administrateurs, l'organisation des travaux du Conseil d'Administration et établit une charte de l'administrateur qui offre un cadre déontologique à l'exercice par les administrateurs de leur mandat.

La charte de l'administrateur prévoit en particulier que :

- chaque administrateur, quel que soit son mode de désignation, représente l'ensemble des actionnaires ;
- chaque administrateur veille à maintenir en toutes circonstances son indépendance d'analyse, de jugement, de décision et d'action ;
- chaque administrateur s'engage à ne pas rechercher ou accepter tout avantage susceptible de compromettre son indépendance ;
- chaque administrateur, avant d'accepter ses fonctions, doit prendre connaissance des obligations générales ou particulières attachées à sa fonction, et notamment des textes légaux ou réglementaires applicables, des statuts, du règlement intérieur et de la présente charte ainsi que tout complément que le Conseil d'Administration estime nécessaire de lui communiquer ;
- chaque administrateur, qu'il soit en son nom personnel ou représentant permanent d'une personne morale, doit posséder l'équivalent d'au moins une action. A défaut de détenir cette action lors de son entrée en fonction ou si, au cours de son mandat, il cessait d'en être propriétaire, l'administrateur dispose de trois mois pour se mettre en conformité avec cette obligation ;
- chaque administrateur s'abstient d'effectuer des opérations sur les titres de sociétés dans lesquelles (et dans la mesure où) il dispose, en raison de ses fonctions, d'information non encore rendues publiques ; et
- chaque administrateur doit informer le Conseil d'Administration de tout conflit d'intérêts, y compris potentiel, dans lequel il pourrait directement ou indirectement être impliqué. Il s'abstient de participer aux débats et à la prise de décision sur les sujets concernés.

La charte de l'administrateur rappelle également la réglementation boursière applicable en matière de délit d'initié, de manquement aux obligations d'information et de manipulation en cours.

2. Rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 alinéa 9 du Code de Commerce, il doit être porté à votre connaissance les principes et règles arrêtés par le Conseil d'Administration pour déterminer les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux.

A cet effet, il est rappelé que le versement des jetons de présence constitue la seule rémunération perçue, au sein de la société Olympique Lyonnais Groupe par les mandataires sociaux. Le Conseil d'Administration détermine la répartition des jetons de présence entre les administrateurs en retenant des critères : la présence aux réunions, l'application d'un coefficient de pondération pour le Président et le Vice-Président, la réalisation de missions particulières accomplies par certains administrateurs au cours de l'exercice concerné.

Compte tenu des précisions apportées ci-dessus, il n'existe pas de comité des rémunérations étant précisé que, dans l'éventualité de la mise en place d'un plan de stock-options ou d'attribution gratuite de la société, celui-ci serait décidé par le Conseil d'Administration statuant sur autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Le rapport de gestion donne en page 40 du Rapport Annuel dans lequel figure également le présent rapport, le détail des rémunérations versées aux mandataires sociaux.

La société a indiqué, dans un communiqué en date du 29 décembre 2008, que le Conseil d'Administration considérait que les recommandations AFEP/MEDEF s'inscrivent dans la démarche de gouvernement d'entreprise de la société. Conformément aux recommandations AFEP/MEDEF du 6 octobre 2008 et à la recommandation de l'Autorité des Marchés Financiers du 22 décembre 2008 des tableaux figurant en pages 39 et 41 du Rapport Annuel, dans lequel figure également le présent rapport, reprennent les éléments d'information concernant la rémunération des mandataires sociaux et des dirigeants mandataires sociaux.

3. Pouvoirs du Directeur Général

Le Conseil d'Administration a prévu, dans le règlement intérieur, un certain nombre de mécanismes visant à encadrer les pouvoirs du Directeur Général de la société Olympique Lyonnais Groupe.

Outre les autorisations préalables expressément prévues par la loi notamment aux articles L.225-35 et L.225-38 du Code de Commerce, à titre de limitation de pouvoirs, le Directeur Général devra soumettre à autorisation préalable du Conseil d'Administration certaines opérations réalisées par la société en considération de leur nature ou lorsqu'elles dépassent un certain montant et notamment :

- La conclusion de nantissements, l'octroi de toutes hypothèques ou sûretés portant sur tout actif immobilier de la société ;
- L'octroi de toutes facilités de crédit en dehors de la gestion courante des affaires de la société ou l'octroi de tous prêts, avances, garanties, avals, cautions, indemnités de quelque nature que ce soit ;
- Toute décision significative relative à l'exploitation des droits audiovisuels ou tout autre partenariat audiovisuel envisagé par la société ou une filiale du Groupe ;
- La création, l'acquisition ou la souscription au capital de toute filiale ou la prise de participation significative dans le capital de toute société, ainsi que l'augmentation ou la réduction significative de toute participation existante.

4. Comités mis en place par le Conseil d'Administration

Dans un souci de transparence et d'information, la société Olympique Lyonnais Groupe a souhaité mettre en place dans son règlement intérieur des dispositions s'inspirant des recommandations du rapport AFEP/MEDEF intitulé « Le gouvernement d'entreprise des sociétés cotées » d'octobre 2003 qui consolide les recommandations des rapports Viénot (juillet 1995 et juillet 1999) et du rapport Bouton (septembre 2002), pour autant qu'elles soient compatibles avec l'organisation et la taille de la société.

A cette fin, le Conseil d'Administration de la société Olympique Lyonnais Groupe a créé un comité d'audit ainsi qu'un comité d'investissement du stade dont les missions sont les suivantes :

Comité d'audit :

Le comité d'audit est composé de cinq membres, dont une majorité de membres indépendants, nommés par le Conseil d'Administration. Ni le Président, ni le directeur Général, ni les membres de la Direction Générale ne peuvent être membre de ce comité. Lors de leur nomination, ils reçoivent, si nécessaire, une formation sur les spécificités comptables, financières et opérationnelles de la société et du Groupe. Le Président du comité d'audit est nommé par le Conseil d'Administration. Le comité d'audit se réunit au moins quatre fois par an, sur l'initiative de son Président et du Président du Conseil d'Administration pour examiner les comptes annuels, les comptes semestriels et les situations trimestrielles avant leur soumission au Conseil d'Administration.

Le comité d'audit a pour mission :

- d'apporter son assistance au Conseil d'Administration dans sa mission relative à l'examen et à l'arrêté des comptes annuels et semestriels ;
- d'examiner les états financiers annuels et semestriels de la société/du Groupe et les rapports y afférents avant qu'ils soient soumis au Conseil d'Administration ;
- d'entendre les Commissaires aux Comptes et recevoir communication de leurs travaux d'analyses et de leurs conclusions ;
- d'examiner et de formuler un avis sur les candidatures aux fonctions de Commissaires aux Comptes de la société/du Groupe à l'occasion de toute nomination ;
- de s'assurer du respect des règles d'incompatibilité des Commissaires aux Comptes avec lesquels il a des contacts réguliers, d'examiner, à ce titre, l'ensemble des relations qu'ils entretiennent avec la société/le Groupe et de formuler un avis sur les honoraires sollicités ;
- d'examiner périodiquement les procédures de contrôle interne et plus généralement les procédures d'audit, de comptabilité ou de gestion en vigueur dans la société et dans le Groupe auprès du Directeur Général, auprès des services d'audit interne, ainsi qu'auprès des Commissaires aux Comptes ;
- de se saisir de toute opération ou de tout fait ou événement pouvant avoir un impact significatif sur la situation de la société/du Groupe en termes d'engagements et/ou de risques ; et
- de vérifier que la société/le Groupe est doté(e) de moyens (audit, comptable et juridique) adaptés à la prévention des risques et anomalies de gestion des affaires de la société/du Groupe.

Le comité d'audit émet des propositions, recommandations et avis selon le cas, et rend compte de ses missions au Conseil d'Administration. A cette fin, il peut faire appel à tout conseil ou expert extérieur qu'il juge utile. Le comité d'audit peut décider d'inviter, en tant que de besoin, toute personne de son choix à ces réunions. Le président du comité d'audit rend compte au Conseil d'Administration des travaux du comité.

La composition du comité d'audit a été arrêtée par le Conseil d'Administration du 6 novembre 2006 comme suit:

- Monsieur François-Régis Ory,
- Monsieur Michel Crepon,
- Monsieur Patrick Bertrand,
- Monsieur Serge Manoukian,
- Monsieur Jean-Paul Revillon.

Ces membres ont été nommés pour la durée de leur mandat d'administrateur. Monsieur François-Régis Ory a été nommé en qualité de Président du comité d'audit pour la durée de son mandat.

Au cours de l'exercice 2008/2009, le comité d'audit s'est réuni cinq fois ; à l'occasion de ces réunions il a été constaté la présence effective de la majorité des membres du comité.

Comité d'investissement du stade

Les membres du comité d'investissement du stade sont nommés par le Conseil d'Administration parmi les administrateurs de la société et sont, au maximum, au nombre de sept. Le Président du comité d'investissement du stade est nommé par le Conseil d'Administration.

Le comité d'investissement du stade a pour mission de suivre le déroulement du projet de nouveau stade et les éventuels développements connexes. Le comité d'investissement du stade peut entendre toute personne, y compris des tiers à la société, dont l'audition lui paraît utile dans l'accomplissement de ses missions.

Il peut également recourir à des experts extérieurs en tant que de besoin. Le comité d'investissement du stade ne peut traiter de sa propre initiative de questions qui déborderaient du cadre de sa propre mission.

La composition initiale du comité d'investissement du stade a été arrêtée par le Conseil d'Administration du 6 novembre 2006 et complétée par le Conseil d'Administration du 24 avril 2007. Le comité d'investissement du stade est actuellement composé comme suit :

- Monsieur Jean-Michel Aulas,
- Monsieur Jérôme Seydoux,
- Monsieur Gilbert Giorgi,
- Monsieur Olivier Ginon,
- Monsieur Jacques Matagrín,
- Monsieur Eric Peyre,
- Monsieur Christophe Comparat.

Ces membres ont été nommés pour la durée de leur mandat d'administrateur. Monsieur Jean-Michel Aulas a été nommé en qualité de Président du comité d'investissement du stade pour la durée de son mandat.

Au cours de l'exercice 2008/2009, le comité d'investissement du stade s'est réuni une fois ; à l'occasion de cette réunion il a été constaté la présence effective de l'ensemble des membres du comité.

4. 5. Composition du capital social – Conditions de participation des actionnaires aux Assemblées Générales

La composition du capital social, au 30 juin 2009, figure en page 37 du Rapport Annuel dans la partie relative au rapport de gestion de l'exercice clos le 30 juin 2009.

Les conditions de participation et d'accès aux Assemblées Générales sont mentionnées dans l'article 23 des statuts.

,

II - DISPOSITIF DU CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

Le contrôle interne de la société est assuré par une équipe de dirigeants composée notamment du Directeur Général – finances et commercial, du Directeur Général adjoint en charge de la communication, du Directeur Général adjoint en charge de la sécurité et des relations avec les instances sportives et du Directeur Général adjoint en charge du merchandising, des ressources humaines, des services technologiques et du projet de stade.

Le contrôle interne de la société sur l'ensemble de ses filiales est assuré par deux contrôleurs de gestion.

Le contrôle est assuré par un comité de direction assisté des différents directeurs de services. Ce comité se réunit environ une fois par mois sous l'impulsion et en présence du Directeur Général – finances et commercial de la société. Ce comité identifie les risques éventuels inhérents aux activités exercées par la société et ses filiales et veille au respect de la bonne application des mesures de contrôle interne.

Les directeurs opérationnels des filiales organisent régulièrement des réunions de façon à appliquer les directives et établir des comptes-rendus destinés à permettre aux organes de direction et au comité de surveiller l'application et l'exécution des mesures de contrôle.

Ce système permet ainsi d'assurer des contrôles réguliers relatifs à (i) l'organisation du système comptable et de gestion, (ii) l'organisation du système de gestion et de contrôle des ressources humaines, (iii) l'activité opérationnelle et (iv) l'élaboration de l'information financière et comptable.

Suite aux propositions du comité d'audit et des Commissaires aux Comptes, les procédures existantes ont été améliorées et le contrôle interne renforcé, notamment en matière de billetterie, trésorerie et cycle achats/fournisseurs. De plus la police d'assurance joueurs a été complétée à compter du 17 avril 2008, de manière à couvrir l'ensemble de l'effectif joueurs en cas d'accident collectif.

L'organisation du système comptable et de gestion

L'organisation du système comptable et de gestion est placée sous le contrôle du Directeur Général – finances et commercial de la société. Elle se traduit notamment par des comptes-rendus réguliers liés à l'activité de chacune des filiales à destination de la Direction Générale et des directeurs de filiales ainsi que par des règles de délégation de signature et d'engagements de dépenses respectant la séparation des fonctions.

L'organisation du système de gestion et de contrôle des ressources humaines

L'organisation du système de gestion et de contrôle des ressources humaines est assurée par deux responsables du contrôle de gestion et un responsable des ressources humaines pour la totalité du Groupe. Les recrutements des collaborateurs s'effectuent au travers d'une triple validation du directeur concerné, du responsable des ressources humaines et du Directeur Général – finances et commercial de la société. La Direction Générale gère le recrutement des joueurs de football professionnels effectué par la SASP OL. Le recrutement de joueurs obéit à un régime particulier, étant précisé que le choix des joueurs est proposé par le Manager Général. Le recrutement définitif d'un joueur professionnel nécessite notamment la validation préalable d'un cabinet d'avocats extérieur avec le concours du Manager Général et du Directeur Général adjoint en charge du sportif, qui a une parfaite connaissance des directives établies par les instances du football et qui s'appliquent au Club pour les contrats joueurs. Le cas échéant, les contrats joueurs professionnels et autres sont signés par la Direction Générale ou conjointement par le Directeur Général finance et commercial et le Directeur Général adjoint en charge du sportif.

Le contrôle des ressources humaines porte également sur la gestion des rémunérations et la gestion des compétences.

Le contrôle de l'activité opérationnelle

Les différentes activités opérationnelles donnent lieu à des opérations de contrôle visant à assurer le suivi des risques identifiés et liés aux activités exercées, l'élaboration et la formalisation d'indicateurs de suivi d'activité, et notamment :

- pour les prises de décision et de suivi des investissements et de développement sous l'impulsion et la responsabilité du directeur de filiale concerné ;
- pour les achats et les suivis des montants de stocks pour les filiales dont l'activité nécessite un stock ;
- pour le suivi des postes de frais généraux.

L'élaboration de l'information financière et comptable

L'élaboration de l'information financière et comptable s'effectue grâce à un système comptable et de gestion, permettant de faciliter le suivi de l'exhaustivité, de la correcte évaluation des transactions et l'élaboration des informations comptables et financières selon les règles et méthodes comptables en vigueur et appliquées par la société tant pour les comptes sociaux que pour les comptes consolidés. Les comptes consolidés annuels et semestriels sont établis selon une procédure de remontée d'information de toutes les entités du Groupe qui vise à garantir d'une part, l'exhaustivité de l'information du périmètre de consolidation, et d'autre part l'application exhaustive des règles de consolidation en vigueur au sein du Groupe. La Direction Générale contrôle les informations comptables et financières produites par la Direction Financière. Ces informations sont contrôlées par les Commissaires aux Comptes qui sont informés en amont du processus d'élaboration des comptes, qui procèdent aux vérifications selon les normes en vigueur et qui présentent la synthèse de leurs travaux à la Direction Générale du Groupe et au comité d'audit lors des clôtures semestrielles et annuelles.

Les actions de la société Olympique Lyonnais Groupe sur le compartiment C d'Euronext, l'information comptable et financière fait l'objet d'une diffusion régulière au moyen de plusieurs médias (communiqués de presse, Actusnews diffuseur agréé AMF, site Euronext, site Boursorama, publications financières, réunions d'analystes financiers, réunions d'investisseurs).

Le Président du Conseil d'Administration
Monsieur Jean-Michel Aulas

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES, ÉTABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.225-235 DU CODE DE COMMERCE, SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ OLYMPIQUE LYONNAIS GROUPE

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société Olympique Lyonnais Groupe, et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de Commerce au titre de l'exercice clos le 30 juin 2009.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par les articles L.225-37 du Code de Commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de Commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnel applicable en France.

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de Commerce.

Villeurbanne et Lyon, le 27 octobre 2009

Orfis Baker Tilly
Michel Champetier

Cogeparc
Stéphane Michoud



COMPTES CONSOLIDÉS

Au 30 juin 2009

Compte de résultat

(en K€)	Notes	Du 01/07/08 au 30/06/09	% du C.A.	Du 01/07/07 au 30/06/08	% du C.A.	Du 01/07/06 au 30/06/07	% du C.A.
Produits des activités	5.1	191 995	100 %	211 642	100 %	214 077	100 %
Produits des activités (hors contrats joueurs)	5.1	139 613	73 %	155 712	74 %	140 553	66 %
Achats consommés	5.2	-17 064	9 %	-18 362	9 %	-17 684	8 %
Charges externes		-18 640	10 %	-19 444	9 %	-14 135	7 %
Impôts, taxes et versements assimilés		-5 229	3 %	-3 711	2 %	-4 059	2 %
Charges de personnel	5.4	-95 148	50 %	-100 058	47 %	-93 469	44 %
Excédent brut d'exploitation hors contrats joueurs	2.11.2	3 532	2 %	14 137	7 %	11 206	5 %
Dotations aux amortissements et provisions nettes	5.3	-1 760	-1 %	-2 705	-1 %	-936	0 %
Autres produits et charges opérationnels courants		-2 203	1 %	-4 016	2 %	-2 882	-1 %
Résultat opérationnel courant hors contrats joueurs		-431	0 %	7 416	4 %	7 388	3 %
Produits de cession des contrats joueurs	5.1	52 382	27 %	55 930	26 %	73 524	34 %
Valeur résiduelle des contrats joueurs	5.5	-10 104	5 %	-10 296	5 %	-28 762	13 %
Excédent brut d'exploitation sur contrats joueurs	2.11.2	42 278	22 %	45 634	22 %	44 762	21 %
Dotations aux amortissements et provisions nettes	5.3	-34 300	18 %	-25 975	12 %	-24 114	11 %
Résultat opérationnel courant sur contrats joueurs		7 979	4 %	19 659	9 %	20 648	10 %
Excédent brut d'exploitation		45 810	24 %	59 771	28 %	55 968	26 %
Résultat opérationnel courant		7 547	4 %	27 075	13 %	28 036	13 %
Autres produits et charges opérationnels non courants	2.11.2	270					
Résultat opérationnel		7 817	4 %	27 075	13 %	28 036	13 %
Résultat financier	5.6	600	0 %	3 601	2 %	764	0 %
Résultat avant impôt		8 417	4 %	30 676	14 %	28 800	13 %
Charge d'impôt	5.7	-3 065	2 %	-10 669	5 %	-10 278	5 %
Quote part de résultat net des entreprises associées	4.1.5	15	0 %	62	0 %	76	0 %
Résultat net de l'exercice		5 366	3 %	20 069	9 %	18 598	9 %
Résultat revenant aux actionnaires de la société		5 143	3 %	19 943	9 %	18 470	9 %
Résultat revenant aux intérêts minoritaires		223		126		128	

Bilan actif

Montants nets (en K€)	Notes	30/06/09	30/06/08	30/06/07
Immobilisations incorporelles				
Goodwills	4.1.1	2 221	2 162	2 526
Contrats joueurs	4.1.2	71 849	93 876	53 198
Autres immobilisations incorporelles	4.1.2	805	722	724
Immobilisations corporelles	4.1.3	19 287	17 825	11 328
Autres actifs financiers	4.1.4	494	542	268
Créances sur contrats joueurs (part à plus d'un an)	4.2	29 140	16 684	13 801
Participations dans les entreprises associées	4.1.5	456	506	513
Impôts différés	4.3	5	14	22
Actifs non courants		124 257	132 331	82 380
Stocks	4.2	492	518	558
Créances clients	4.2 & 4.7	12 251	11 661	19 585
Créances sur contrats joueurs (part à moins d'un an)	4.2 & 4.7	33 266	27 238	22 529
Contrats joueurs détenus en vue de la vente	4.2 & 4.7	8 356		
Autres actifs courants et comptes de régularisation	4.2 & 4.7	16 646	27 508	13 129
Trésorerie et équivalents de trésorerie				
Valeurs mobilières de placement	4.2 & 4.7	103 480	144 399	143 080
Disponibilités	4.2 & 4.7	874	4 930	7 217
Actifs courants		175 365	216 254	206 098
Total actif		299 622	348 585	288 478

Bilan passif

Montants nets (en K€)	Notes	30/06/09	30/06/08	30/06/07
Capital	4.4	20 127	20 127	20 127
Primes	4.4	102 865	102 865	102 865
Réserves	4.4	36 580	18 912	6 753
Résultat de la période		5 143	19 943	18 470
Capitaux propres part du groupe		164 715	161 847	148 215
Intérêts minoritaires		3 113	2 969	2 980
Total capitaux propres		167 828	164 816	151 195
Emprunts & dettes financières (part à + 1 an)	4.6 & 4.7	35 939	47 524	16 629
Dettes sur contrats joueurs (part à +1 an)	4.6 & 4.7	7 407	24 582	8 076
Impôts différés	4.3	2 292	1 137	953
Provisions pour engagements de retraite	4.5	518	501	433
Passifs non courants		46 156	73 744	26 091
Provisions (part à -1 an)	4.5	67	93	196
Dettes financières (part à -1 an)				
Découverts bancaires	4.6 & 4.7	2 026	897	258
Autres emprunts & dettes financières	4.6 & 4.7	4 086	387	5 632
Fournisseurs & comptes rattachés	4.6 & 4.7	14 034	16 963	16 266
Dettes fiscales et sociales	4.6	31 400	52 084	55 612
Dettes sur contrats joueurs (part à -1an)	4.6 & 4.7	28 401	32 050	21 159
Autres passifs courants et comptes de régularisation	4.6 & 4.7	5 625	7 551	12 069
Passifs courants		85 638	110 025	111 192
Total passif		299 622	348 585	288 478

Variation des flux de trésorerie

(en K€)	30/06/09	30/06/08	30/06/07
Résultat net	5 366	20 069	18 598
Résultat net des entreprises associées	-15	-62	-76
Amortissements et provisions	36 294	28 378	25 091
Autres charges et produits sans incidence sur la trésorerie	-503	152	-18
Plus values de cession des contrats joueurs	-42 278	-45 634	-44 762
Plus values de cession des autres immobilisations	647	18	217
Charges d'impôt	3 065	10 669	10 278
Capacité d'autofinancement avant impôt	2 576	13 590	9 328
Dividendes reçus des entreprises associées	75	36	
Impôt payé	1 204	-32 270	-3 750
Clients et autres débiteurs	5 613	-4 088	-525
Fournisseurs et autres créditeurs	-23 784	12 155	4 163
Variation du besoin en fonds de roulement	-18 171	8 067	3 638
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-14 316	-10 577	9 216
Acquisitions de contrats joueurs nettes de variation des dettes	-51 556	-49 553	-33 844
Acquisitions d'autres immobilisations incorporelles	-212	-27	-590
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-3 953	-8 531	-4 530
Acquisitions d'immobilisations financières		-353	-174
Cessions de contrats joueurs nettes de variation des créances	33 898	48 338	42 967
Cessions ou diminutions des autres actifs immobilisés	64	102	51
Acquisition de filiales nette de trésorerie acquise	-80	-113	-500
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements	-21 839	-10 137	3 380
Augmentation de capital			90 561
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-1 813	-1 835	-931
Dividendes versés aux intérêts minoritaires	-126	-143	-258
Souscriptions d'emprunts	3 000	45 992	2 476
Remboursements d'emprunts	-10 886	-20 330	-4 491
Titres d'auto-contrôle	-123	-4 577	-310
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-9 948	19 107	87 047
Trésorerie d'ouverture	148 432	150 039	50 396
Variation de trésorerie courante	-46 103	-1 607	99 643
Trésorerie de clôture	102 329	148 432	150 039

(en K€)	30/06/09	30/06/08	30/06/07
Valeurs mobilières de placement	103 480	144 399	143 080
Disponibilités	874	4 930	7 217
Découverts bancaires	-2 026	-897	-258
Trésorerie de clôture	102 329	148 432	150 039

Détail des flux liés aux acquisitions de contrats joueurs

(en K€)	30/06/09	30/06/08	30/06/07
Acquisitions de contrats joueurs	-30 928	-78 290	-26 737
Dettes agents concernant des contrats cédés	196	1 341	1 877
Dettes joueurs au 30/06/2009	35 808		
Dettes joueurs au 30/06/2008	-56 632	56 632	
Dettes joueurs au 30/06/2007		-29 236	29 236
Dettes joueurs au 30/06/2006			-38 220
	-51 556	-49 553	-33 844

Détail des flux liés aux cessions de contrats joueurs

(en K€)	30/06/09	30/06/08	30/06/07
Produits sur cessions de contrats joueurs	52 382	55 930	73 524
Créances joueurs au 30/06/2009	-62 406		
Créances joueurs au 30/06/2008	43 922	-43 922	
Créances joueurs au 30/06/2007		36 330	-36 330
Créances joueurs au 30/06/2006			6 023
Divers			-250
	33 898	48 338	42 967

Variation des capitaux propres

[en K€]	Capitaux propres revenant aux actionnaires de la société						aux intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto- détenus	Réserves et résultat	Résultat enregistré directement en capitaux propres	Total part du Groupe		
Capitaux propres au 01/07/2006	14 155	18 276	0	8 068	-44	40 455	3 200	43 655
Résultat de la période				18 470		18 470	128	18 598
Dividendes				-931		-931	-258	-1 189
Augmentation de capital	5 972	84 589				90 561		90 561
Variations du périmètre de consolidation						0	-79	-79
Titres d'auto contrôle			-311		-9	-320		-320
Amendement IAS 19					-9	-9		-9
Autres					-11	-11	-11	-22
Capitaux propres au 30/06/2007	20 127	102 865	-311	25 607	-73	148 215	2 980	151 195
Résultat de la période				19 943		19 943	126	20 069
Dividendes				-1 835		-1 835	-143	-1 978
Titres d'auto contrôle			-4 577		10	-4 567		-4 567
Paievements en actions					93	93		93
Amendement IAS 19					-2	-2		-2
Autres						0	6	6
Capitaux propres au 30/06/2008	20 127	102 865	-4 888	43 715	28	161 847	2 969	164 816
Résultat de la période				5 143		5 143	223	5 366
Dividendes				-1 813		-1 813	-126	-1 939
Titres d'auto contrôle			-123		-440	-563		-563
Paievements en actions					56	56		56
Amendement IAS 19					41	41		41
Autres				4		4	47	51
Capitaux propres au 30/06/2009	20 127	102 865	-5 011	47 049	-315	164 715	3 113	167 828

(1) dont impact cumulé amendement IAS 19 – 14 K€,
dont cumul des avantages non acquis liés aux contrats de stock-option – 149 K€.

Résultat par action

	30/06/09	30/06/08	30/06/07
Nombre d'actions à la fin de la période	13 241 287	13 241 287	13 241 287
Nombre moyen d'actions à la fin de la période	13 241 287	13 241 287	10 775 387
Nombre d'actions auto-détenues à la fin de la période	312 806	246 990	14 724
Résultat consolidé			
Résultat net part du Groupe (en M€)	5,14	19,94	18,47
Résultat net part du Groupe par action (en €) ⁽¹⁾	0,40	1,53	1,72
Dividende net			
Montant net global (en M€)	1,85 ⁽²⁾	1,85	1,85
Montant net action (en €)	0,14 ⁽²⁾	0,14	0,14

⁽¹⁾ Calculé sur le nombre moyen d'actions en circulation après déduction du nombre d'actions auto-détenues.

⁽²⁾ Dividendes soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 7 décembre 2009.

Notes annexes aux états financiers consolidés

Les états financiers consolidés présentés sont ceux de la société Olympique Lyonnais Groupe SA (sise 350 avenue Jean Jaurès – 69007 Lyon) et ses filiales. Le Groupe s'est constitué essentiellement à partir de l'équipe de football professionnelle. En prolongement de cette activité, des filiales ont été créées dans les domaines audiovisuel, merchandising, restauration, organisation de voyages.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 27 octobre 2009.

Les états financiers et les notes sont présentés en milliers d'euros (K€), sauf indication contraire.

1. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

1.1 Contrats de partenariat

Dans le cadre de la diversification de ses partenariats :

- OL SASP a conclu le 31 juillet 2008 un nouveau contrat commercial avec un partenaire et une marque issue d'un secteur d'activités très peu représenté dans le football avec GE Money Bank. De plus, ce contrat intègre également un contrat de distribution d'une carte bancaire OL.
- OL Images a renouvelé ses partenariats de diffusion télévisée. Un nouveau contrat avec Orange France a été conclu pour une durée de 4 ans, soit jusqu'au 30 juin 2012 et le contrat avec Canal + a été renouvelé pour une durée de 3 ans, plus une optionnelle. Le renouvellement de ces contrats permet une continuation pérenne de l'activité.

1.2 Inauguration du nouveau Centre de Formation

Le nouveau Centre de Formation de l'Olympique Lyonnais a été officiellement inauguré le jeudi 6 novembre 2008. Localisé près du siège d'OL Groupe, ce nouveau bâtiment haut de gamme et ultra moderne, de 2 000 m², bénéficie du standard HQE (Haute Qualité Environnementale) et des dernières technologies. Mis en service en juillet dernier, il accueille dans d'excellentes conditions 140 jeunes dont une trentaine de stagiaires. Le coût global de cette infrastructure a représenté un investissement de 4,6 M€ pour OL Association.

1.3 Evénements juridiques

En mars 2009, OL Groupe a souscrit la totalité de l'augmentation de capital de la SASP Olympique Lyonnaise, et a procédé à un rachat d'intérêts minoritaires. Le pourcentage de détention d'OL Groupe de 99,91 % au 1^{er} juillet 2008 est de 99,99 % au 30 juin 2009.

En juin 2009, OL Restauration a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine avec la société OL Groupe.

1.4 Acquisitions de contrats joueurs de la période

- En juillet 2008, John Mensah, défenseur central, auprès du Club de Rennes pour un montant de 8,5 M€,
- En juillet 2008, Frédéric Piquionne, avant centre, auprès de l'AS Monaco football Club, pour un montant de 5 M€,
- En juillet 2008, Jean Il Makoun, milieu de terrain défensif, auprès du Club de Lille pour un montant de 14,6 M€,
- En mars 2009, Timothée Kolodziejczak, défenseur gauche, auprès du club de Lens pour un montant de 2,5 M€.

1.5 Cessions de contrats joueurs de la période

- En juillet 2008, transfert de Sébastien Squillaci, au FC Séville pour un montant de 5,6 M€. De plus, Gregory Coupet, a été cédé à l'Atletico Madrid pour 1,6 M€,
- En août 2008, transfert de Milan Baros au Galatasaray, qui porte sur un montant de 4,7 M€,
- En juin 2009, transfert de Karim Benzema au Real Madrid, pour un montant de 35,3 M€. Des bonus liés à la performance future du club acquéreur pourront être constatés pour un montant de 6 M€ maximum.

2. MÉTHODES COMPTABLES ET PRINCIPES D'ÉVALUATION

2.1 Déclaration de conformité

Les comptes consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2009 sont établis selon le référentiel IFRS (normes et interprétations), tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2009. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm).

Les nouvelles normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et applicables de manière obligatoire à fin juin 2009 (amendement IAS 39 et IFRS 7 - reclassement des actifs financiers-, IFRIC 11- actions propres et transactions intragroupes-, et IFRIC 14 -plafonnement des actifs et obligation de financement minimum) n'ont pas eu d'impact sur les comptes du Groupe.

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne avant la date de clôture, et qui rentrent en vigueur postérieurement à cette date. Le Groupe n'anticipe pas, compte tenu de l'analyse en cours, d'impact significatif sur ses capitaux propres. IAS 1 révisée, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 n'aura un impact que sur la présentation des comptes. La norme IAS 23 sur les intérêts d'emprunt devrait s'appliquer pour le projet du grand stade, l'impact sera constaté de façon prospective.

Concernant la norme IFRS 8 - secteurs opérationnels-, le Groupe a choisi de présenter une information relative à la ventilation du chiffre d'affaires par nature d'activité. La mise en œuvre de cette nouvelle norme n'entraîne pas de changements significatifs sur les informations déjà communiquées dans le cadre d'IAS14.

La société n'a pas utilisé de principes comptables contraires aux normes IFRS d'application obligatoire à fin juin 2009 et non encore adoptés au niveau européen. Elle ne s'attend pas à ce que les normes et interprétations, publiées par l'IASB, mais non encore approuvées au niveau européen, aient une incidence significative sur ses états financiers.

Les principes et méthodes comptables du Groupe décrits ci-après ont été appliqués de façon permanente aux exercices précédents.

2.2 Méthodes de consolidation

Les sociétés dont le Groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif en vertu de contrats, d'accords ou de clauses statutaires, même en l'absence de détention du capital, sont consolidées par intégration globale (entités ad hoc).

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable et détient un pourcentage de droits de vote supérieur à 20 % et inférieur à 50 % sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe n'exerce ni contrôle, ni influence notable ne sont pas consolidées.

La liste des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe et des méthodes d'intégration retenues est présentée en note 3.

2.3 Activité du Groupe et information sectorielle

La norme IAS 14 relative à l'information sectorielle impose d'analyser la performance de l'entreprise en fonction de secteurs primaire et secondaire correspondant d'une part, à l'activité et d'autre part, à la géographie. Un secteur est un groupe d'actifs et d'opérations engagées dans la fourniture de produits ou de services et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs.

La Direction du Groupe n'a pas identifié de secteurs d'activité distincts significatifs au sens de la norme IAS 14. L'information sectorielle par secteur géographique ne s'applique pas, compte tenu de l'activité d'un club de football. Le produit des activités est ventilé pour information dans la note 5.1 de l'annexe.

2.4 Présentation des états financiers

Le Groupe a décidé d'appliquer, pour l'essentiel, la recommandation du Conseil National de la Comptabilité n° 2004-R.02 en date du 27 octobre 2004 relative aux formats du compte de résultat, du bilan, du tableau de flux de trésorerie et du tableau de variation des capitaux propres. Cette recommandation est conforme aux principes contenus dans la norme IAS 1 Présentation des états financiers.

Compte tenu de la pratique et de la nature de l'activité, une présentation du compte de résultat par nature de produits et de charges a été retenue.

2.5 Recours à des estimations

L'établissement des états financiers conformément au cadre conceptuel des normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans les états financiers. Les principaux éléments concernés par l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sont les tests de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, les impôts différés et les provisions, notamment la provision pour engagements de retraite. Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

2.6 Dates de clôture

Toutes les sociétés du Groupe clôturent leurs comptes au 30 juin à l'exception de la SCI OL (31 décembre). Pour cette entité, des comptes ont été établis du 1^{er} juillet au 30 juin.

2.7 Actifs non courants

2.7.1 Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire identifiable sans substance physique, détenu en vue de son utilisation, dont des avantages économiques futurs sont attendus par l'entreprise.

a) Goodwills

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à la norme IFRS 3- regroupement d'entreprises.

Lors de la première consolidation d'une société, ses actifs et passifs sont évalués à la juste valeur.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation globale à la juste valeur des actifs et des passifs identifiés à la date d'acquisition est comptabilisée en goodwills.

L'analyse des goodwills est finalisée dans un délai d'un an à compter de la date d'acquisition. Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur des actifs et des passifs identifiés, l'écart est immédiatement enregistré en résultat.

Selon la norme IFRS 3 Regroupements d'entreprises et IAS 36 révisée, les goodwills ne sont pas amortis.

S'agissant d'actifs incorporels à durée de vie indéfinie, les goodwills font l'objet d'un test de dépréciation annuel conformément aux dispositions de la norme IAS 36 révisée (voir note 2.7.4 pour la description des modalités de mise en œuvre des tests de perte de valeur).

b) Contrats joueurs

Les contrats relatifs à l'acquisition de joueurs répondent à la définition d'une immobilisation incorporelle. Ils sont immobilisés pour leur coût d'acquisition actualisé si le différé de paiement est supérieur à 6 mois (le coût d'acquisition correspond à la valeur d'achat à laquelle s'ajoutent les frais accessoires et coûts directement attribuables), le taux utilisé pour l'actualisation est le taux Euribor 6 mois du mois de la transaction.

Le contrat est immobilisé à partir de la date à laquelle le Groupe considère effectif le transfert de propriété ainsi

que le transfert des risques. Ces conditions sont jugées remplies à la date d'homologation du contrat ou à la signature de la convention de transfert s'il n'y a pas d'homologation.

Les contrats joueurs sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat initial (en général de 3 à 5 ans). En cas de signature d'un avenant, les frais externes y afférents sont immobilisés et l'amortissement est calculé sur la nouvelle durée résiduelle qui tient compte de la prolongation du contrat.

Les compléments de prix prévus au contrat intègrent dans la plupart des cas des conditions de réalisation. Ces compléments sont inscrits à l'actif lorsqu'il existe une forte probabilité de devoir les payer. Dans le cas contraire, les compléments sont mentionnés en engagements hors bilan et sont immobilisés lors de la réalisation des conditions.

Particularités de certains contrats

Certains contrats peuvent prévoir la rétrocession d'une partie de l'indemnité de transfert future. Cette rétrocession peut être versée au joueur cédé, à son agent ou au club d'origine du joueur. Lors du transfert, si ces rétrocessions sont versées au joueur elles sont enregistrées en charges de personnel, si elles sont versées à l'agent ou au club elles viennent diminuer le produit de cession des contrats joueurs.

Pour les contrats existants à la clôture qui prévoient un montant fixe de rétrocession, il est mentionné en engagements hors bilan. Si ce montant se calcule en pourcentage de l'indemnité de mutation ou de la plus value réalisée aucun chiffrage ne peut être fait.

Certains transferts de joueurs peuvent se conclure sous forme d'un échange. Les contrats joueurs acquis ne pouvant pas être évalués à la valeur vénale, le coût est évalué à la valeur comptable de l'actif cédé. En cas de soule :

- versée, celle-ci est comptabilisée en immobilisation incorporelle et est dépréciée le cas échéant dans le cadre du test de dépréciation annuelle (cf. 2.7.4),
- reçue, celle-ci est imputée sur le coût de l'immobilisation incorporelle et en résultat pour l'excédent.

Excepté ce dernier cas le compte de résultat n'est pas affecté par l'échange.

c) Droits télévisuels différés

Ils ont été évalués initialement à la juste valeur et ne sont pas amortis. Par la suite, à la clôture de chaque exercice, un test de dépréciation est effectué.

d) Logiciels acquis

Ils font l'objet d'un amortissement sur une durée de 3 à 5 ans.

2.7.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires et coûts directement attribuables). Elles n'ont fait l'objet d'aucune réévaluation.

En application de la norme IAS 16, les constructions ont fait l'objet d'une approche par composants.

Les amortissements pour dépréciation ont été calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation attendue par le Groupe :

- Constructions avec baux emphytéotiques 30 à 45 ans
- Agencements et aménagements des constructions 3 à 10 ans
- Matériel informatique 3 ans et 4 ans
- Matériel de bureau 5 ans
- Mobilier de bureau 8 ans
- Matériel et outillage 5 ans
- Matériel de transport 3 à 5 ans

Les valeurs résiduelles sont considérées comme non significatives ou non déterminables de manière fiable.

Les coûts relatifs au projet d'installation du nouveau stade ont été enregistrés en immobilisation en cours.

2.7.3 Contrats de locations

Conformément à IAS 17, un contrat de location-financement a pour effet de transférer au preneur l'essentiel des avantages et des risques inhérents à la propriété d'un bien, que la propriété soit ou non finalement transférée.

L'appréciation d'un contrat est faite à partir des critères suivants :

- le transfert réel de la propriété du bien à terme,
- l'existence d'une option d'achat au terme à un prix suffisamment inférieur à la juste valeur,
- la durée du contrat couvrant la durée de vie économique,
- la valeur actualisée des paiements futurs supérieure ou égale à la quasi-totalité de la juste valeur,
- la spécificité des actifs loués les rendant impropres à un autre usage que celui fait par le preneur,
- en cas de résiliation, les pertes subies sont à la charge du preneur,
- les variations de la juste valeur de la valeur résiduelle sont à la charge du preneur,
- possibilité de renouveler la location à un prix sensiblement inférieur à la valeur du marché.

Les contrats de location-financement font l'objet d'un retraitement pour tous les contrats dont la valeur d'origine est significative.

Ce retraitement se traduit par :

- la constatation au bilan des immobilisations financées par crédit-bail ou location financement et de l'endettement correspondant ;
- financières sur l'endettement correspondant, en lieu et place des redevances de crédit-bail et des charges de locations. La durée d'amortissement correspond à celle des biens de même nature acquis par la société.

2.7.4 Dépréciation d'actifs non financiers

Selon la norme IAS 36 - Dépréciation d'actifs, la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles doit être testée dès l'apparition d'indices de perte de valeur.

Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie (goodwill et droits télévisuels différés) qui ne sont pas amortis.

Une dépréciation est constatée dès que la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des frais de cession et la valeur d'utilité.

Les contrats joueurs font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'il apparaît des signes de pertes de valeur. Une dépréciation complémentaire peut alors être constatée pour tenir compte de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable qui tient compte de la valeur de marché estimée par les équipes techniques, de la valeur probable de cession et des perspectives d'évolution du joueur.

2.7.5 Actifs financiers

Le Groupe classe ses actifs financiers non courants selon les catégories suivantes : Participations et créances rattachées - Autres actifs financiers (essentiellement dépôt et cautionnement) et les créances contrats joueurs à plus d'un an.

2.7.6 Titres d'autocontrôle

Le Groupe met en œuvre une politique de rachat de ses propres actions conformément au mandat donné au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale des actionnaires. Le programme de rachat d'actions a pour principal objectif l'animation du titre Olympique Lyonnais Groupe dans le cadre d'un contrat de liquidité. Ce contrat comprend des titres OL Groupe, des placements en Sicav et des disponibilités.

Les titres auto-détenus dans le cadre du contrat sont comptabilisés en déduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition.

Les sommes correspondant aux espèces et titres compris dans le contrat de liquidité sont enregistrées en autres actifs financiers. Les produits et charges liés aux titres d'autocontrôle (résultat de cession, dépréciation...) ne transitent pas par le compte de résultat mais sont directement imputés sur les capitaux propres pour leur montant net d'impôt.

2.7.7 Paiements en actions

Options de souscription d'actions

Conformément à la norme IFRS 2 "Paiement fondé sur des actions", la société comptabilise une charge pour les avantages consentis aux salariés de la société dans le cadre du plan de stock options, en contrepartie des capitaux propres.

Le plan de stock-options attribué en novembre 2007 par OL Groupe a fait l'objet d'une valorisation par un actuaire qui a utilisé deux modèles d'évaluation choisies en fonction des conditions de performance incluses dans le plan : la méthode binomiale et la méthode de Monté Carlo.

La juste valeur de l'avantage accordée est figée à la date d'attribution, elle est comptabilisée en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits, avec pour contrepartie un compte de réserve spécifique.

La charge est recalculée à chaque arrêté en fonction de la réalisation ou non des objectifs prévus et de la présence des bénéficiaires à cette date, afin de comptabiliser la charge correspondant à la juste valeur des actions dont l'octroi est attendu.

A l'échéance de la période d'acquisition, le montant des avantages cumulés acquis et comptabilisés est maintenu en réserves, que les options soient levées ou non ultérieurement.

2.7.8 Participations dans les entreprises associées

Elles sont initialement enregistrées à leur coût historique d'acquisition. Chaque année, ce coût est réajusté de la quote-part de variation de la situation nette retraitée.

2.7.9 Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12, les impôts différés correspondant aux différences temporaires existant entre les bases fiscales et comptables des actifs et passifs consolidés sont enregistrés en appliquant la méthode du report variable à l'exception des goodwill.

Les actifs d'impôts différés sont reconnus quand leur recouvrabilité future apparaît probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés au sein d'une même entité fiscale : société, groupe fiscal.

Les impôts différés calculés sur des éléments imputés en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont présentés en non courants.

2.8 Actifs courants

2.8.1 Stocks

Ils sont uniquement composés de marchandises.

Selon la norme IAS 2 - Stocks, le coût d'acquisition des stocks comprend le prix d'achat, les frais de transport, de manutention et les autres coûts directement attribuables à l'acquisition des marchandises, moins les rabais commerciaux, remises, escomptes financiers.

Les stocks de marchandises sont valorisés au coût unitaire moyen pondéré. Cette valeur est comparée à la valeur nette de réalisation (prix de vente estimé des produits). Le stock est évalué à la plus faible des deux valeurs. Le cas échéant, une provision est constatée pour les articles obsolètes, défectueux ou à rotation lente.

2.8.2 Créances clients et créances joueurs

Les créances sont valorisées initialement à la juste valeur qui correspond le plus souvent à leur valeur nominale. Ces créances sont actualisées si elles ont une échéance supérieure à 6 mois. Le taux d'actualisation retenu dans tous les cas est le taux Euribor 6 mois du mois de la réalisation de la transaction.

Une dépréciation est constatée, lorsque les flux de règlement attendus estimés à la clôture sont inférieurs à la valeur comptable. L'analyse du risque tient compte de critères tels que l'ancienneté de la créance, l'existence d'un litige, ou la situation financière du créancier. L'impact de la non actualisation est constaté en note 4.7.2.

2.8.3 Actifs détenus en vue de la vente

Les contrats joueurs dont la vente est hautement probable et pour lesquels un plan de vente a été engagé, à la clôture de l'exercice sont classés dans cette catégorie.

A la date de classification d'actif immobilisé en actif détenu en vue de la vente, ils ne sont plus amortis et des tests de dépréciation sont réalisés.

2.8.4 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Elle comprend les liquidités et les comptes courants bancaires.

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées et comptabilisées à la juste valeur par référence au dernier cours de l'exercice. Les placements sont réalisés dans des Sicav en euros qualifiées de monétaires ou placements à capital garanti. Dans le cas de SICAV nanties, ces valeurs sont reclassées en autres immobilisations financières. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat financier. Le Groupe ne possède pas d'instrument financier dérivé.

2.9 Passifs non courants

2.9.1 Dettes financières non courantes

Les emprunts sont classés en passifs non courants, sauf quand leur échéance est inférieure à 12 mois, auquel cas ils sont classés en passifs courants. Tous les contrats supportent intérêts.

Il n'y a pas d'instrument de couverture.

Les dettes sont comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

2.9.2 Dettes financières non courantes - Contrats joueurs

Elles intègrent les dettes actualisées envers les clubs sportifs cédants, lorsque leur échéance dépasse 12 mois. Le taux d'actualisation retenu dans tous les cas est le taux Euribor 6 mois du mois de la réalisation de la transaction.

2.9.3 Engagements de retraite

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi (indemnités de fin de carrière) font l'objet d'une comptabilisation en provision non courante.

Le Groupe utilise la méthode des unités de crédit projetées pour déterminer la valeur de son obligation au titre des prestations définies.

Le montant de la provision constituée par le Groupe au regard des engagements de retraite correspond à la valeur actuelle de l'obligation pondérée par les coefficients suivants :

- La revalorisation attendue des salaires,
- L'âge de départ à la retraite,
- L'évolution des effectifs, dont l'estimation repose sur la table de survie prospective établie par l'INSEE et sur un taux de rotation résultant de l'observation statistique,
- Le taux d'actualisation.

Le Groupe applique l'amendement de la norme IAS 19 qui permet la comptabilisation des pertes et des gains actuariels en capitaux propres (impact des changements de taux et hypothèses d'un exercice à l'autre).

2.10 Passifs courants

2.10.1 Provisions

Conformément à la norme IAS 37, les provisions comptabilisées sont constituées en fonction d'évaluations au cas par cas des risques et charges correspondants. Une provision est constituée notamment chaque fois que les organes de Direction du Groupe ont la connaissance d'une obligation juridique ou implicite résultant d'un évènement passé, qui pourrait engendrer une sortie probable de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue. Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue du terme du risque. Les provisions dont l'échéance est à plus d'un an sont actualisées, si l'impact est significatif.

2.10.2 Dettes financières courantes - Contrats joueurs

Elles intègrent les dettes à moins d'un an envers les clubs sportifs cédants. Si ces dettes ont une échéance supérieure à 6 mois, elles sont actualisées. Le taux d'actualisation retenu dans tous les cas est le taux Euribor 6 mois du mois de la réalisation de la transaction.

2.10.3 Comptes de régularisation - Produits constatés d'avance

Il s'agit pour l'essentiel des abonnements payés d'avance ainsi que le reclassement des subventions d'investissement en compte produits constatés d'avance.

2.11 Compte de résultat

2.11.1 Reconnaissance des produits

Les principes comptables en vigueur au sein du Groupe Olympique Lyonnais conduisent à reconnaître les produits des activités ordinaires en fonction des critères suivants :

- Sponsoring :
Les modalités des contrats de sponsoring indiquent les montants à reconnaître au titre de la saison concernée.
- Les droits audiovisuels :
 - LFP (Ligue 1) et FFF
La participation du club à cette compétition nationale conditionne cette catégorie de revenus. Le Conseil d'Administration de la Ligue définit en début de saison, les montants qui seront reversés aux clubs pour la saison en cours et leur mode de répartition. La compétition nationale étant clôturée avant la fin de l'exercice social, tous les critères de reconnaissance des droits audiovisuels LFP sont connus et pris en compte pour la comptabilisation des produits des activités correspondant.
 - Les recettes UEFA / Champions League
Le fait générateur des recettes UEFA / Champions League est la participation du Club à cette compétition européenne. Le parcours sportif du Club au sein de cette compétition détermine le montant des recettes en accord avec le mémorandum financier de l'UEFA pour la saison concernée. Cette compétition étant clôturée avant la fin de l'exercice social, tous les critères de reconnaissance des recettes UEFA / Champions League sont connus et pris en compte pour la comptabilisation des produits des activités correspondant.
- Les autres produits sont les revenus liés à la commercialisation de produits de merchandising, d'exploitations de licences et organisation, ainsi que les signing fee. Les signing fee sont constatés lorsqu'ils sont considérés comme acquis de manière ferme et irrévocable.

- Les produits de billetterie sont rattachés à la saison sportive et sont reconnus lorsque les matches sont joués. Les abonnements vendus au titre de la saison à venir, sont enregistrés en produits constatés d'avance.
- Pour les autres activités du groupe, la réalisation des prestations ou la livraison des produits déclenche la reconnaissance des produits des activités.
- Les produits de cessions des contrats joueurs sont enregistrés à la date d'homologation de la convention de mutation définitive. Au cas où l'homologation ne s'applique pas, c'est la date à laquelle la Ligue a été prévenue de la signature de la convention de mutation qui est retenue. Les compléments de prix éventuels sont comptabilisés lorsque la condition suspensive est réalisée. Si la condition suspensive n'est pas réalisée, le complément de prix figure en engagement hors bilan.

2.11.2 Présentation du compte de résultat

Excédent brut d'exploitation hors opérations liées aux contrats joueurs

Cet agrégat est la différence entre tous les produits d'activité (hors contrats joueurs) et toutes les charges opérationnelles courantes (hors contrats joueurs) à l'exception des amortissements, provisions et des autres produits et charges opérationnels courants.

Résultat opérationnel courant hors opérations liées aux contrats joueurs

Le résultat opérationnel courant découle des activités courantes du Groupe, hors cessions de joueurs.

Résultat opérationnel courant sur les contrats joueurs

Le résultat opérationnel courant intègre le résultat des cessions des contrats joueurs, ainsi que les amortissements et les variations des provisions liées aux contrats joueurs.

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant découle des activités courantes du Groupe et des résultats concernant les contrats joueurs.

Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres produits et charges opérationnels non courants concernent des éléments non récurrents, qui en raison de leur nature ne peuvent être compris dans les activités courantes du Groupe.

Résultat financier

Le résultat financier net comprend :

- Le coût de l'endettement financier net, c'est-à-dire les produits de trésorerie et les charges d'intérêts sur opérations de financement. Le résultat financier intègre les coûts complémentaires occasionnés par l'application de la norme IAS 39 (charge d'intérêts calculée au taux d'intérêt effectif), les produits financiers d'actualisation, les autres charges financières d'actualisation et les autres charges financières diverses.
- Les autres produits et charges financiers.

Le taux d'actualisation retenu dans tous les cas est le taux Euribor 6 mois du mois de la réalisation de la transaction.

2.11.3 Résultat par action

Conformément à la norme IAS 33, le résultat net par action non dilué est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en tenant compte des variations de la période et des actions auto-détenues à la date d'arrêté de l'exercice. En l'absence de contrats dilutifs, le résultat dilué par action est identique au résultat non dilué.

Aucun plan d'émission d'actions ou de titres donnant droit à l'émission d'actions n'existe à la clôture de l'exercice.

2.12 Engagements hors bilan

Dans le cadre des procédures de "remontée des informations" en vigueur au sein du Groupe, un reporting a été mis en place visant, entre autre, à recenser les engagements hors bilan et à en connaître la nature et l'objet :

- Engagements garantis par des sûretés personnelles (aval et garanties),
- Engagements garantis par des sûretés réelles (hypothèques, cautions, nantissements, gages),
- Locations simples,
- Obligations d'achats et investissements,
- Engagements donnés et reçus sur indemnités de mutation joueur sous conditions suspensives,
- Engagements pris dans le cadre des conventions de mutation joueur sous conditions de présence du joueur au sein du club.

2.13 Informations concernant les parties liées

La note 8, en conformité avec la norme IAS 24 présente un état des transactions entre les parties liées au Groupe ayant un impact potentiel dans les relations sur les états financiers.

2.14 Tableau de flux de trésorerie

Le Groupe applique la méthode indirecte de présentation des flux de trésorerie, selon une présentation proche du modèle proposé par le CNC dans sa recommandation 2004-R-02. les flux de trésorerie de l'exercice sont ventilés entre les flux générés par l'activité, par les opérations d'investissement et par les opérations de financement.

Le tableau de flux de trésorerie est établi notamment à partir des règles suivantes :

- Les provisions sur actifs circulants sont constatées au niveau de la variation des flux d'exploitation du besoin en fonds de roulement,
- Les flux d'acquisition de joueurs tiennent compte de la variation du poste dettes sur joueurs,
- Les flux de cessions de joueurs tiennent compte de la variation du poste créances sur joueurs,
- Les flux liés aux augmentations de capital sont présentés lors de l'encaissement effectif,
- Les flux liés aux variations de périmètre sont présentés pour un montant net dans la rubrique trésorerie nette liée aux acquisitions et cessions de filiales dans les flux générés par les opérations d'investissement.

3. PÉRIMÈTRE

Sociétés	N° Siren	Activité	Nombre de mois pris en compte dans les comptes consolidés	% Contrôle 30/06/09	% Intérêts 30/06/09	% Intérêts 30/06/08	% Intérêts 30/06/07
SA Olympique Lyonnais Groupe	Lyon 421577495	Holding	12	--	--	--	--
Sociétés détenues par Olympique Lyonnais Groupe							
SASP Olympique Lyonnais ⁽¹⁾	Lyon 385071881	Club de sport	12	99,99	99,99	IG	99,91
SAS OL Merchandising	Lyon 442493888	Merchandising	12	99,98	99,98	IG	99,98
SAS Argenson	Lyon 399272277	Restauration	12	49,97	49,97	ME	49,97
SAS OL Voyages ⁽²⁾	Lyon 431703057	Agence de voyages	12	50,00	50,00	IG	50,00
SCI Mégastore	Lyon 444248314	Immobilier	12	100,00	100,00	IG	100,00
SAS OL Organisation	Lyon 477659551	Sécurité et accueil	12	99,97	99,97	IG	99,97
SAS OL Images	Lyon 478996168	Production TV	12	99,97	99,97	IG	99,97
SAS M2A	Lyon 419882840	Ventes de produits dérivés	12	100,00	100,00	IG	100,00
SARL BS	Lyon 484764949	Coiffure	12	40,00	40,00	ME	40,00
SNC OL Brasserie	Lyon 490193141	Restauration	12	99,97	99,97	IG	99,97
SAS OL Restauration ⁽³⁾	Lyon 443660551	Restauration	12			IG	100,00
SAS Foncière du Montout	Lyon 498659762	Immobilier	12	100,00	100,00	IG	100,00
Entités AD'HOC ⁽⁴⁾							
Association OL	Lyon 779845569	Association	12	--	--	IG	--
SCI OL	Lyon 401930300	Immobilier	12	--	--	IG	--

IG : Intégration globale

ME : Mise en équivalence

⁽¹⁾ Augmentation de Capital souscrite en mars 2009 par OL Groupe et rachat de minoritaire, la variation du % de détention est sans impact significatif sur les comptes.

⁽²⁾ OL Voyages, détenue à 50 % est intégrée globalement car ses dirigeants sont nommés par OL Groupe.

⁽³⁾ En février 2008, OL Groupe a pris une participation complémentaire dans OL Restauration; en juin 2009, OL Restauration a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine avec la société OL Groupe.

⁽⁴⁾ Les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle en vertu de contrats, d'accords ou de clauses statutaires, même en l'absence de détention du capital, sont consolidées par intégration globale (entités ad hoc).

4. NOTES SUR LE BILAN

4.1 - Mouvements de l'actif non courant (hors trésorerie)

4.1.1 Goodwills

Les flux de l'exercice s'analysent comme suit :

(en K€)	30/06/08	Augmentations	Diminutions	30/06/09
Olympique Lyonnais Merchandising	46			46
Olympique Lyonnais SASP	1 541	59		1 600
M2A	355			355
OL Images	220			220
Total ⁽¹⁾	2 162	59		2 221

⁽¹⁾ y compris 400 K€ de dépréciation, dont OL Brasserie 364 K€.

Les tests de dépréciation mis en œuvre sur l'exercice n'ont fait apparaître aucune perte de valeur à constater.

Les flux de l'exercice précédent s'analysent comme suit :

(en K€)	30/06/07	Augmentations	Diminutions	30/06/08
Olympique Lyonnais Merchandising	46			46
Olympique Lyonnais SASP	1 541			1 541
M2A	355			355
OL Images	220			220
OL Brasserie ⁽¹⁾	364		-364	
Total	2 526		-364	2 162

⁽¹⁾ Dépréciation réalisée suite à un test de dépréciation

4.1.2 Autres immobilisations incorporelles

Les flux de l'exercice s'analysent comme suit :

(en K€)	30/06/08	Augmentations	Diminutions	30/06/09
Concessions, Brevets et droits TV	817	212	-104	925
Amort Concessions, Brevets et droits TV	-95	-48	23	-120
Autres immobilisations incorporelles	722	164	-81	805
Contrats joueurs ⁽¹⁾	154 683	30 928	-65 474	120 138
Amortissement contrats joueurs ⁽²⁾	-60 807	-34 300	46 818	-48 289
Contrats joueurs	93 876	-3 372	-18 656	71 849

⁽¹⁾ Les diminutions comprennent le reclassement du contrat joueur Keita en actif détenu en vue de la vente pour un montant de 8 356 K€,

⁽²⁾ Les contrats joueurs ont fait l'objet d'un test de dépréciation conformément à la note 2.7.4, une dépréciation nette des reprises de 1 112 K€ a été constatée au 30 juin 2009. A la clôture les dépréciations constatées sur les contrats joueurs s'élèvent à 1 309 K€. Les contrats joueurs avaient fait l'objet d'un test de dépréciation, constatée pour 515 K€ au 30 juin 2008.

Comptes consolidés au 30 juin 2009

Les flux de l'exercice précédent s'analysent comme suit :

(en K€)	30/06/07	Augmentations	Diminutions	30/06/08
Concessions, Brevets et droits TV	843	27	-53	817
Amort Concessions, Brevets et droits TV	-119	-29	53	-95
Autres immobilisations incorporelles	724	-2		722
Contrats joueurs	97 742	78 290	-21 349	154 683
Amortissement contrats joueurs	-44 544	-25 975	9 712	-60 807
Contrats joueurs	53 198	52 315	-11 637	93 876

(en K€)	Valeur nette au 30/06/09	Valeur nette au 30/06/08	Valeur nette au 30/06/07
Contrats à échéance 2008			1 358
Contrats à échéance 2009		4 244	8 500
Contrats à échéance 2010	65	10 673	35 080
Contrats à échéance 2011	16 190	38 451	8 260
Contrats à échéance 2012	35 177	23 972	
Contrats à échéance 2013	20 416	16 536	
Total contrats joueurs	71 849	93 876	53 198

4.1.3 Immobilisations corporelles

Les flux de l'exercice s'analysent comme suit :

(en K€)	30/06/08	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	30/06/09
Constructions et aménagements ⁽¹⁾	20 813		3 404	-784	23 433
Matériels et mobiliers ⁽²⁾	3 111		549	-380	3 280
Montants bruts	23 924		3 953	-1 164	26 713
Constructions et aménagements	-4 348		-1 246	181	-5 413
Matériels et mobiliers ⁽²⁾	-1 751		-679	417	-2 013
Amortissements	-6 099		-1 925	598	-7 426
Montants nets	17 825		2 028	-566	19 287

⁽¹⁾ dont immobilisations en cours au 30 juin 2009 pour le stade 6 200 K€.

⁽²⁾ dont contrats de location financement retraités selon IAS 17 : 563 K€ en valeur brute et 391 K€ en amortissements.

Les flux de l'exercice précédent s'analysent comme suit :

(en K€)	30/06/07	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	30/06/08
Constructions et aménagements ⁽¹⁾	12 535		8 369	-91	20 813
Matériels et mobiliers ⁽²⁾	3 094	125	162	-270	3 111
Montants bruts	15 629	125	8 531	-361	23 924
Constructions et aménagements	-2 956		-1 482	90	-4 348
Matériels et mobiliers ⁽²⁾	-1 345	-94	-544	232	-1 751
Amortissements	-4 301	-94	-2 026	322	-6 099
Montants nets	11 328	31	6 505	-39	17 825

⁽¹⁾ Dont immobilisations en cours au 30 juin 2008 :

- pour le stade 4 881 K€,
- pour le Centre de Formations 3 934 K€.

⁽²⁾ Dont contrats de location financement retraités selon IAS 17 : 561 K€ en valeur brute et 314 K€ en amortissements.

4.1.4 Autres actifs financiers et participations dans les entreprises associées

Les flux de l'exercice s'analysent comme suit :

(en K€)	30/06/08	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	30/06/09
Autres immobilisations financières	558			-64	494
Montants bruts	558			-64	494
Dépréciations	-16			16	
Montants nets	542			-48	494

Les flux de l'exercice précédent s'analysent comme suit :

(en K€)	30/06/07	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	30/06/08
Autres immobilisations financières	268		353	-63	558
Montants bruts	268		353	-63	558
Dépréciations			-16		-16
Montants nets	268		337	-63	542

4.1.5 Les participations dans les entreprises associées ont évolué de la manière suivante :

(en K€)	30/06/09	30/06/08	30/06/07
Position à l'ouverture	506	513	437
Dividendes	-75	-36	
Variations de périmètre	10	-33	
Quote part dans le résultat des entreprises associées	15	62	76
Position à la clôture	456	506	513

4.2 Mouvements de l'actif courant

Les flux de l'exercice s'analysent comme suit :

(en K€)	30/06/08	Variations périmètre	Variations de la période	30/06/09
Stocks ⁽¹⁾	611		-9	602
Provisions stocks	-93		-17	-110
Stocks nets	518		-26	492
Créances clients	12 331		299	12 630
Provisions clients	-670		291	-379
Créances clients nettes	11 661		590	12 251
Créances sur contrats joueurs ⁽²⁾	27 238		6 028	33 266
Provision sur contrats joueurs				
Créances contrats joueurs nettes	27 238		6 028	33 266
Contrats joueurs détenus en vue de la vente			8 674	8 674
Provision contrats en vue de la vente			-318	-318
Contrats joueurs détenus en vue de la vente nets ⁽³⁾			8 356	8 356
Etat taxes sur le chiffre d'affaires	14 519		-4 386	10 133
Autres créances fiscales	6 981		-2 802	4 179
Créances sociales	13		1	14
Autres actifs courants	4 825		-3 599	1 226
Comptes de régularisations	1 193		-76	1 117
Total autres actifs courants	27 531		-10 862	16 669
Provisions sur autres actifs	-23			-23
Montants nets autres actifs	27 508		-10 862	16 646

⁽¹⁾ Les stocks proviennent pour l'essentiel de l'activité d'OL Merchandising et M2A.

⁽²⁾ La valeur de vente du contrat du joueur Keita s'élève à 8 356 K€ après prise en compte de l'impact de l'actualisation.

Les flux de l'exercice précédent s'analysent comme suit :

(en K€)	30/06/07	Variations périmètre	Variations de la période	30/06/08
Stocks ⁽¹⁾	668		-57	611
Provisions stocks	-110		17	-93
Stocks nets	558		-40	518
Créances clients	19 906	559	-8 134	12 331
Provisions clients	-321	-11	-338	-670
Créances clients nettes	19 585	548	-8 472	11 661
Créances sur contrats joueurs ⁽²⁾	22 529		4 709	27 238
Provision sur contrats joueurs				
Créances contrats joueurs nettes ⁽³⁾	22 529		4 709	27 238
Etat taxes sur le chiffre d'affaires	7 792	99	6 628	14 519
Autres créances fiscales	363		6 618	6 981
Créances sociales	47		-34	13
Autres actifs courants	2 005		2 820	4 825
Comptes de régularisations	2 922		-1 729	1 193
Total autres actifs courants	13 129	99	14 303	27 531
Provisions sur autres actifs			-23	-23
Montants nets autres actifs	13 129	99	14 280	27 508

⁽¹⁾ Les stocks proviennent pour l'essentiel de l'activité d'OL merchandising et M2A

⁽²⁾ Les créances sur contrats joueurs s'analysent comme suit :

(en K€)	30/06/09		30/06/08		30/06/07	
	courant	non courant	courant	non courant	courant	non courant
Créances sur cessions intervenues en 2004					878	
Créances sur cessions intervenues en 2005			55		1 849	
Créances sur cessions intervenues en 2007	5 335		13 156	4 805	19 802	13 801
Créances sur cessions intervenues en 2008	7 590	4 595	14 027	11 879		
Créances sur cessions intervenues en 2009	20 341	24 545				
Créances contrats joueurs brutes	33 266	29 140	27 238	16 684	22 529	13 801
	62 406		43 922		36 330	

Les créances sur contrats joueurs font l'objet d'une actualisation, le montant de l'actualisation au 30 juin 2009 est de 690 K€, contre 1 396 K€ l'exercice précédent et 992 K€ pour l'exercice clos le 30 juin 2007. L'impact constaté en produits financiers est présenté en note 5.6

Les informations sur le risque client sont données en note 4.7.2.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en K€)	Coût historique au 30/06/09	Valeur de marché au 30/06/09	Coût historique au 30/06/08	Coût historique au 30/06/07
Parts de SICAV et FCP ⁽¹⁾	103 480	103 480	144 399	143 080
Disponibilités	874	874	4 930	7 217
Total	104 354	104 354	149 329	150 297

⁽¹⁾ Placements uniquement dans des Sicav et FCP qualifiés de monétaires, ou placements à capital garanti à taux fixe. Le coût historique correspond à la valeur de marché, une cession suivie d'un rachat étant effectuée à la date de clôture de l'exercice pour les Sicav.

4.3 Autres mouvements

La ventilation des impôts différés Actifs et Passifs par nature s'analyse comme suit :

(en K€)	30/06/08	Impacts résultat	Impacts réserves	30/06/09
Impôts différés actifs	14	-9		5
Impôts différés passifs	-1 137	-1 134	-21	-2 292 ⁽¹⁾
Montants nets	-1 123	-1 143	-21	-2 287

⁽¹⁾ Dont impôts différés passifs liés aux contrats joueurs : 1 840 K€.

(en K€)	30/06/07	Impacts résultat	30/06/08
Impôts différés actifs	22	-8	14
Impôts différés passifs	-953	-184	-1 137 ⁽¹⁾
Montants nets	-930	-193	-1 123

⁽¹⁾ Dont impôts différés passifs liés aux contrats joueurs : 1 997 K€.

Les impôts différés actifs sur les déficits activés ont été constatés en moins du passif du fait de la compensation effectuée au sein d'un même groupe fiscal. Le montant d'impôts lié aux déficits non activés s'élève à 802 K€ contre 780 K€ l'exercice précédent, et 974 K€ concernant le 30 juin 2007.

4.4 Notes sur les capitaux propres

La société n'est soumise à aucune exigence réglementaire en matière de capital. Certains ratios financiers demandés par les banques peuvent prendre en compte les fonds propres (cf. note 7.3). La direction de la société n'a pas défini de politique et de gestion spécifique du capital. La société privilégie à ce jour le financement de son développement par fonds propres et endettement externe.

La société inclut, pour le suivi de ses capitaux propres, l'ensemble des composantes de capitaux propres et n'assimile pas de passifs financiers à des fonds propres.

4.4.1 Le capital social est composé d'actions ordinaires et a évolué ainsi qu'il suit :

Au 30 juin 2009, le capital d'OL Groupe est constitué de 13 241 287 actions de valeur nominale égale à 1,52 €, soit un total de 20 126 756,24 €.

(en K€)	Nombre d'actions	Nominal en euros	Capital	Primes
Au 30/06/07	13 241 287	1,52	20 127	102 865
Mouvements			-	-
Au 30/06/08	13 241 287	1,52	20 127	102 865
Au 30/06/08	13 241 287	1,52	20 127	102 865
Mouvements			-	-
Au 30/06/09	13 241 287	1,52	20 127	102 865

Chaque action donne droit à une voix. Toutefois, un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative, depuis au moins deux ans au nom du même actionnaire.

Le résultat net par action calculé sur le nombre moyen d'actions est présenté dans la première partie : Etats financiers.

4.4.2 Les réserves se ventilent de la manière suivante :

(en K€)	30/06/09	30/06/08	30/06/07
Réserves légales	1 976	854	234
Réserves réglementées	37	37	37
Autres réserves	130	130	130
Report à nouveau	30 556	11 037	1 108
Total réserves sociales	32 699	12 058	1 509
Réserves liées au paiement en action	149	93	
Réserves liées aux autres retraitements IFRS	3 732	6 761	5 244
Total réserves	36 580	18 912	6 753

Le tableau de variations des capitaux propres est présenté dans la première partie : Etats financiers.

4.5 Provisions

4.5.1 Provisions pour engagements de retraite

(en K€)	30/06/09	30/06/08	30/06/07
Valeur actualisée des engagements à l'ouverture	501	433	320
Variations de périmètre			
Coûts financiers	32	23	15
Coûts des services rendus dans l'exercice	47	47	90
Amortissements des services passés non acquis			
Valeur actualisée projetée des engagements à la clôture	580	503	425
Ecart actuariel de l'exercice	-62	-2	8
Valeur actualisée des engagements à la clôture	518	501	433

Le montant de la provision constituée par le Groupe au regard des engagements de retraite correspond à la valeur de l'obligation pondérée par les coefficients suivants :

- La revalorisation attendue des salaires au taux de 1 % par an,
- L'âge de départ à la retraite (60 ans pour les non cadres et 63 ans pour les cadres),
- L'évolution des effectifs, dont l'estimation repose sur la table de survie prospective établie par l'INSEE 2002-2004 et sur un taux de rotation résultant de l'observation statistique,
- Le taux d'actualisation s'élève à 4,90 % au 30 juin 2009 (6,20 % au 30 juin 2008 et 5,20 % au 30 juin 2007),
- Le taux de charges : 43 % dans le cas général.

Le Groupe a décidé d'appliquer l'amendement de la norme IAS 19 qui permet la comptabilisation des pertes et des gains actuariels en capitaux propres, l'impact sur l'exercice est de -62 K€, -2 K€ l'exercice précédent, et 8 K€ pour le 30 juin 2007.

Il n'y a pas de cotisations versées à un fonds. Aucune indemnité n'a été versée au cours de l'exercice.

4.5.2 Provisions pour autres passifs (part à moins d'un an)

(en K€)	30/06/08	Augmentations	Diminutions		30/06/09
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour litiges salariés	53				53
Provisions pour impôts et taxes	-				0
Autres provisions pour risques	40	14		-40	14
Total	93	14		-40	67

(en K€)	30/06/07	Augmentations	Diminutions		30/06/08
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour litiges salariés	53				53
Provisions pour impôts et taxes	124			-124	0
Autres provisions pour risques	19	40		-19	40
Total	196	40		-143	93

4.6 Echéances des dettes

(en K€)	30/06/09	à 1 an au plus	+ d'1 an et - de 5 ans	à + de 5 ans
Dettes financières ⁽¹⁾	42 051	6 112	33 745	2 194
Fournisseurs	14 034	14 034		
Dettes sur contrats joueurs ⁽²⁾	35 808	28 401	7 407	
Dettes fiscales	13 270	13 270		
Dettes sociales	18 130	18 130		
Autres passifs courants	595	595		
Comptes de régularisation	5 030	5 030		
Total	128 918	85 572	41 152	2 194

(en K€)	30/06/08	à 1 an au plus	+ d'1 an et - de 5 ans	à + de 5 ans
Dettes financières ⁽¹⁾	48 808	1 284	46 675	849
Fournisseurs	16 963	16 963		
Dettes sur contrats joueurs ⁽²⁾	56 632	32 050	24 582	
Dettes fiscales	18 406	18 406		
Dettes sociales	33 678	33 678		
Autres passifs courants	1 570	1 570		
Comptes de régularisation	5 981	5 981		
Total	182 038	109 932	71 257	849

(en K€)	30/06/07	à 1 an au plus	+ d'1 an et - de 5 ans	à + de 5 ans
Dettes financières ⁽¹⁾	22 519	5 890	15 638	991
Fournisseurs	16 266	16 266		
Dettes sur contrats joueurs ⁽²⁾	29 235	21 159	8 076	
Dettes fiscales	29 659	29 659		
Dettes sociales	25 953	25 953		
Autres passifs courants	2 992	2 992		
Comptes de régularisation	9 077	9 077		
Total	135 701	110 996	23 714	991

⁽¹⁾ Les dettes financières de 1 à 5 ans correspondent principalement à des lignes de crédits bancaires contractées par l'OL Groupe et l'Olympique Lyonnais Sasp, crédits accordés à des taux basés sur Euribor plus une marge négociée variant selon les établissements bancaires. Les dettes financières à plus de 5 ans correspondent à des emprunts à taux fixe contractés par une SCI du Groupe pour les acquisitions de construction (cf. note 7.3) ainsi qu'à un emprunt contracté en novembre 2008 par l'OL Association dans le cadre du financement du nouveau Centre de Formation. L'échéancier des dettes financières est présenté hors intérêts non courus.

⁽²⁾ Les dettes sur contrats joueurs font l'objet d'actualisation, le montant de l'actualisation au 30 juin 2009 est de 752 K€ et 1 814 K€ l'exercice précédent. L'impact constaté en charge financière est présenté en note 5.6. Ces dettes sont détaillées ci-dessous :

Comptes consolidés au 30 juin 2009

(en K€)	30/06/09			30/06/08			30/06/07		
	Total	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant
Dettes sur acquisitions intervenues avant 2005	341	209	132	1 824	1 499	325	4 697	3 861	836
Dettes sur acquisitions intervenues en 2005							2 396	2 396	
Dettes sur acquisitions intervenues en 2006	368	251	117	4 597	4 005	592	12 688	6 041	6 647
Dettes sur acquisitions intervenues en 2007				196	92	104	9 454	8 861	593
Dettes sur acquisitions intervenues en 2008	16 780	15 333	1 447	50 015	26 454	23 561			
Dettes sur acquisitions intervenues en 2009	18 319	12 608	5 711						
Total	35 808	28 401	7 407	56 632	32 050	24 582	29 235	21 159	8 076

Ces dettes sur contrats joueurs sont garanties par des cautions bancaires à hauteur de 28 273 K€ (dont 6 458 K€ à plus d'un an) et à hauteur de 7 008 K€ l'exercice précédent (dont 1 520 K€ à plus d'un an).

L'échéancier des dettes liées au retraitement des contrats de location selon IAS17 (hors intérêts non courus) est le suivant :

(en K€)	30/06/09	à 1 an au plus	+ d'1 an et - de 5 ans	à + de 5 ans
Emprunts constatés sur location financement	217	117	100	
Total	217	117	100	-

(en K€)	30/06/08	à 1 an au plus	+ d'1 an et - de 5 ans	à + de 5 ans
Emprunts constatés sur location financement	293	142	151	
Total	293	142	151	-

Les passifs financiers non actualisés et par maturité se décomposent comme suit :

(en K€) Au 30 /06/09	à 1 an au plus	+ d'1 an et - de 5 ans	à + de 5 ans
Ligne de crédit long terme	589	2 356	2 546
Ligne de crédit moyen terme ⁽¹⁾	3 539	31 963	
Autres passifs financiers	189	130	

(en K€) Au 30/06/08	à 1 an au plus	+ d'1 an et - de 5 ans	à + de 5 ans
Ligne de crédit long terme	188	751	963
Ligne de crédit moyen terme ⁽¹⁾		45 992	
Autres passifs financiers	1 160	150	

(1) Les encours ne comprennent pas les intérêts car ces dettes sont à taux variables.

4.7 Instruments financiers

4.7.1 Juste valeur des instruments financiers

La ventilation des actifs et passifs financiers selon les catégories "extra-comptable" prévues par la norme IAS 39 et la comparaison entre les valeurs comptables et les justes valeurs, sont données dans le tableau ci-dessous (hors créances et dettes fiscales et sociales)

(en K€)	Désignation des instruments financiers	Valeur nette comptable au 30/06/09	Juste valeur au 30/06/09	Valeur nette comptable au 30/06/08	Valeur nette comptable au 30/06/07
Créances sur contrats joueurs	B et C	62 406	62 406	43 922	36 330
Contrats joueurs détenus en vue de la vente	D	8 356	8 356	0	0
Autres actifs financiers non courants	C	494	494	542	268
Clients	C	12 251	12 251	11 661	19 585
Autres actifs courants ⁽¹⁾	C	1 226	1 226	4 825	2 005
Valeurs mobilières de placements	A	103 480	103 480	144 399	143 080
Trésorerie	A	874	874	4 930	7 217
Actifs financiers		189 087	189 087	210 279	208 485

(en K€)	Désignation des instruments financiers	Valeur nette comptable au 30/06/09	Juste valeur au 30/06/09	Valeur nette comptable au 30/06/08	Valeur nette comptable au 30/06/07
Dettes financières	B	42 051	42 051	48 808	22 519
Dettes sur contrats joueurs	B et C	35 808	35 808	56 632	29 235
Fournisseurs	C	14 034	14 034	16 963	16 266
Autres passifs courants ⁽¹⁾	C	595	595	1 570	2 992
Passifs financiers		92 488	92 488	123 973	71 012

(1) Hors créances et dettes fiscales et sociales et comptes de régularisation.

A : Actifs à la juste valeur par le résultat
C : Actifs et passifs évalués au coût

B : Actifs et passifs évalués au coût amorti
D : Actifs disponibles à la vente

4.7.2 Politique de gestion des risques

Dans le cadre de son activité, le Groupe n'est pas exposé de manière significative aux risques de change.

Risques de liquidité

Le groupe n'est pas exposé au risque de liquidité, les actifs courants et notamment les éléments de trésorerie, étant très supérieurs aux passifs courants. Pour cette raison aucune échéance n'a été détaillée pour la part à moins d'un an.

Risque de crédit financier

Ce risque comprend principalement les opérations relatives aux placements de trésorerie.

Les placements du Groupe sont constitués de :

- VMP comprenant des Sicav et FCP monétaires régulières et cessibles à tout moment
- Certificats de dépôt négociables à capital garanti, cessibles à tout moment et dont les échéances ne dépassent pas trois mois.

Le Groupe effectue ses transactions financières (lignes de crédit, placements...) avec des banques de premier rang et veille à diversifier l'attribution de ses transactions financières sur l'ensemble de ses partenaires afin de limiter le risque de contrepartie.

Les contrats de crédits

Au 30 juin 2009, le Groupe dispose d'un engagement de ses partenaires bancaiers pour un montant global de 47,7 M€ afin de faire face aux besoins de financement de ses activités.

Les contrats de crédit prévoient des clauses en matière d'exigibilité et des conventions détaillées en note 7.3.

A ce jour le Groupe respecte ces dispositions.

Risque de crédit commercial

Actifs et passifs financiers liés aux contrats joueurs :

Au 30 juin 2009, le montant désactualisé et par maturité des créances et des dettes sur contrats joueurs se décompose comme suit :

(en K€) Au 30 /06/09	à 1 an au plus		+ d'1 an et - de 5 ans	
	Montant actualisé	Montant désactualisé	Montant actualisé	Montant désactualisé
Créances sur contrats joueurs	33 266	33 505	29 140	29 590
Dettes sur contrats joueurs	28 401	28 736	7 407	7 824

(en K€) Au 30 /06/08	à 1 an au plus		+ d'1 an et - de 5 ans	
	Montant actualisé	Montant désactualisé	Montant actualisé	Montant désactualisé
Créances sur contrats joueurs	27 238	27 716	16 684	17 601
Dettes sur contrats joueurs	32 050	32 793	24 582	25 658

Autres actifs courants :

Le risque de crédit clients est très limité comme l'indique le tableau ci-dessous.

L'analyse des créances fait ressortir une valeur de 0,6 M€ de créances échues depuis 12 mois et non provisionnées, pour un montant total de balances clients de 12,3 M€ au 30 juin 2009.

(en K€)	Créances clients au 30/06/09	Créances clients au 30/06/08
Valeur comptable	12 251	11 661
Dont : dépréciées	251	1 646
Dont : ni dépréciées ni échues à la date de clôture	5 424	6 154
Dont : non dépréciées à la date de clôture mais échues	6 576	3 861
Créances clients < 6 mois	4 179	2 371
Créances clients entre 6 et 12 mois	1 781	1 222
Créances clients > 12 mois	616	268

Concernant les créances échues de plus de 12 mois et non dépréciées, le Groupe estime qu'il n'existe aucun risque de non recouvrement.

Risques de marché

Risques de taux

Le Groupe dispose de moyen de financement à moyen terme sans risque et à très faible volatilité portant intérêt sur la base du taux EURIBOR et place sa trésorerie disponible sur des supports de placement rémunérés sur la base des taux variables à court terme (EONIA et EURIBOR). Dans ce contexte, le Groupe est assujéti à l'évolution des taux variables et en appréhende le risque de façon régulière.

A ce jour, le Groupe n'a pas mis en place d'instruments de couverture de taux. Une augmentation du taux de 1 % engendrerait, compte tenu des placements et des dettes à taux variables existant à la clôture, une augmentation des produits d'intérêt d'environ 0,6 M€, contre 1,02 M€ l'exercice précédent.

La gestion quotidienne de la trésorerie du Groupe est assurée par la Direction Financière en utilisant un système d'information intégré. Un reporting hebdomadaire de la situation nette de la trésorerie est établi et permet de suivre l'évolution de l'endettement et de la trésorerie placée.

4.8 Endettement financier net

L'endettement financier net comprend les dettes financières, la trésorerie et équivalent de trésorerie, ainsi que les dettes et créances sur contrats joueurs. L'endettement financier net s'élève à -88 901 K€ au 30 juin 2009 pour -87 811 K€ au 30 juin 2008 et pour -134 873 K€ au 30 juin 2007.

5. NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

5.1 Ventilation des produits d'activité

5.1.1 Ventilation des produits par nature d'activité

(en K€)	30/06/09	30/06/08	30/06/07
Droits TV LFP-FFF	44 443	47 468	47 222
Droits TV UEFA	23 647	27 527	22 679
Billetterie	22 441	21 777	21 513
Partenariats- Publicité	21 263	20 439	18 105
Produits de la marque ⁽¹⁾	27 819	38 501	31 034
Produits des activités (hors contrats joueurs)	139 613	155 712	140 553
Produits de cession des contrats joueurs ⁽²⁾	52 382	55 930	73 524
Produits des activités	191 995	211 642	214 077

(1) Produits de la marque

(en K€)	30/06/09	30/06/08	30/06/07
Produits dérivés	11 406	12 651	15 862
Produits liés à l'image	3 466	4 616	4 323
Contrat signing fee	7 000	10 500	3 250
Autres	5 947	10 734	7 599
Produits de la marque	27 819	38 501	31 034

(2) Produits de cession des contrats joueurs :

(en K€)	30/06/09	30/06/08	30/06/07
Abidal Eric	500		12 282
Baros Milan	4 738		
Belhadj Nadir		3 442	
Ben Arfa Hatem	1 000	11 427	
Benzema Karim	35 300		
Berthod Jérémy		2 438	
Clement Jérémy			1 630
Coupet Grégory	1 581		
Diarra Alou	500	7 938	
Diarra Mahamadou			23 283
Frau Pierre-Alain			4 922
Malouda Florent	830	17 798	
Monsoreau Sylvain			4 900
Nilmar Honorato			7 720
Paillot Patrick	1 300		
Pedretti Benoît			5 250
Plessis Damien	200	500	
Remy Loïc		7 755	
Riou Rémy	200	800	
Squillaci Sébastien	5 898		
Tiago			12 580
Wiltord Sylvain		1 620	
Divers	335	2 212	957
Produits de cession des contrats joueurs	52 382	55 930	73 524

5.1.2 Ventilation des produits des activités par sociétés

(en K€)	30/06/09	30/06/08	30/06/07
Olympique Lyonnais Groupe et divers	204	288	66
Olympique Lyonnais SASP	171 755	187 051	185 436
OL Merchandising	8 671	10 445	17 102
M2A	2 735	2 206	2 010
OL Voyages	3 667	4 382	3 884
OL Images	3 466	4 616	4 323
OL Organisation	268	275	862
Association Olympique Lyonnais	1 026	836	174
OL Brasserie	204	553	220
OL Restauration		990	
Produits des activités	191 995	211 642	214 077

5.2 Ventilation des achats consommés

(en K€)	30/06/09	30/06/08	30/06/07
Achats externes pour revente en interne ⁽¹⁾	-6 206	-7 273	-6 943
Autres achats consommés	-10 858	-11 089	-10 741
Produits des activité	-17 064	-18 362	-17 684

(1) Ils sont composés principalement des frais de voyages et frais d'organisation.

5.3 Dotations aux amortissements et provisions nettes

(en K€)	30/06/09	30/06/08	30/06/07
Dotations sur actif immobilisé corporel et incorporel	-1 973	-2 441	-1 413
Dotations nettes pour indemnités de départ à la retraite	-47	-47	-90
Dotations nettes aux autres provisions pour risques	-14	103	698
Dotations sur provisions nettes sur actif circulant	274	-320	-131
Total hors contrats joueurs	-1 760	-2 705	-936
Dotations sur actif immobilisé : contrats joueurs	-33 188	-25 460	-24 364
Dotations nettes sur créances sur contrats joueurs			250
Dotations aux provisions sur contrats joueurs	-1 455	-515	
Reprises de provisions sur contrats joueurs	343		
Total contrats joueurs	-34 300	-25 975	-24 114

5.4 Charges de personnel

(en K€)	30/06/09	30/06/08	30/06/07
Masse salariale	-56 439	-60 654	-57 485
Charges sociales	-18 725	-20 689	-17 858
Intéressements et participation	-140	-277	-250
Droit à l'image collective ⁽¹⁾	-19 759	-18 321	-17 876
Charges relatives du plan de stock options ⁽²⁾	-85	-117	
Total hors contrats joueurs	-95 148	-100 058	-93 469

(1) L'application en 2004 d'une législation particulière quant à la rémunération du droit à l'image collective des joueurs d'un club sportif professionnel a permis aux clubs de football français de bénéficier d'une exonération de charges sociales sur une partie de la rémunération versée aux joueurs.

(2) Le plan de stock options mis en place le 20 novembre 2007 entre dans le périmètre de la norme IFRS2.

Ce plan porte sur 194 640 options attribuées aux cadres de la société, ces options pourront être exercées du 1^{er} janvier 2012 au 20 novembre 2015.

Modalités du plan :

- Le prix d'exercice est égal à 18,13 €.
- Le nombre d'options attribuées est conditionné à des performances liées au cours de bourse de l'action et à la rentabilité opérationnelle courante du groupe.
- La condition de présence est de 4 ans.
- Il n'y a pas de période d'incessibilité.

Les calculs prennent en compte notamment les paramètres suivants : la maturité des options, la volatilité et le taux de distribution.

Le montant en résultat, étalé sur la durée de la période de l'attribution (du 20 novembre 2007 au 31 décembre 2011), sera modifié en fonction des niveaux d'atteintes des objectifs ci-dessus et de la présence des bénéficiaires du plan au jour de l'arrêt.

5.5 Valeur résiduelle des contrats joueurs

(en K€)	30/06/09	30/06/08	30/06/07
Diminution de l'actif contrats joueurs	-18 656	-11 637	-26 689
Dettes relatives aux contrats cédés	196	1341	1 877
Contrats classés en actif courant	8 356		-3 950
Valeur rsiduelle des contrats joueurs	-10 104	-10 296	-28 762

5.6 Résultat financier

(en K€)	30/06/09	30/06/08	30/06/07
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	2 466	5 394	2 470
Intérêts sur les lignes de crédits	-1 482	-1 235	-1 135
Charges d'actualisation des contrats joueurs	-1 829	-1 560	-999
Produits d'actualisation des contrats joueurs	1 475	1 167	302
Coût de l'endettement financier net	630	3 766	638
Dotations aux provisions nettes de reprises financières	41	-38	-9
Autres produits et charges financiers	-71	-127	135
Autres produits et charges financiers	-30	-165	126
Résultat financier	600	3 601	764

5.7 Impôts

5.7.1 Ventilation de l'impôt

(en K€)	30/06/09	30/06/08	30/06/07
Impôt exigible	-1 922	-10 476	-18 230
Impositions différées	-1 143	-193	7 952
Charge d'impôt	-3 065	-10 669	-10 278

5.7.2 Preuve d'impôt

(en K€)	30/06/09	%	30/06/08	%	30/06/07	%
Résultat brut avant impôts	8 417		30 676		28 800	
Impôt au taux de droit commun	-2 898	-34,43 %	-10 561	-34,43 %	-9 916	-34,43 %
Effet des différences permanentes	-405	-4,81 %	-355	-1,16 %	-477	-1,66 %
Crédits d'impôts	123	1,46 %	185	0,60 %	275	0,95 %
Divers	114	1,36 %	62	0,20 %	-160	-0,56 %
Impôt sur les bénéfices	-3 065	-36,42 %	-10 669	-34,78 %	-10 278	-35,69 %

6. NOTES SUR LES EFFECTIFS

L'effectif moyen du Groupe est ventilé comme ci-dessous :

	30/06/09	30/06/08	30/06/07
Cadres	54	49	52
Employés	146	161	181
Joueurs professionnels	29	25	29
Total	229	235	262

L'effectif moyen se répartit dans les sociétés du Groupe comme ci-dessous :

	30/06/09	30/06/08	30/06/07
Olympique Lyonnais Groupe	40	38	38
OL Merchandising	24	26	44
Olympique Lyonnais SASP	45	40	42
OL Voyages	9	9	9
OL Association	54	64	68
OL Organisation	18	19	24
OL Images	20	20	18
M2A	8	8	8
OL Brasserie	10	10	11
Foncière du Montout	1	1	
Total	229	235	262

7 NOTES SUR LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

7.1 Engagements reçus

(en K€)	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Engagements liés aux cessions de contrats joueurs sous conditions suspensives	5 300	8 800		14 100
Autres garanties solidaires	313			313

Les engagements reçus sont constitués par :

- Les lignes de crédits bancaires (cf. 7.3),
- Les engagements liés aux cessions de contrats joueurs, pour un montant de 14,1 M€. Certains contrats de transfert prévoient la rétrocession conditionnée après le transfert de sommes, versées au club en cas de réalisation de performances.

7.2 Engagements donnés

(en K€)	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Loyers à payer	2 092	3 701	1 980	7 773
Engagements liés aux acquisitions de contrats joueurs	1 700	2 200		3 900
Engagements pris dans le cadre des contrats joueurs sous conditions de présence du joueur au sein du club	16 139	23 940		40 079
Autres cautions	267	156		423
Dettes garanties par des hypothèques	376	1 676	2 194	4 246

Les engagements donnés sont constitués par :

- Les loyers à payer relatifs aux contrats de locations immobilières et mobilières pour un montant de 8,0 M€.
- Les engagements liés à l'acquisition de contrats joueurs, pour un montant de 3,9 M€. Ils correspondent à des engagements pris auprès des clubs cédants en cas du transfert du contrat joueur.
- Les engagements pris dans le cadre des contrats joueurs pour un montant total de 40,1 M€. Ils correspondent principalement à des compléments de rémunérations à verser dans le futur. Ces engagements sont généralement conditionnés à la présence des joueurs au sein de l'effectif du club.
- Les dettes garanties par des hypothèques relatives à la construction des locaux d'OL Store et du Centre de Formation sont garanties à hauteur de 4,2 M€. Ces garanties ont été prises sous la forme d'hypothèques auprès du Crédit Lyonnais, de la Banque Rhône-Alpes et de la BNP.
- Engagements concernant les projets immobiliers :

Au 30 juin 2009, les engagements concernant la construction du grand stade sont de 200 K€.

Autres engagements

Dans le cadre de l'acquisition de contrats joueurs, des engagements calculés sur la base d'un pourcentage de montant de l'éventuel cession ultérieure de ces contrats ont été pris vis à vis de certains clubs ou joueurs (cf. 2.7.1 b contrats joueurs).

Droit Individuel à la Formation (DIF)

La loi 2004-391 du 4 Mai 2004 relative à la formation professionnelle a créé pour les salariés bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée, un Droit Individuel à Formation (DIF) d'une durée de 20 heures cumulables sur une période de six ans. Le DIF est plafonné à 120 heures.

Conformément à l'avis N° 2004 du 13 Octobre 2004 du Comité d'Urgence du CNC, les actions de formation n'ayant pas éteint l'ensemble des droits ouverts, les informations ci-dessous sont communiquées :

	Droits acquis au 30/06/07	Droits acquis au 01/07/08	Droits non utilisés au 30/06/09
Droits individuels de formation (en heures)	9 187	11 207	12 226

7.3 Lignes de crédits et covenants

(en K€)	au 30/06/09	au 30/06/10
Conventions bancaires, montant disponible	47 667	42 333
Dont utilisés ⁽¹⁾	47 667	

(1) dont cautions données dans le cadre d'acquisition de contrats joueur 12 164 K€, et 35 502 K€ de tirages utilisés.

L'OL Groupe dispose de moyens de financement par l'intermédiaire des contrats conclus avec ses partenaires bancaires :

Ces contrats, portant sur un montant global de 47 667 K€, comportent, outre les engagements usuels de ce type de contrats des clauses en matière d'exigibilité anticipée et de covenants notamment :

- L'OL Groupe doit détenir à tout moment en capital et droits de vote la majorité dans les Assemblées de la SASP Olympique Lyonnais,
- Les actionnaires majoritaires d'OL Groupe doivent détenir plus de 50,01 % des droits de vote,
- Le Groupe doit maintenir les ratios financiers suivants :
 - Endettement net ajusté sur fonds propres inférieur à 0,5
 - Endettement ajusté sur Excédent brut d'exploitation inférieur à 2,0
 - D'autres ratios calculés sur l'activité sportive
- Le Groupe doit informer la banque de tout événement de nature à avoir un effet défavorable sur l'activité, le patrimoine ou la situation économique et financière d'OL Groupe et de ses filiales.

Emprunts bancaires relatifs au financement de la construction de l'OL Store

Le 30 juin et le 3 juillet 2003, dans le cadre du financement de la construction de l'OL Store, la société SCI Mégastore Olympique Lyonnais a conclu avec le Crédit Lyonnais d'une part et la Banque Rhône-Alpes d'autre part deux emprunts d'un million d'euros chacun pour une durée de quinze ans. Ces emprunts font l'objet de remboursement par échéance trimestrielle et portent intérêt de 4,90 % et 4,70 % l'an.

Des cas d'exigibilité anticipée usuels pour ce type de convention sont prévus au contrat.

Emprunt bancaire relatif au financement de la construction du nouveau Centre de Formation

Le 6 novembre 2008, dans le cadre du financement de la construction du Centre de Formation, l'Association Olympique Lyonnais a conclu avec la BNP un emprunt de 3 M€ pour une durée de dix ans. Cet emprunt fait l'objet de remboursement mensuel et porte intérêts sur la base du taux euribor 1 mois plus une marge fixe.

8. NOTES SUR LES RELATIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le Groupe est consolidé par intégration globale dans le Groupe ICMI (52, Quai Paul Sédallian- 69009 Lyon) et par mise en équivalence dans le Groupe Pathé (2, rue Lamennais – 75008 Paris). Le détail des relations entre le Groupe et les sociétés ICMI, Pathé et leurs filiales est le suivant :

(en K€)	30/06/09	30/06/08	30/06/07
Créances			
Créances d'exploitation (valeurs brutes)	49	228	131
Total	49	228	131
Dettes			
Dettes d'exploitation	459	1 284	1 167
Total	459	1 284	1 167

(en K€)	30/06/09	30/06/08	30/06/07
Charges d'exploitation			
Redevances de Direction Générale	772	1 002	966
Autres charges externes	964	1 285	1 208
Total	1 735	2 287	2 174
Produits d'exploitation			
Frais généraux	108	285	153
Total	108	285	153

9. TABLEAU DES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Instruction n° 2006-10 du 19 décembre 2006

Prise en application de l'article 222-8 du règlement général de l'AMF

Publicité des Honoraires des Contrôleurs légaux des comptes et membres de leurs réseaux

Exercice couvert : du 01/07/2008 au 30/06/2009, il s'agit des prestations effectuées au titre d'un exercice comptable prises en charge au compte de résultat.

	Orfis Baker Tilly						Cogeparc					
	Montant (en K€)			%			Montant (en K€)			%		
	N	N-1	N-2	N	N-1	N-2	N	N-1	N-2	N	N-1	N-2
Audit												
Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés ⁽¹⁾												
- Emetteur	67	45	58	61 %	53 %	43 %	41	45	58	100 %	100 %	68 %
- Filiales intégrées globalement	38	37	12	35 %	44 %	9 %						
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux Comptes ⁽²⁾												
- Emetteur	5	3	64	5 %	4 %	48 %		27			32 %	
- Filiales intégrées globalement												
Sous total	110	85	134	100 %	100 %	100 %	41	45	85	100 %	100 %	100 %
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement ⁽³⁾												
Juridique, fiscal, social												
Autres (à préciser si → 10 % des honoraires d'audit)												
Sous total												
Total	110	85	134	100 %	100 %	100 %	41	45	85	100 %	100 %	100 %

(1) Y compris les prestations des experts indépendants ou membres du réseau du Commissaire aux Comptes.

(2) Cette rubrique reprend les diligences et prestations directement liées rendues à l'émetteur (la société mère) ou à ses filiales :

- par le Commissaire aux Comptes dans le respect des dispositions de l'article 10 du Code de déontologie,
- par un membre du réseau dans le respect des dispositions des articles 23 et 24 du Code de déontologie.

(3) Il s'agit des prestations hors audit rendues, dans le respect des dispositions de l'article 24 du Code de déontologie.

10. RÉMUNÉRATIONS DE L'ÉQUIPE DE DIRECTION

La rémunération de l'équipe de direction s'élève à 616 K€ au 30 juin 2009, pour 752 K€ au 30 juin 2008. Le Président-Directeur Général n'est pas rémunéré directement par OL Groupe. La redevance facturée par ICMI à OL Groupe intègre les prestations du Président-Directeur Général.

11. ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

11.1 Contrat de partenariat

OL SASP a conclu le 7 août 2009 avec adidas un protocole d'accord aux termes duquel, pour une période de dix saisons sportives à compter de la saison 2010/2011, adidas deviendra le fournisseur exclusif d'équipements sportifs de l'Olympique Lyonnais.

11.2 Projets immobiliers

OL Groupe a pris acte, du vote favorable intervenu le 6 juillet 2009 au sein du Conseil Communautaire concernant l'arrêt de Projet du Plan Local d'Urbanisme n° 1. L'adoption de cet arrêt de projet de révision du PLU constitue une étape importante dans la mise en œuvre du projet de Grand Stade.

Dans ce contexte favorable, OL Groupe va poursuivre la mise en œuvre du projet OL Land à Décines. L'objectif est d'en finaliser la construction pour le deuxième semestre 2013.

11.3 Acquisitions depuis le 1^{er} juillet 2009

Les acquisitions de contrats joueurs intervenues après le 30 juin 2009 s'élèvent à 76,5 M€. Il s'agit des attaquants Lisandro Lopez et Bafétimbi Gomis, du défenseur Aly Cissokho, et du milieu de terrain Michel Bastos.

11.4 Cessions depuis le 1^{er} juillet 2009

Depuis le 1^{er} juillet 2009, le Groupe a procédé aux cessions de Kader Keita, Fabio Grosso et Anthony Mounier pour un montant global minimum de 12,9 M€.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2009

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2009 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Olympique Lyonnais Groupe, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie.
Lors de notre audit, nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation.
- S'il existe un indice de perte de valeur, les contrats joueurs font l'objet d'une dépréciation selon les modalités décrites dans la note 2.7.4 de l'annexe des comptes consolidés.
Nous avons apprécié les valeurs données par les équipes techniques et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note 2.7.4 donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Villeurbanne et Lyon, le 27 octobre 2009

Orfis Baker Tilly
Michel Champetier

Cogeparc
Stéphane Michoud



COMPTES SOCIAUX

Au 30 juin 2009

Compte de résultat

(en K€)	2008/09	2007/08
Produits		
Production vendue	8 013	8 622
Reprise/amortissement et provisions et transfert de charges	183	90
Autres produits	172	13
Total des produits	8 369	8 725
Consommation marchandises et matériels		
Autres achats & charges externes	3 891	4 420
Sous-total	3 891	4 420
Charges d'exploitation		
Impôts, taxes et versements assimilés	287	173
Salaires et traitements	2 363	2 343
Charges sociales	1 054	1 005
Amortissements et provisions	172	197
Autres charges	141	144
Sous-total	4 017	3 861
Total des charges	7 908	8 281
Résultat d'exploitation	461	444
Produits financiers	8 386	25 983
Charges financières	3 945	2 408
Résultat financier	4 441	23 574
Résultat courant avant impôts	4 902	24 018
Produits exceptionnels	7	15
Charges exceptionnelles	768	46
Résultat exceptionnel	-761	-31
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	0	87
Impôts sur les résultats	80	1 445
Résultat net de l'exercice	4 061	22 455

Bilan actif

(en K€)	Montant brut 30/06/09	Amortissements Provisions	Montant net 30/06/09	Montant net 30/06/08
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets	49	43	6	8
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	953	420	533	452
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	81 867	37	81 830	25 869
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 842	504	1 338	2 020
Total actif immobilisé	84 711	1 004	83 707	28 350
Actif circulant				
Créances				
Clients et comptes rattachés	9 269		9 269	9 851
Fournisseurs débiteurs	4		4	65
Personnel	1		1	
Etat impôts sur les bénéfices	4 100		4 100	6 614
Etat taxes sur le chiffre d'affaires	237		237	495
Autres créances	8 155		8 155	25 348
Divers				
Valeurs mobilières de placement	107 095	2 143	104 951	147 475
Disponibilités	18		18	307
Total actif circulant	128 878	2 143	126 734	190 155
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	268		268	115
Total comptes de régularisation	268		268	115
Total général	213 857	3 148	210 709	218 619

Bilan passif

(en K€)	Montant net 30/06/09	Montant net 30/06/08
Capital social	20 127	20 127
Primes d'émission, fusion, apport	102 865	102 865
Réserve légale	1 976	854
Réserves réglementées	37	37
Autres réserves	130	130
Report à nouveau	30 556	11 037
Résultat de l'exercice	4 061	22 455
Total capitaux propres	159 752	157 505
Provisions pour risques		48
Provisions pour charges		
Total provisions pour risques et charges	0	48
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts	35 502	45 992
Découverts, concours bancaires	54	164
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 220	1 404
Dettes fiscales et sociales		
Personnel	464	690
Organismes sociaux	447	396
Etat impôts sur les bénéfices		
Etat taxes sur le chiffre d'affaires	1 507	1 552
Autres dettes fiscales et sociales	49	64
Dettes sur immobilisations	35	70
Autres dettes	11 677	10 734
Total dettes	50 957	61 066
Total comptes de régularisation	0	0
Total général	210 709	218 619

Flux de trésorerie

(en K€)	2008/09	2007/08
Résultat net	4 061	22 455
Amortissements et provisions nets	612	212
Plus ou moins values	0	0
Capacité d'autofinancement	4 673	22 667
Variation du besoin en fonds de roulement	20 945	-19 539
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation	25 618	3 128
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-11	-10
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-239	-37
Acquisitions d'immobilisations financières	-2 331	-1 599
Cessions d'immobilisations	2 525	12
Incidence des variations de périmètre	-55 961	-317
Variation de la trésorerie issue des investissements	-56 017	-1 951
Variation des capitaux propres		
Dividendes versés aux actionnaires	-1 813	-1 835
Emprunts souscrits & intérêts courus	5 488	45 992
Remboursement d'emprunt	-15 978	
Autres variations de l'endettement		
Variation de la trésorerie issue du financement	-12 303	44 157
Variation de trésorerie	-42 702	45 334
Trésorerie d'ouverture	147 618	102 284
Trésorerie de clôture	104 916	147 618

Notes annexes aux états financiers sociaux

Les états financiers au 30 juin 2009 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 27 octobre 2009.

1 ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS

1.1 Mouvement de participations

En mars 2009, la société a acquis 101 actions de la société OL SASP, et a souscrit lors de l'augmentation de capital par compensation du compte courant 64 226 actions de cette société pour un montant global de 55 080 K€.

En avril 2009, la société a souscrit à une augmentation de capital de 1 000 K€ de la SAS Foncière du Montout. Cette augmentation de capital a été souscrite par compensation d'une partie du compte courant d'OL Groupe. OL Groupe détient 100 % du capital de la SAS Foncière du Montout.

En novembre 2008, la société a acquis 10 400 parts sociales lors de l'augmentation de capital de la société BS SARL pour un montant de 10 K€. Après cette augmentation de capital, la société BS sarl a procédé à une réduction de capital de 27 700 parts sociales. La société OL Groupe détient toujours 40 % de cette société après ces opérations.

En juin 2009, la société OL restauration a été dissoute sans liquidation de la société. Cette dissolution entraîne la transmission universelle du patrimoine de la société OL Restauration à la société OL Groupe, actionnaire unique. Les titres ont été annulés pour 129 K€. Cette opération a dégagé un boni de 7 K€.

La société a encaissé 3 848 K€ de dividendes au titre de ses participations au 30 juin 2009.

2 RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

2.1 Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice 2008/2009 ont été établis, selon les normes définies par le plan comptable Général 1982, la loi du 30 avril 1983, et le décret du 29 novembre 1983, et conformément aux dispositions du règlement CRC 99-03. Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.2 Immobilisations incorporelles

Les logiciels acquis font l'objet d'un amortissement sur une durée de 12 mois.

2.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires et autres). Elles n'ont fait l'objet d'aucune réévaluation.

Les amortissements pour dépréciation ont été calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation attendue par la société :

- Installations et agencementsentre 5 et 10 ans
- Matériel informatique3 ans et 5 ans
- Mobilier de bureau5 ans

2.4 Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire est essentiellement liée à la quote-part des capitaux propres sociaux ou consolidés détenus.

Toutefois lorsque le montant d'acquisition est supérieur à la quote-part des capitaux propres, le coût d'acquisition est déprécié en tenant compte de la valeur d'utilité.

Celle-ci s'apprécie, notamment par la prise en compte des plus values latentes sur biens immobiliers et de réévaluation du fonds de commerce en fonction des critères habituellement pratiqués dans la profession et des perspectives de croissance et de rentabilité de la société en référence à une société du même secteur.

Les actions auto-détenues font l'objet, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation sur la base du cours moyen du dernier mois de l'exercice.

Les éléments constitutifs du contrat de liquidité sont enregistrés en immobilisations financières :

- Titres auto-détenus pour 1 397 K€,
- SICAV CAAM trésorerie institution pour 440 K€,
- Provision sur titres auto-détenus pour 504 K€.

Les éléments constitutifs du programme de rachat d'actions sont enregistrés en valeurs mobilières de placement :

- Titres auto-détenus pour 3 615 K€,
- Provision sur titres auto-détenus pour 2 143 K€.

2.5 Prêts, dépôts et cautionnements

Ces éléments sont évalués à leur valeur nominale et font, le cas échéant, l'objet d'une provision pour dépréciation.

2.6 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.7 Comptes de régularisation

Des produits et charges constatées d'avance sont enregistrés pour tenir compte de la règle de rattachement des produits et charges à l'exercice concerné.

2.8 Trésorerie

Elle comprend les liquidités, les comptes courants bancaires et les valeurs mobilières de placement.

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Leur évaluation, à la clôture

de l'exercice, est effectuée pour les SICAV et Fonds Communs de Placement sur la base du dernier prix de rachat connu.

Dans le cas de titres cotés, l'évaluation est réalisée sur la base de la valeur boursière résultant du cours moyen constaté le dernier mois de l'exercice.

Si la valeur résultant des méthodes d'évaluation ci-dessus est inférieure au coût historique d'acquisition, une dépréciation est constituée. Toutefois, cette provision n'est pas constituée lorsque la moins-value latente y afférente peut être compensée par des plus-values latentes sur des titres de même nature.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée selon la méthode "premier entré / premier sorti".

2.9 Provisions pour risques et charges

Les provisions sont constituées en fonction d'évaluations au cas par cas des risques et charges correspondants.

Une provision est constituée chaque fois que les organes de Direction de la société ont la connaissance d'une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, qui pourrait engendrer une sortie probable de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue.

2.10 Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation sont constitués de refacturations de frais et redevances Groupe. Ces redevances sont calculées sur la base des frais engagés et répartis en fonction de la marge des filiales opérationnelles.

2.11 Résultat exceptionnel

Les produits et charges relevant du résultat exceptionnel incluent les éléments extraordinaires, ainsi que les éléments qualifiés d'exceptionnels dans leur nature par le droit comptable (cessions d'éléments d'actif et boni ou mali sur cessions d'actions propres).

3. NOTES SUR L'ACTIF

3.1 Actif immobilisé (en K€)

(en K€)	Montant au 01/07/08	Augmentations	Diminutions	Montant au 30/06/09
Valeurs brutes				
Immobilisations incorporelles	41	11	3	49
Immobilisations corporelles	730	239	16	953
Immobilisations financières ⁽¹⁾	27 942	58 421	2 654	83 709
Total	28 713	58 671	2 673	84 711
Amortissements et provisions				
Immobilisations incorporelles	33	13	3	43
Immobilisations corporelles	277	159	16	420
Immobilisations financières	53	488		541
Total	363	660	18	1 004
Total valeurs nettes	28 350			83 707
	01/07/08	Augmentations	Diminutions	30/06/09
⁽¹⁾ Dont titres auto-détenus	1 534	1 322	1 460	1 397

3.2 État des échéances des créances (en K€)

L'actif réalisable tient compte des comptes courants, les créances groupes sont considérées à moins de 1 an. Les créances sur actions propres sont considérées à plus d'un an.

(en K€)	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Autres immobilisations financières	1 842		1 842
Actif circulant	129 145	125 530	3 615
Total	130 987	125 530	5 457

3.3. Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan

Clients & comptes rattachés 8 559 K€

Autres créances et avoirs à recevoir 11 K€

3.4. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 268 K€ au 30 juin 2009. Elles concernent des charges ordinaires liées à l'exploitation normale de l'entreprise.

3.5. Dépréciation

(en K€)	Montant au 01/07/08	Augmentations	Diminutions	Montant au 30/06/09
Immobilisations financières	53	488		541
Dont dotations et reprises :				
- financières		488		
Valeurs mobilières		2 143		2 143
Total	53	2 631		2 684

3.6. Postes de l'actif concernant les entreprises liées

(en K€)	Montant brut	Entreprises liées
Immobilisations financières (valeurs brutes)	83 709	81 872
Participations et créances rattachées	81 867	81 867
Dépôts et prêts	5	5
Autres titres immobilisés	1 837	
Provisions sur immobilisations financières	-541	-37
Immobilisations financières (valeurs nettes)	83 168	81 835
Clients et comptes rattachés (valeurs nettes)	9 269	8 944
Autres créances	12 496	8 140
Créances d'exploitation (valeurs nettes)	21 765	17 084

3.7. Gestion de trésorerie

Une gestion de trésorerie centralisée des sociétés filiales a été mise en place en janvier 2005.

La trésorerie disponible est placée par l'intermédiaire d'OL Groupe. La trésorerie nette, telle que présentée dans le tableau des flux financiers de trésorerie, se décompose comme suit :

Actif	Placements	107 095 K€	(dont actions propres 3 615 K€)
	Provision sur titres	- 2 143 K€	(sur actions propres)
	Disponibilité	18 K€	
Passif	Concours bancaires	54 K€	(dont intérêts courus à payer 21 K€)
Trésorerie nette		104 916 K€	

3.8. Valeurs mobilières de placement et certificats de dépôts

(en K€)	Valeur brute	Valeur de marché au 30/06/09	Valeur de marché au 30/06/08
Actions propres	3 615	1 471	3 451
Parts de Sicav	103 480	103 480	46 121
Certificats dépôts négociables			98 000
Total brut	107 095	104 951	147 572

4. NOTES SUR LE PASSIF

4.1 Capital social

Au 30 juin 2009, le capital d'OL Groupe est constitué de 13 241 287 actions d'une valeur nominale de 1,52 € soit 20 126 756,24 €.

	Ouverture	Augmentation de capital	Clôture
Nombre de titres ⁽¹⁾	13 241 287		13 241 287
Nominal	1,52		1,52

⁽¹⁾ dont 118 166 actions auto-détenues via le programme de liquidité et 194 640 actions auto-détenues via le programme de rachat.

4.2 Variation des capitaux propres

(en K€)	Capital	Primes	Réserves & Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Total
Position au 30/06/2008	20 126	102 865	12 057	22 455	157 504
Répartition du résultat ⁽¹⁾			20 642	-22 455	-1 813
Résultat de l'exercice				4 061	4 061
Position au 30/06/2009	20 126	102 865	32 699	4 061	159 752

⁽¹⁾ Conformément à l'affectation du résultat et à la distribution de dividendes approuvées par l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 novembre 2008.

Comptes sociaux au 30 juin 2009

Affectation du résultat

Réserve légale	1 123 K€
Report à nouveau	19 519 K€ ⁽¹⁾
Distribution de dividendes	1 813 K€

⁽¹⁾ Dont 41 K€ liés au dividende des actions "auto-détenues"

4.3 Charges à payer incluses dans les postes du bilan

(en K€)	Solde au 30/06/09	Solde au 30/06/08
Dettes fournisseurs	643	617
Dettes fiscales et sociales	768	694
Intérêts courus	21	86
Total	1 432	1 397

4.4 Postes du passif concernant les entreprises liées

(en K€)	Montant brut au 30/06/09	Entreprises liées	Montant brut au 30/06/08
Dettes financières	35 556		46 156
Fournisseurs et comptes rattachés	1 220	366	1 404
Dettes fiscales et sociales	2 468		2 702
Dettes sur immobilisations	35		70
Autres dettes	11 678	11 678	10 734
Produits constatés d'avance			
Total	50 957	12 044	61 066

4.5 Provision pour risque

(en K€)	Montant au 01/07/08	Augmentations	Diminutions	Montant au 30/06/09
Provisions pour risques et charges				
- Dotations et reprises (dotation exceptionnelle)				
- Autres provisions pour risques et charges	48		48	
Total	48		48	

Cette provision correspond à la différence entre le prix d'acquisition des actions propres ainsi que le prix prévisionnel des achats restants à effectuer en fonction du programme de rachat et le prix d'attribution. Cette provision est étalée sur la période d'option. Au 30 juin 2009 l'hypothèse retenue est la non réalisation du plan.

4.6 État des échéances des dettes

État des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et à 5 ans au plus
Concours bancaires	35 556	3 593	31 963
Fournisseurs	1 220	1 220	
Dettes fiscales & sociales	2 468	2 468	
Sur immobilisation	35	35	
Autres dettes	11 678	11 678	
Produits constatés d'avance			
Total	50 957	18 994	31 963

5. NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

5.1 Ventilation du chiffre d'affaires

La contribution au chiffre d'affaires par nature d'activité est la suivante :

(en K€)	30/06/09	30/06/08
Refacturations filiales	762	965
Refacturations hors filiales	151	285
Redevances filiales	7 100	7 372
Total	8 013	8 622

5.2 Produits et charges financiers

(en K€)	30/06/09	Dont entreprises liées	30/06/08
Produits financiers			
Dividendes filiales	3 848	3 848	19 949
Intérêts sur comptes courants	2 072	2 072	678
Plus values de cession de VMP	1 302		3 995
Résultat de change			1
Commissions sur cautions	19	19	22
Intérêts des placements	1 145		1 337
Total produits financiers	8 386	5 939	25 982
Charges financières			
Intérêts sur comptes courants	36	36	1 113
Intérêts sur lignes de crédit	1 278		3
Charges sur cession de VMP			
Abandons de créances			1 276
Dotations aux provisions ⁽¹⁾	2 631		16
Total charges financières	3 945	36	2 408

⁽¹⁾ Dont les dotations aux provisions suivantes : dépréciation des titres "auto-détenus" OL Groupe (2 631 K€).

5.3 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

(en K€)	Résultat avant impôts	Impôt	Résultat net après impôts
Résultat courant	4 902	-364	4 528
Résultat exceptionnel	-761	284	-467
Résultat comptable	4 141	-80	4 061

Taux d'imposition des résultats et crédits d'impôts

Bénéfice d'ensemble au taux de droit commun : 4 569 K€ au taux de 33^{1/3} %.

Contribution sociale sur les bénéfices : 760 K€ au taux de 3,3 %.

Réduction d'impôt mécénat : 121 K€ imputable sur l'impôt société au taux de droit commun.

Réduction d'impôt Apprentissage et famille : 2 K€ imputable sur l'impôt société au taux de droit commun.

Retenue à la source : 120 K€ imputable sur l'impôt société au taux de droit commun.

5.4 Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

(en K€)	Montant	Impôt
Allègements		
Provisions non déductibles temporairement		
Charges à payer non déductibles temporairement	121	40
Accroissements		
Charges ou produits déduits et non encore comptabilisés		

5.5 Intégration fiscale

OL Groupe a opté le 20 décembre 2005 pour le régime d'intégration fiscale. La convention d'intégration fiscale est applicable à compter des exercices clos au 30 juin 2007.

Les sociétés faisant partie de ce périmètre sont :

- M2A, Siren 419 882 840
- Olympique Lyonnais SASP, Siren 385 071 881
- OL Merchandising, Siren 442 493 888
- OL Images, Siren 478 996 168
- OL Organisation, Siren 477 659 551
- OL Brasserie, Siren 490 193 141
- La Foncière du Montout, Siren 498 659 762
- OL Restauration Siren 443 160 551 société intégrée fiscalement au 1^{er} juillet 2008. Cette société a été dissoute sans liquidation en juin 2009.

OL Groupe est la société tête de Groupe. L'impôt concerné s'entend de l'impôt société des contributions additionnelles et sociales et de l'IFA.

Les termes de la convention d'intégration fiscale souscrite par le Groupe sont les suivants :

- La société mère dispose sur la société fille d'une créance d'un montant égal à l'impôt théorique que la société fille aurait dû régler comme en l'absence d'intégration. Les économies d'impôts réalisées par le Groupe sont appréhendées par la société mère et constatées en produits non imposables.
- Les sociétés intégrées constatent dans leur compte, pendant toute la durée de leur intégration dans le Groupe,

une charge ou un produit d'impôt sur les sociétés, de contributions additionnelles et d'IFA, analogue à celui qu'elles auraient constaté si elles n'avaient pas été intégrées.

- La société intégrante sera seule redevable de l'impôt supplémentaire qu'elle aura éventuellement à acquitter en cas de sortie du Groupe de la société intégrée. La société intégrante devra indemniser la société intégrée de tout impôt sur les sociétés dû par la société intégrée après sa sortie du périmètre d'intégration fiscale et provenant de l'impossibilité d'utiliser, selon les règles de droit commun, les déficits fiscaux ou les moins values à long terme nés pendant la période d'intégration fiscale et transmis définitivement à la société intégrante. Les montants des déficits et moins values susceptibles de faire l'objet d'une indemnisation sont ceux qui figurent sur l'état 2058-B bis de la société intégrée à la date de sa sortie du Groupe et provenant des exercices d'intégration.

En revanche, aucune indemnisation ne sera due à la société intégrée au titre de la perte par cette dernière de la possibilité future de report en arrière des déficits sur les bénéfices réalisés pendant la période d'intégration fiscale et transmis définitivement à la société intégrante.

Le gain d'impôt lié à l'intégration fiscale a représenté 128 k€.

6. NOTES DIVERSES

6.1 Contrat de liquidité

Le contrat de liquidité est géré par la société BNP PARIBAS Securities services.

Le solde du contrat de liquidité au 30 juin 2009 est de 1,3 K€.

La cession des titres auto-détenus a généré un mali de 683 K€ comptabilisé en charge exceptionnelle.

6.2 Programme de rachat d'actions

En octobre 2007, la société OL Groupe a mis en place en partenariat avec la société Exane BNP Paribas un programme de rachat de ses propres actions. Au 30 juin 2009, le nombre de titres rachetés (livrés et réglés) est de 194 640 titres pour une valeur de 3 615 K€. Tous les titres du programme ont été rachetés.

6.3 Effectif moyen

	30/06/09	30/06/08
Cadres	18	17
Employés	22	21

6.4 Engagements

Engagements donnés

Locations

(en K€)	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total au 30/06/09
Loyers à payer	362	892	126	1 380

Crédit bail

(en K€)	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total au 30/06/09
Loyers à payer	30			30

Comptes sociaux au 30 juin 2009

(en K€)	Redevances payées sur exercice	Redevances payées cumulées	Prix d'achat résiduel
Matériel	40	140	2

(en K€)	Coût d'achat	Dotations exercice	Dotations cumulées	Valeur nette
Matériel	180	36	126	54

Cautions et garanties bancaires

OL Groupe est caution des apports dans le cadre du programme pluriannuelle à verser à la fondation OL pour un montant total de 15 K€.

Cautions données aux filiales

La société OL Groupe s'est portée caution auprès de la société OL SASP pour un montant de 16 108 K€ dans le cadre d'acquisition de contrats joueurs.

Lignes de crédits et covenants

(en K€)	Au 30 juin 2009	Au 30 juin 2010	Au 30 juin 2011
Conventions bancaires, montant disponible	47 667	42 333	25 000
Dont utilisées ⁽¹⁾	47 667		

⁽¹⁾ Dont 35 502 K€ de tirages utilisés, et 12 164 K€ de cautions données dans le cadre d'acquisition de contrats joueurs au bénéfice de la SASP.

L'OL Groupe dispose de moyens de financement par l'intermédiaire des contrats conclus avec ses partenaires bancaires :

Ces contrats, portant sur un montant global de 47 667 K€, comportent, outre les engagements usuels de ce type de contrats des clauses en matière d'exigibilité anticipée et de covenants notamment :

- L'OL Groupe doit détenir à tout moment en capital et droits de vote la majorité dans les assemblées de la SASP Olympique Lyonnais.
- Les actionnaires majoritaires d'OL Groupe doivent détenir plus de 50,01 % des droits de vote.
- Le Groupe doit maintenir les ratios consolidés financiers suivants :
 - Endettement net ajusté sur fonds propres inférieur à 0,5.
 - Endettement ajusté sur excédent brut d'exploitation inférieur à 2,0.
 - D'autres ratios calculés sur l'activité sportive.
 - Sur l'activité, le patrimoine ou la situation économique et financière d'OL Groupe et de ses filiales.

Engagements de retraite

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi ne font pas l'objet de comptabilisation dans les comptes sociaux. L'indemnité au 30 juin 2009 a été évaluée pour un montant de 275 K€.

Cette évaluation a été réalisée selon la méthode actuarielle.

Celle-ci consiste :

- À évaluer pour chaque salarié l'engagement total sur la base du salaire projeté en fin de carrière et de la totalité des droits qui seront acquis à cette échéance.

- À déterminer la fraction de l'engagement total correspondant aux droits acquis à la clôture de l'exercice, au prorata de l'ancienneté à cette date par rapport à l'ancienneté totale qu'aura le salarié à son départ à la retraite.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- L'âge de départ à la retraite (fixé à 60 ans pour les non-cadres et 63 ans pour les cadres).
- Le taux d'actualisation qui est de 4,90 % au 30 juin 2009 (6,20 % au 30 juin 2008).
- Le taux d'évolution des salaires qui est de 1 % pour 2009.

Droit Individuel à la Formation

La loi 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle a créé pour les salariés bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée, un Droit Individuel à Formation (DIF) d'une durée de 20 heures cumulables sur une période de six ans. Le DIF est plafonné à 120 heures.

Conformément à l'avis N° 2004 du 13 octobre 2004 du comité d'urgence du CNC, les actions de formation n'ayant pas atteint l'ensemble des droits ouverts, les informations ci-dessous sont communiquées :

(en heures)	Droits acquis au 01/07/08	Droits ayant fait l'objet d'un accord en 08/09	Droits non utilisés au 30/06/09
Droits	2 003	0	2 497

6.5 Litiges

A la connaissance de la société, il n'existe à ce jour aucun fait ou litige susceptible d'affecter substantiellement l'activité, le patrimoine, la situation financière ou les résultats d'OL Groupe.

6.6 Autres informations : Rémunérations

Au titre de l'exercice 2008-2009, les rémunérations brutes allouées aux membres des organes de Direction, appartenant au comité de Direction Groupe s'élèvent à 616 K€ hors jetons de présence.

6.7 Risque de marché

Risque de taux

Le risque de taux d'intérêt du Groupe est essentiellement lié aux emprunts et dettes financières portant intérêts à taux variable.

A ce jour, le Groupe n'a pas mis d'instruments de couverture de taux.

6.8 Identité des sociétés consolidant les comptes de la société

ICMI SAS, 52 quai Paul Sédallian 69009 Lyon.

Groupe Pathé, 2 rue Lamennais 75008 Paris.

6.9 Événements postérieurs à la clôture

Néant.

6.10 Renseignements concernant les filiales, participations (en euros)

Sociétés ou groupe	Capital	Capitaux propres détenus avant répartition du dernier exercice	QP de capital détenue (%)	VNC des titres détenus	Prêts & avances non remboursés à la situation	CA H.T. du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes nets encaissés au cours de l'exercice
--------------------	---------	--	---------------------------	------------------------	---	-----------------------------	------------------------------	--

I. Filiales (50 % au moins de capital détenu par la société)

Olympique Lyonnais SASP	3 079 744	82 466 603	99,994	78 612 884	0	88 878 756	1 851 454	1 281 460
OL Merchandising	40 000	713 965	99,975	39 990	340 380	7 659 858	667 028	1 167 708
SCI Mégastore	155 000	400 961	99,990	154 990	0	312 920	86 574	0
M2A	118 420	1 289 856	100,000	914 915	74 855	4 751 653	471 293	573 000
OL Images	37 000	243 932	99,973	257 740	2 760 919	4 940 462	190 535	591 840
OL Organisation	37 000	53 053	99,973	41 430	0	4 703 610	34 155	33 291
OL Brasserie	37 000	-36 218	99,973	0	65 587	203 686	-75 748	0
Foncière du Montout	1 300 000	1 108 852	100,000	1 300 000	4 779 192		-195 403	0

II. Participations (détenues entre 10 % et 50 % par la société)

OL Voyages	40 000	125 754	50,000	18 919	13 000	6 145 746	197 393	125 543
Argenson	89 376	225 687	49,970	477 694	0	2 994 216	57 756	74 919
BS SARL	800	-13 870	40,000	11 400	106 173	193 998	-35 475	

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2009

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2009 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Olympique Lyonnais Groupe, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et les informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

- La note 2.4 immobilisations financières de l'annexe expose les méthodes d'appréciation de la valeur d'inventaire des titres et créances liées aux participations.
Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes visées ci-dessus et des informations fournies en annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Villeurbanne et Lyon, le 27 octobre 2009

Les Commissaires aux Comptes

Orfis Baker Tilly
Michel Champetier

Cogeparc
Stéphane Michoud

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2009

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

En application de l'article L.225-40 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Les conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice sont présentés dans le tableau I.

Par ailleurs, en application du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Ces conventions et engagements sont présentés dans le tableau II.

Les personnes concernées par ces conventions et engagements sont présentées dans le tableau III.

Fait à Villeurbanne et Lyon, le 27 octobre 2009

Les Commissaires aux Comptes

Orfis Baker Tilly
Michel Champetier

Cogeparc
Stéphane Michoud

TABEAU I

Conventions et engagements conclus au cours de l'exercice et préalablement autorisés

Sociétés ou personnes concernées	Nature, objet, modalités des conventions	Date d'approbation	Montants (HT en K€)
SASP Olympique Lyonnais	<p>Dans le cadre des contrats d'acquisition des joueurs Bodmer, Keita et Makoun, votre société garantit le paiement des échéances suivantes dues par la SASP Olympique Lyonnais au profit du club de Lille :</p> <p>Montant TTC des cautions :</p> <p>Bodmer, échéance du 31 juillet 2009 : 2 601 K€</p> <p>Keita, échéance du 31 juillet 2009 : 6 279 K€</p> <p>Makoun, échéance du 30 juin 2009 : 5 980 K€</p> <p>Makoun, échéance du 30 juin 2010 : 4 784 K€</p> <p>Votre société s'est portée caution de la société SASP Olympique Lyonnais, en faveur du R.C. Lens, pour le règlement à ce dernier de la somme de 2 244 012,90 € TTC, correspondant à la compensation des créances liées au transfert de deux joueurs, et dont l'échéance interviendrait le 15 juillet 2009.</p> <p>Montant de la caution TTC : 2 244 K€</p> <p>Ces cautionnements font l'objet d'une rémunération au taux de 0,10 % par an.</p> <p>Produit de l'exercice :</p>	<p>22/09/2008</p> <p>18/02/2009</p>	17
SAS ICM	<p>Avenants à la convention de mission générale à la Direction Générale. Un premier avenant prévoyait, d'adjoindre à la redevance fixe, une redevance variable afin d'intéresser la société ICM aux résultats de la société Olympique Lyonnais Groupe.</p> <p>Un deuxième avenant plafonne le montant de la redevance variable au double du montant de la redevance fixe à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} juillet 2006.</p> <p>La redevance fixe a été portée de 300 000 € à 345 000 € HT par an à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} juillet 2007.</p> <p>Le montant de la redevance fixe est porté à 360 000 € HT par an à compter du 1^{er} juillet 2008.</p> <p>Charge de l'exercice :</p>	<p>05/12/2005</p> <p>25/01/2007</p> <p>24/09/2007</p> <p>22/09/2008</p>	772
M. Jean-Pierre Michaux	<p>Acquisition par votre société des 101 actions détenues par Monsieur Jean-Pierre Michaux dans la société SASP Olympique Lyonnais.</p> <p>Prix d'acquisition :</p>	18/02/2009	80

TABEAU II

Conventions et engagements conclus au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Sociétés ou personnes concernées	Nature, objet, modalités des conventions	Montants (HT en K€)
SAS ICMI	Facturation par ICMI à votre société du coût des prestations comptables et juridiques effectuées pour son compte. Charge de l'exercice :	93
SASP Olympique Lyonnais	Convention d'assistance à la Direction Générale et de gestion administrative calculée sur la base de la marge brute de chacune des sociétés. Produits de l'exercice :	6 492
SAS M2A		47
SAS OL Merchandising		192
SA OL Voyages		26
SAS OL Organisation		66
SAS OL Images		113
SARL BS		1
SAS Foncière du Montout	Selon le Conseil d'Administration du 30 juin 2008, facturation d'un forfait annuel d'assistance technique de 10 K€. Produit de l'exercice :	10
SCI Megastore Olympique Lyonnais	Selon le Conseil d'Administration du 5 décembre 2005, facturation d'un forfait annuel d'assistance technique de 3 K€. Produit de l'exercice :	3
Association Olympique Lyonnais	Selon le Conseil d'Administration du 24 avril 2007, les frais de gestion facturés par Olympique Lyonnais Groupe ont été portés à la somme de 150 K€ à compter de l'exercice clos le 30 juin 2007. Produit de l'exercice :	150

TABEAU II (SUITE)

Sociétés ou personnes concernées	Nature, objet, modalités des conventions	Montants (HT en milliers d'euros)
SNC OL Brasserie	Olympique Lyonnais Groupe s'est portée caution solidaire de la société OL Brasserie envers le bailleur pour l'exécution de chacune des conditions du bail commercial. Ce bail a été résilié sur l'exercice. Cette caution n'est pas rémunérée.	-
SAS Foncière du Montout	Refacturation, au temps passé par les salariés de la société Olympique Lyonnais Groupe, sur le projet OL Land. Produit de l'exercice :	71
SAS M2A	Gestion centralisée de trésorerie rémunérée au taux euribor trois mois + ou - 0,5 % selon la qualité d'emprunteur ou de prêteur. Charges de l'exercice :	8
SAS OL Merchandising		8
SAS OL Organisation		5
SAS OL Restauration		1
SCI Megastore Olympique Lyonnais		8
SASP Olympique Lyonnais	Produits de l'exercice :	1 812
SAS OL Merchandising		6
SA OL Voyages		16
SAS OL Images		55
SARL BS		3
SAS Foncière du Montout		161
SNC OL Brasserie		19

TABLEAU III

Sociétés, personnes concernées par les conventions et filiales détenues à plus de 10 %

	OL Groupe	ICMI SAS	Olympique Lyonnais SASP	OL Voyages SA	OL Merchandising SAS	OL Organisation SAS	OL Images SAS	Argenson SAS	M2A SAS	SCI Megastore Olympique Lyonnais	Association OL	BS SARL	OL Brasserie SNC (2)	Foncière du Montout SAS	OL Restauration SAS (3)
Jean-Michel Aulas	PDG	Président	PDG	ADM							ADM				
Jacques Matagrín	ADM			ADM							Président				Président
Michel Crepon	ADM														
Pathé (Rep. Michel Crepon)			ADM												
Jérôme Seydoux	ADM														
Soparic Participation (Rep. Jérôme Seydoux)			ADM												
Eric Peyre	ADM		ADM				Président								
Christophe Comparat	ADM		ADM		Président						ADM				
Gilbert Giorgi	ADM		ADM					Président		Gérant	ADM			Président	
Jean-Paul Revillon	ADM		ADM								ADM				
Serge Manoukian	ADM		ADM								ADM				
Jean-Pierre Michaux	ADM										ADM				
Filiale de ICMI ⁽¹⁾	34,17 %														
Filiales de OL Groupe ⁽¹⁾			99,99 %	50 %	99,98 %	99,97 %	99,97 %	49,97 %	100 %	99,99 %		40 %	99,97 %	100 %	100 %

⁽¹⁾ Mention du pourcentage de détention en capital.

⁽²⁾ La Gérance de la SNC OL Brasserie est assurée par M. Bertrand Echinard qui ne détient pas d'autre mandat.

⁽³⁾ Société dissoute durant l'exercice.



DOCUMENT D'INFORMATION ANNUEL

EXTRAIT DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'AMF - ARTICLE 222-7

"Les émetteurs mentionnés à l'article L. 451-1-1 du Code Monétaire et Financier déposent auprès de l'AMF, sous format électronique, dans les vingt jours de négociation qui suivent la diffusion du rapport financier annuel mentionné au "a" du 1^o de l'article 221-1, un document qui contient ou mentionne toutes les informations qu'ils ont publiées ou rendues publiques au cours des douze derniers mois dans un ou plusieurs états parties à l'accord sur l'Espace économique européen ou dans un ou plusieurs pays tiers pour satisfaire à leurs obligations législatives ou réglementaires en matière d'instruments financiers, d'émetteurs d'instruments financiers et de marchés d'instruments financiers.

Le document mentionné au premier alinéa est tenu gratuitement à la disposition du public au siège de l'émetteur. Ce document est également mis en ligne sur le site Internet de l'émetteur. Il peut être intégré dans le document de référence mentionné à l'article 212-13 ou le rapport financier annuel mentionné au "a" du 1^o de l'article 221-1.

Lorsque le document renvoie à des informations, il convient de préciser où les dites informations peuvent être obtenues".

Informations publiées par OL Groupe et accessibles sur le site Internet d'OL Groupe (www.olweb.fr)

27/10/08	Déclaration des transactions sur actions propres du 20 au 24 octobre 2008
29/10/08	Avis de réunion AG du 28 novembre 2008 – BALO – 22 octobre 2008
29/10/08	Avis de réunion AG du 28 novembre 2008 – Le Tout Lyon – 18 octobre 2008
31/10/08	Modalités de mise à disposition du rapport financier annuel 2007/2008
31/10/08	Rapport financier annuel 2007/2008
06/11/08	1 ^{er} trimestre 2008/2009
10/11/08	Déclaration des transactions sur actions propres du 3 au 7 novembre 2008
13/11/08	Inauguration officielle du nouveau Centre de Formation
14/11/08	Avis de convocation AG du 28 novembre 2008 – Le Tout Lyon – 8 novembre 2008
14/11/08	Avis de convocation AG du 28 novembre 2008 – BALO – 10 novembre 2008
17/11/08	Déclaration d'actions et nombre de droits de vote au 31 octobre 2008
17/11/08	Déclaration des transactions sur actions propres du 10 au 14 novembre 2008
24/11/08	Déclaration des transactions sur actions propres du 17 au 21 novembre 2008
28/11/08	Slideshow des Assemblées Générales du 28 novembre 2008
01/12/08	Déclaration des transactions sur actions propres du 24 au 28 novembre 2008
03/12/08	Rapport financier annuel 2007/2008 version anglaise
04/12/08	Descriptif du programme de rachat d'actions approuvé par l'AG du 28 novembre 2008
04/12/08	Modification des moyens alloués au contrat de liquidité
04/12/08	Assemblée Générale Annuelle du 28 novembre 2008
08/12/08	Déclaration d'actions et nombre de droits de vote au 28 novembre 2008
10/12/08	Déclaration des transactions sur actions propres du 1 ^{er} au 5 décembre 2008
15/12/08	Déclaration des transactions sur actions propres du 8 au 12 décembre 2008
22/12/08	Déclaration des transactions sur actions propres du 15 au 19 décembre 2008
22/12/08	Point sur l'actualité d'OL Groupe
29/12/08	Déclaration des transactions sur actions propres du 22 au 26 décembre 2008
29/12/08	Rémunération des dirigeants
05/01/09	Déclaration des transactions sur actions propres du 29 décembre 2008 au 2 janvier 2009
12/01/09	Bilan semestriel du contrat de liquidité au 31 décembre 2008
12/01/09	Déclaration des transactions sur actions propres du 5 au 9 janvier 2009
19/01/09	Déclaration des transactions sur actions propres du 12 au 16 janvier 2009
21/01/09	Déclaration d'actions et nombre de droits de vote au 31 décembre 2008
26/01/09	Déclaration des transactions sur actions propres du 19 au 23 janvier 2009
06/02/09	Agenda des publications
19/02/09	1 ^{er} semestre 2008/2009 - Des fondamentaux forts malgré la crise économique

20/02/09	Comptes consolidés semestriels résumés au 31 décembre 2008
20/02/09	Slideshow de la réunion SFAF du 19 février 2009
25/02/09	Forte progression médiatique de la marque OL
26/02/09	Modalités de mise à disposition du rapport financier semestriel 2008/2009 (version française)
26/02/09	Rapport financier semestriel 2008/2009
04/03/09	Modalités de mise à disposition du rapport financier semestriel 2008/2009 (version anglaise)
10/03/09	Déclaration d'actions et nombre de droits de vote au 30 janvier 2009
24/03/09	L'OL leader économique de la Ligue 1
31/03/09	L'Olympique Lyonnais rejoint la Superleague Formula
02/04/09	Déclaration d'actions et nombre de droits de vote au 28 février 2009
08/04/09	Renforcement des fonds propres de la SASP Olympique Lyonnais
30/04/09	Jean-Michel Aulas élu Personnalité du Sport Business de la Décennie
06/05/09	Activité 9 mois - 2008/2009 - Des revenus satisfaisants dans une conjoncture économique difficile
11/05/09	Déclaration d'actions et nombre de droits de vote au 31 mars 2009
11/06/09	Déclaration d'actions et de droits de vote au 30 avril 2009
11/06/09	Déclaration d'actions et de droits de vote au 29 mai 2009
18/06/09	Projet de loi sur les stades
01/07/09	Transfert de Karim Benzema au Real Madrid
02/07/09	Transfert d'Abdul Kader Keita à Galatasaray
07/07/09	Accord avec Porto pour le transfert de Lisandro Lopez
08/07/09	Communiqué de presse
09/07/09	Communiqué de presse OL Land
09/07/09	Bilan semestriel du contrat de liquidité
15/07/09	Déclaration d'actions et de droits de vote au 30 juin 2009
16/07/09	Arrivée de Michel Bastos
20/07/09	Arrivée d'Aly Cissokho
28/07/09	Bonne résistance des produits d'activités dans un contexte de crise économique
30/07/09	Arrivée de Bafétimbi Gomis
10/08/09	Nouveau contrat d'équipementier
27/08/09	Hausse de l'action OL Groupe
01/09/09	Transferts de Fabio Grosso et d'Anthony Mounier
02/09/09	Une gestion optimisée des effectifs durant le mercato
08/10/09	Modalités de mise à disposition du document de référence 2007/2008 OL Groupe
08/10/09	Document de référence 2007/2008 OL Groupe
27/10/09	Exercice 2008/2009 - Pour la 5 ^{ème} fois consécutive, des résultats bénéficiaires
28/10/09	Slideshow de la réunion SFAF du 28 octobre 2009
29/10/09	Comptes consolidés annuels résumés au 30 juin 2009

Informations publiées par OL Groupe et accessibles sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers (AMF - www.amf-france.org)

30/09/08	Déclaration des achats et cessions par les sociétés de leurs propres actions
12/01/09	Déclaration des dirigeants
12/01/09	Déclaration des dirigeants
12/01/09	Déclaration des dirigeants
12/01/09	Déclaration des dirigeants
02/02/09	Déclaration des achats et cessions par les sociétés de leurs propres actions
11/06/09	Déclaration des dirigeants
10/07/09	Déclaration des dirigeants
14/09/09	Déclaration des dirigeants
06/10/09	Document de référence 2007/2008 OL Groupe

Informations publiées par OL Groupe et accessibles sur le site Internet du wire (www.actusnews.com)

13/10/08	Déclaration d'actions et nombre de droits de vote au 30 septembre 2008
31/10/08	Modalités de mise à disposition du rapport financier annuel 2007/2008
31/10/08	Rapport financier annuel 2007/2008
06/11/08	1 ^{er} trimestre 2008/2009
13/11/08	Inauguration officielle du nouveau Centre de Formation
17/11/08	Déclaration d'actions et nombre de droits de vote au 31 octobre 2008
28/11/08	Slideshow des Assemblées Générales du 28 novembre 2008
03/12/08	Rapport financier annuel 2007/2008 version anglaise
04/12/08	Modification des moyens alloués au contrat de liquidité
04/12/08	Assemblée Générale Annuelle du 28 novembre 2008
08/12/08	Déclaration d'actions et nombre de droits de vote au 28 novembre 2008
22/12/08	Point sur l'actualité d'OL Groupe
29/12/08	Rémunération des dirigeants
12/01/09	Bilan semestriel du contrat de liquidité au 31 décembre 2008
21/01/09	Déclaration d'actions et nombre de droits de vote au 31 décembre 2008
06/02/09	Agenda des publications
19/02/08	1 ^{er} semestre 2008/2009 - Des fondamentaux forts malgré la crise économique
20/02/09	Comptes consolidés semestriels résumés au 31 décembre 2008
23/02/09	Slideshow de la réunion SFAF du 19 février 2009
25/02/09	Forte progression médiatique de la marque OL
26/02/09	Modalités de mise à disposition du rapport financier semestriel 2008/2009 (version française)
26/02/09	Rapport financier semestriel 2008/2009
04/03/09	Modalités de mise à disposition du rapport financier semestriel 2008/2009 (version anglaise)
10/03/09	Déclaration d'actions et nombre de droits de vote au 30 janvier 2009
24/03/09	L'OL leader économique de la Ligue 1
31/03/09	L'Olympique Lyonnais rejoint la Superleague Formula
02/04/09	Déclaration d'actions et nombre de droits de vote au 28 février 2009
08/04/09	Renforcement des fonds propres de la SASP Olympique Lyonnais
30/04/09	Jean-Michel Aulas élu Personnalité du Sport Business de la Décennie
06/05/09	Activité 9 mois - 2008/2009 - Des revenus satisfaisants dans une conjoncture économique difficile
11/05/09	Déclaration d'actions et nombre de droits de vote au 31 mars 2009
11/06/09	Déclaration d'actions et droits de vote au 30 avril 2009
11/06/09	Déclaration d'actions et droits de vote au 29 mai 2009
18/06/09	Projet de loi sur les stades
01/07/09	Transfert de Karim Benzema au Real Madrid
02/07/09	Transfert d'Abdul Kader Keita à Galatasaray
07/07/09	Accord avec Porto pour le transfert de Lisandro Lopez
08/07/09	Communiqué de presse
09/07/09	Communiqué de presse OL Land
15/07/09	Déclaration d'actions et droits de vote au 30 juin 2009
16/07/09	Arrivée de Michel Bastos
20/07/09	Arrivée d'Aly Cissokho
28/07/09	Bonne résistance des produits d'activité dans un contexte de crise économique
30/07/09	Arrivée de Bafétimbi Gomis
10/08/09	Nouveau contrat d'équipementier
27/08/09	Hausse de l'action OL Groupe
01/09/09	Transferts de Fabio Grosso et d'Anthony Mounier
02/09/09	Une gestion optimisée des effectifs durant le mercato
08/10/09	Modalités de mise à disposition du document de référence 2007/2008 OL Groupe
08/10/09	Document de référence 2007/2008 OL Groupe
27/10/09	Exercice 2008/2009 - Pour la 5 ^{ème} fois consécutive, des résultats bénéficiaires
28/10/09	Slideshow de la réunion SFAF du 28 octobre 2009
29/10/09	Comptes consolidés annuels résumés au 30 juin 2009

Informations publiées par OL Groupe dans le Bulletin d'Annonces Légales Obligatoires et accessibles sur le site du Journal Officiel (www.journal-officiel.gouv.fr/balo/)

22/10/08 Convocations - Assemblées d'actionnaires et de porteurs de parts - Avis de réunion
10/11/08 Convocations- Assemblées d'actionnaires et de porteurs de parts - Avis de convocation
02/03/09 Publications périodiques - Comptes annuels

Informations publiées par OL Groupe dans un journal d'Annonces Légales (Le Tout Lyon - www.le-toutlyon.fr)

18/10/08 Avis de réunion Assemblée Générale

Informations publiées par OL Groupe dans un journal financier

25/09/08 Résultats annuels 2007/2008 (Investir)
07/11/08 1^{er} trimestre 2008/2009 (La Tribune)
17/11/08 Convocation Assemblée Générale Annuelle (La Tribune)
19/02/09 Résultats semestriels au 31 décembre 2008 (La Tribune)
21/02/09 Résultats semestriels au 31 décembre 2008 (Investir)
23/02/09 Résultats semestriels au 31 décembre 2008 (Les Petites Affiches Lyonnaises)
23/02/09 Résultats semestriels au 31 décembre 2008 (Les Petites Affiches de la Loire)
27/02/09 Résultats semestriels au 31 décembre 2008 (La Tribune de Vienne)
07/05/09 Activité 9 mois 2008/2009 (La Tribune)
29/07/09 Bonne résistance des produits d'activités dans un contexte de crise économique (La Tribune)
29/10/09 Résultats annuels 2008/2009 (la Tribune, l'Équipe)

Dépôts effectués auprès du Tribunal de Commerce. Au cours des douze derniers mois, les principales formalités suivantes sont intervenues :

Dépôt des comptes sociaux de l'exercice clos le 30 juin 2008
Dépôt des comptes consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2008



PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

1. BILAN DU PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS DU 28 NOVEMBRE 2008

Tableau de déclaration synthétique

Déclaration par l'émetteur des opérations réalisées sur ses propres titres du 29/11/2008 au 30/09/2009⁽¹⁾

- Pourcentage de capital auto-détenu de manière directe et indirecte : 2,3 %⁽¹⁾
- Nombre de titre annulés au cours des 24 derniers mois : 0⁽²⁾
- Nombre de titres détenus en portefeuille : 307 776⁽¹⁾
- Valeur comptable du portefeuille : 4 635 566,78 €⁽¹⁾
- Valeur de marché du portefeuille : 2 923 872,00 €⁽¹⁾

(1) À la date du 30 septembre 2009.

(2) Il s'agit des 24 derniers mois précédant la date de publication du descriptif du programme.

	Flux bruts cumulés ^{(1)*}		Positions ouvertes au jour de la publication du descriptif du programme**			
	Achats	Ventes/ Transferts	Positions ouvertes à l'achat		Positions ouvertes à la vente	
			Options d'achat achetées	Achats à terme	Options d'achat	Ventes à terme vendues
Nombre de titres	100 111 ⁽⁵⁾	83 794 ⁽⁶⁾				
Echéance maximale moyenne ⁽²⁾						
Cours moyen de la transaction ⁽³⁾	7,95 €	8,16 €				
Prix d'exercice moyen ⁽⁴⁾						
Montants	néant	néant				

(1) La période concernée débute le 29 novembre 2008, soit le lendemain de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration ayant décidé le programme de rachat, et se termine le 30 septembre 2009.

Préciser s'il s'agit d'une transaction de bloc ou d'opérations réalisées dans le cadre d'un contrat de liquidité (dans ce cas, rajouter la quote-part de l'émetteur).

(2) Durée restant à courir à la date de la publication du descriptif du programme.

(3) Concerne les opérations effectuées au comptant.

(4) Indiquer pour les flux bruts cumulés, le prix d'exercice moyen des options exercées et des opérations à terme échues.

(5) Dont 90 283 titres acquis dans le cadre du contrat de liquidité représentant 90,2 % du nombre total de titres acquis.

(6) 100 % des ventes dans le cadre du contrat de liquidité.

* Les flux bruts cumulés comprennent les opérations d'achat et de vente au comptant ainsi que les opérations optionnelles et à terme exercées ou échues.

** Les positions ouvertes comprennent les achats ou ventes à terme non échus ainsi que les options d'achat non exercées.

2. DESCRIPTIF DU PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS SOUMIS À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 7 DÉCEMBRE 2008

En application des dispositions des articles 241-1 à 241-6 du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers ainsi que du Règlement Européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003 entré en vigueur le 13 octobre 2004, le présent descriptif a pour objet de décrire les objectifs et les modalités du programme de rachat de ses propres actions par la société qui sera soumis à l'autorisation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 7 décembre 2009.

Le présent descriptif est mis à la disposition des actionnaires sur le site Internet de la société (www.olweb.fr). Une copie peut également être obtenue sans frais par courrier à l'adresse suivante : Olympique Lyonnais Groupe, 350, avenue Jean Jaurès 69007 Lyon.

Part du capital et répartition par objectif des titres détenus par la société au 30 septembre 2009

Au 30 septembre 2009, la société détenait, au titre du contrat de liquidité géré par Exane, 113 136 actions, soit 0,9 % du capital et, hors contrat de liquidité, 194 640 actions, soit 1,5 % du capital, représentant un total de 307 776 actions affectées aux objectifs suivants :

- Plan de stock-options : 194 640 actions,
- Animation du marché au travers d'un contrat de liquidité : 113 136 actions.

Objectifs du programme de rachat

Les objectifs du programme sont les suivants, par ordre de priorité décroissant :

- L'animation du marché au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte AFEI,
- L'attribution d'actions dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, pour le service des options d'achat d'actions, au titre d'un plan d'épargne d'entreprise, ou pour l'attribution gratuite d'actions aux salariés et mandataires dans le cadre des dispositions des articles L 225-197 -1 et suivants du Code de Commerce,
- L'achat d'actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissances externes dans le respect de la pratique de marché admise par l'Autorité des marchés financiers, et dans les limites prévues par la loi,
- La remise d'actions de la société lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit de quelque manière à l'attribution d'actions de la société dans le respect de la réglementation en vigueur,
- La réduction du capital par annulation de tout ou partie des actions, sous réserve de l'adoption de la première résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire convoquée le 7 décembre 2009,
- La mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers, et plus généralement, la réalisation de toute opération conforme à la réglementation en vigueur.

Modalités

Part maximale du capital et nombre maximal des titres que la société se propose d'acquérir

Ce programme portera, sur un nombre maximal de 1 067 660 actions, tel que la société ne vienne pas à détenir, compte tenu des titres auto-détenus au 30 septembre 2009, plus de 10 % du capital social existant au jour de l'Assemblée Générale Ordinaire convoquée pour le 7 décembre 2009.

Prix maximum d'achat et montant maximal autorisé des fonds pouvant être engagés

Le prix maximum d'achat est fixé à quarante euros (40 €).

Le montant maximal autorisé des fonds pouvant être engagés dans le programme de rachat d'actions est fixé à 40 654 080 €.

Ces montants s'entendent hors frais de bourse. Le prix susmentionné sera ajusté par le Conseil d'Administration en cas de détachement d'un droit de souscription ou d'attribution ou dans les cas d'opérations en capital ayant une incidence sur la valeur de l'action.

L'acquisition, la cession ou l'échange des actions pourront être effectués et payés par tout moyen, et de toute manière, en bourse ou autrement, y compris par l'utilisation d'instruments dérivés, notamment par opérations optionnelles pour autant que ces derniers moyens ne concourent pas à accroître de façon significative la volatilité du cours de l'action, et conformément à la réglementation applicable. Ces opérations pourront intervenir à tout moment y compris en période d'offre publique portant sur les actions, titres ou valeurs mobilières émis ou initiés par la société, sous réserve des périodes d'abstention prévues par la loi et le Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers.

Caractéristiques des titres concernés par le programme de rachat

Les actions ordinaires OL Groupe sont cotées aux négociations sur le compartiment C d'Eurolist d'Euronext Paris.

Code ISIN : FR0010428771

Durée du programme de rachat

Le programme a une durée de dix-huit mois à compter de la date de l'Assemblée, soit jusqu'au 6 juin 2011.



350, avenue Jean Jaurès 69361 Lyon cedex 07
France - Tél : (33) 04 26 29 67 00 - Fax : (33) 04 26 29 67 13 - 421 577 495 RCS Lyon
www.olweb.fr

Contact investisseurs / actionnaires : **Olivier Blanc** - dirfin@olympiquelyonnais.com